

La voie de réalisation des ODD

Le Programme du Président

Un nouveau modèle d'entreprise dans un monde en rapides mutations



La voie de réalisation des ODD

Le Programme du Président

Un nouveau modèle d'entreprise dans un monde en rapides mutations

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de Tudor Rose aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention d'entreprises et de produits commerciaux, qu'ils soient déposés ou non, n'implique pas que ces entreprises et produits commerciaux sont agréés ou recommandés par Tudor Rose, de préférence à d'autres, de nature similaire, qui ne sont pas mentionnées.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques de l'éditeur.

ISBN : 978-0-9956487-7-7

La voie de réalisation des ODD

Le Programme du Président

Un nouveau modèle d'entreprise dans un monde en rapides mutations

Texte © Département Stratégie et Transformation (DoST) : DoST@isdb.org

« Briefing on refugees and forced displacement » (Briefing sur les réfugiés et les déplacements forcés)

Tous droits réservés.

Les auteurs souhaitent adresser leurs remerciements aux personnes et organismes ci-après pour leur avoir permis d'utiliser leurs illustrations au sein de la présente publication :

Alex Buisse pour Proud Robinson

Brent Stirton/Getty Images News

Getty Images

Grahame Jenkins/Unsplash

Issouf Sanogo/AFP/Getty Images

London Stock Exchange (Bourse de Londres)

Images de Marco Longari/AFP/Getty

Images de Stringer/AFP/Getty

Tom Bunning pour Proud Robinson & Partners

Tony Karumba / AFP / Getty Images

Yoray Liberman/Getty Images News

Publié en 2019 par Tudor Rose

www.tudor-rose.co.uk





REMERCIEMENTS

Nous remercions toutes les organisations dont les connaissances en matière de financement du développement et autres sujets connexes ont permis de renseigner la présente publication. Elles ont fourni de nombreux éclairages sur les défis mondiaux des banques multilatérales de développement au XXI^e siècle.

La présente publication couvre un large éventail de sujets complexes et intègre le contenu émanant de multiples parties prenantes. Les sources incluent des pays membres (PM) de la BID, des institutions des Nations Unies, et de diverses agences et experts du secteur.

L'Avenir est une série de publications, sous la direction du Département Stratégie et Transformation de la BID (DoST), dédiées à la prévision des besoins économiques et à l'assistance aux pays membres (PM) de la BID pour mieux y répondre. Le principal objectif de ces publications est la mise en place de coalitions internationales, animées par une vision partagée de l'avenir de l'humanité et de la planète.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter Dr Ahmed Elkhodary, Directeur du Département Stratégie et Transformation (DoST) : DoST@isdb.org

La Banque Islamique de Développement œuvre pour améliorer la vie et les conditions de vie de ceux que nous servons. Nous favorisons le développement socioéconomique des Pays membres et des communautés du monde entier, et ce en ayant un impact à grande échelle. Nous fournissons l'infrastructure et la formation dont les populations ont besoin pour mener une vie meilleure et réaliser leur plein potentiel.

Nous croyons que tous les peuples ont le droit de vivre dans la dignité et la prospérité, et que le soutien à la croissance économique est le meilleur moyen de sortir de la pauvreté.

Nous donnons aux populations les moyens de prendre en main leur propre progrès socioéconomique à grande échelle, en mettant en place l'infrastructure qui leur permettra de s'épanouir.

Nous créons des partenariats entre communautés et nations dans les secteurs public et privé.

Nous encourageons des solutions innovantes et durables aux plus grands défis de développement dans le monde, tout en œuvrant pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Le nouveau programme mondial pour le développement, représenté par l'accord sur les Objectifs de Développement Durable et les accords subséquents (la COP21 sur les changements climatiques, l'Agenda d'Action d'Addis-Abeba (AAAA) et le Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe, etc.) constitue un changement de trajectoire du dialogue mondial sur le développement. La mise en œuvre de ce programme nécessite un modèle d'entreprise différent, qui met l'accent sur la croissance axée sur le marché, la science, la technologie et l'innovation, ainsi que sur le partenariat mondial pour le développement. Le moment est venu de passer du discours sur le développement mondial axé sur les interventions à court terme, qui s'attaquent aux problèmes restreints et immédiats, vers le traitement des causes profondes qui entravent la croissance durable.

Sommaire

Avant-propos	1	À quoi ressemblera le monde en 2030 ?	12
Donner le ton dans un monde en rapides mutations	2	Introduction.....	15
METTRE LES MARCHÉS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT	4	LES MÉGA-TENDANCES MONDIALES ÉMERGEANTES	16
Un monde en rapides mutations	5	Une urbanisation rapide	16
Que se passera-t-il si nous ne changeons rien ?	6	Le boom démographique des jeunes	18
Quelle est la réponse de la BID ?	7	L'Industrie 4.0	20
Les avantages de ces changements pour les pays membres et le reste du monde.....	10	LES NOUVEAUX DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	22
		Les impacts économiques des changements climatiques.....	23
		Les obstacles à la productivité.....	23
		Les réfugiés et la fragilité du système	25
		La sécurité alimentaire et les défis dans le domaine de la nutrition.....	27
		L'ÉLARGISSEMENT DU DÉFICIT DE FINANCEMENT	29
		Les contraintes liées aux prêts des BMD.....	29
		Lacunes dans le secteur privé et dans le secteur de la finance islamique.....	30

Sommaire

Repenser le développement à l'horizon 2030 et au-delà	32	L'opportunité 1/5/10	70
Introduction	35	Introduction	73
3 OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT	36	1 TRILLION DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS D'INVESTISSEMENT POUR LES ODD	74
L'inclusion par le biais des chaînes de valeur compétitives	36	PROMOUVOIR 5 INDUSTRIES À L'ÉCHELLE MONDIALE	76
La coopération en matière d'innovation industrielle verte	38	Alimentation et agroalimentaire	76
La résilience par le biais d'un réseau mondial de développeurs	41	Industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure	81
6 RÉSULTATS OPÉRATIONNELS	43	Pétrole et produits chimiques	83
Améliorer l'accès aux informations du marché	44	Bâtiment	86
Ouvrir le processus de planification nationale	46	La finance islamique	88
Faire des affaires à la manière de l'Industrie 4.0	48	CRÉATION DE 10 MILLIONS DE NOUVEAUX EMPLOIS DÉCENTS PAR AN	91
Construire une infrastructure favorisant une chaîne de valeur verte	50	LES PROGRAMMES DE CHAÎNE DE VALEUR DE BOUT EN BOUT EN PRATIQUE	94
Repositionner le secteur de la finance islamique pour le développement	52	Développer la chaîne de valeur du bois au Gabon	94
Construire des systèmes de marché résilients	54	Exploiter le potentiel du Gabon dans la chaîne de valeur de l'industrie du manganèse	95
6 MOTEURS DE PERFORMANCE	57	Tout rassembler	98
Améliorer la visibilité de la Banque	58	Résumé	99
Favoriser les ressources du marché	60	DES EFFORTS PARTAGÉS POUR DES OBJECTIFS PARTAGÉS	100
Renforcer les capacités organisationnelles	62	Notes de fin de texte	102
Décentraliser au niveau fonctionnel et géographique	64		
Croissance financière durable	66		
Gestion axée sur les résultats de développement	68		

La présente publication est dédiée à la création d'un avenir meilleur

Un avenir dans lequel tous les peuples vivent dans la dignité et la prospérité, sans laisser personne de côté

Un avenir dans lequel les gouvernements établissent et appliquent des règles et réglementations permettant à tous les agents économiques présents sur le marché, qu'ils soient publics ou privés, de jouer un rôle en matière de développement

Un avenir qui reflète un engagement profond en faveur de la mise en œuvre du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 (comme indiqué dans les ODD) et de la mise en place de partenariats solides pour atteindre ces objectifs

Un avenir dans lequel les personnes et les communautés sont autonomisées, en renforçant leurs capacités à participer, à influencer et à contrôler les événements qui affectent leur vie, et en leur permettant de réaliser leur potentiel pour créer un avenir durable pour tous

Avant-propos

Au cours des quatre dernières décennies, la Banque Islamique de Développement (BID) est parvenue à de remarquables réalisations. Ma responsabilité, en qualité de nouveau président de la Banque, est de maintenir et de m'appuyer sur ces réalisations afin de poursuivre le développement de la BID, tout en restant au fait des rapides changements qui se produisent aujourd'hui de par le monde. Il y a quelques années, le monde actuel aurait été décrit comme un monde de science-fiction. Il s'avère que cette fiction est devenue réalité avec l'émergence de la technologie financière, des chaînes de blocs, du Big Data, de l'intelligence artificielle et de l'impression 3D. L'ensemble de ces innovations a profondément influencé la façon dont les personnes, les entreprises et les pays travaillent et elles ont modifié de nombreux concepts économiques et financiers, exigeant, par conséquent, des modèles d'entreprises très différents.

À l'heure actuelle, l'innovation, plutôt que les actifs tangibles et les ressources naturelles, est la force motrice de la croissance économique. De grandes entreprises ont vu le jour sans actifs matériels tangibles, mais plutôt avec des applications électroniques. Elles ont pu accroître leurs richesses et créer davantage d'emplois grâce à ces applications électroniques. Et les entrepreneurs sont les fers de lance de cette transformation. Ils ont une vision claire du nouveau monde et ont créé de nouveaux marchés et de nouveaux emplois. Aujourd'hui, plus aucun produit de base n'est fabriqué en un seul et même endroit, mais dans différentes régions géographiques, en fonction de leurs avantages comparatifs et de leur compétitivité. L'innovation a par ailleurs modifié le paysage du monde de l'entreprise, en optimisant les fonctions du futur à l'aide de l'intelligence artificielle, des robots et de l'impression 3D.

En plus de ces changements technologiques rapides, les pays membres de la Banque Islamique de Développement sont également confrontés à de rapides évolutions démographiques, avec une population totale estimée à 2,2 milliards d'individus à l'horizon 2030 ; les jeunes représentant 65% de ce chiffre et près de 100 millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail entre 2015 et 2030. Ceci s'accompagne d'un besoin de financement considérable pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, qui est passé d'un besoin en milliards à un besoin en trillions, dépassant de ce fait la capacité de toute institution ou de tout État pris individuellement. C'est la raison pour laquelle la nécessité de partenariats n'a jamais été aussi pressante qu'à l'heure actuelle.

Le nouveau modèle d'entreprise de la Banque est basé sur le renforcement de la compétitivité des pays membres au sein des industries stratégiques où ils présentent des avantages comparatifs, en créant des chaînes de valeur locales intégrées aux chaînes de valeur mondiales, en intégrant la science, la technologie et l'innovation à ces chaînes de valeur, et en mettant à profit les modalités innovantes de finance islamique et des partenariats. Ce nouveau modèle d'entreprise donne la priorité au capital humain et reconnaît le rôle des entrepreneurs en tant que leaders de la transformation.

Au cours des deux dernières années, nous avons sensibilisé le public sur l'ampleur et les implications de ces changements dans le monde d'aujourd'hui, et de ce qui devait être fait tant au niveau du personnel de la Banque qu'au sein des pays membres. Passer d'une économie entièrement dépendante d'exportations de matières premières à une économie industrialisée exige de la créativité et de la patience, sans pour autant perdre de vue une question fondamentale : « Que se passera-t-il si la Banque ne modifie pas son modèle d'entreprise et si les pays membres ne modifient pas leurs modèles de développement ? » Nous sommes heureux que les pays membres de la BID aient accueilli le nouveau modèle d'entreprise de manière positive et qu'ils lui accordent un large soutien, alors que nous avons déjà commencé à mettre en œuvre conjointement certaines de ses nouvelles initiatives sur le terrain.



S.E. Dr Bandar M.H. Hajjar
Président, Banque Islamique de Développement



**DONNER LE TON DANS UN MONDE
EN RAPIDES MUTATIONS**



Dans la présente section

Les pays membres de la Banque Islamique de Développement font face à une série sans précédent de défis importants dans la poursuite de leur développement durable. Dans un monde en constante mutation et souvent imprévisible, la Banque offre un leadership stratégique afin d'aider les pays à adopter une approche proactive.

Mettre les marchés au service du développement... 4

Un monde en rapides mutations.....	5
Que se passera-t-il si nous ne changeons rien ?	6
Quelle est la réponse de la BID ?.....	7
Les avantages de ces changements pour les pays membres et le reste du monde	10

Mettre les marchés au service du développement

Le paysage mondial du développement évolue rapidement en raison des progrès technologiques, des circonstances géopolitiques et du protectionnisme croissant. Notre monde est confronté à des défis systémiques, notamment une croissance économique lente, un manque d'infrastructures, un développement technologique inadéquat et une population de jeunes en pleine croissance. Les pays sont confrontés à un faible développement du capital humain et à des taux de chômage élevés. Ces problèmes, associés à la fragilité croissante, au désordre social et aux impacts négatifs des changements climatiques, aggravent la situation. Les défis peuvent paraître insurmontables et nous devons donc concentrer nos efforts sur l'aide à apporter aux communautés afin de parvenir à un développement efficace, en particulier en ce qui concerne les cibles ambitieuses des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies.

L'ère des ODD, qui a débuté en 2015, est en proie à des défis mondiaux considérables. Ces défis ont un impact particulier sur les régions des pays membres de la BID où se sont déroulés 30 des 50 conflits armés enregistrés à l'échelle mondiale, entraînant de graves crises humanitaires et des déplacements de population à travers le monde musulman. On estime que 89 millions de personnes nécessitant une assistance humanitaire résident dans les pays de la BID.¹ Les mouvements de réfugiés affectent non seulement les pays membres de la BID, mais également l'Europe de façon négative, ce qui représente un défi supplémentaire pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable dans le monde.

L'atteinte des Objectifs de Développement Durable auxquels aspirent les pays membres implique des pressions multidimensionnelles sur ces derniers pendant qu'ils s'efforcent de les atteindre. En même temps, de nombreux pays membres ont la chance de disposer de vastes ressources et d'un avantage comparatif important qui leur permettrait de transformer ces défis en opportunités et de réaliser leurs ambitions en matière de développement durable.

La BID a élaboré une vision sur la façon dont elle pourrait contribuer au Programme de développement mondial à l'horizon 2030. Lors de la réunion annuelle de 2018, la table ronde des gouverneurs de la BID, intitulée « Partenariat pour l'avenir auquel nous aspirons », a clairement défini les orientations de la Banque en matière de priorités stratégiques clés, d'enjeux majeurs et de batailles à remporter pour les pays membres.

Dans l'environnement, actuel caractérisé par une grave pénurie de ressources, il est essentiel que l'innovation redéfinisse les données économiques

Pour que l'humanité prospère, les pays doivent se connecter les uns aux autres et encourager un développement humain inclusif. Le secteur financier doit se développer et s'adapter pour concrétiser cette vision

« Si vous donnez un poisson à un homme pauvre, vous lui permettez de se nourrir pendant une journée. Si vous lui apprenez à pêcher vous lui donnez un métier qui lui permettra de se nourrir pendant toute sa vie »

qui permettront de réussir à atteindre les Objectifs de Développement Durable. Par exemple, le déficit de financement mondial représente environ 3% du PIB mondial, soit 1,1% de la valeur des marchés mondiaux des capitaux, estimée à 218 trillions de dollars des États-Unis. Si les pays membres peuvent mobiliser ne serait-ce que 1% des marchés mondiaux et les consacrer aux Objectifs de Développement Durable, des trillions de dollars inutilisés peuvent servir au développement avec un risque minime. Dans ce contexte, la BID reconnaît qu'il existe une formidable opportunité de tirer parti de ses principaux atouts pour multiplier son impact sur le développement en créant des synergies mondiales, et ce afin de mobiliser le marché des capitaux.

Au cours des dernières années, la production, le commerce et les investissements internationaux ont eu tendance à être organisés au sein de chaînes de valeur mondiales (CVM), où les différentes étapes du processus de production se situent dans différents pays. Cela remet en question les idées reçues sur la mondialisation économique et, en particulier, sur les politiques que nous développons autour de cette mondialisation. Nous pensons que les CVM sont d'une importance capitale pour la performance compétitive.

Si la BID peut soutenir le développement de liens forts avec le secteur privé et mettre en place l'infrastructure sociale et commerciale permettant aux marchés locaux de se lier aux CVM et de rejoindre le marché mondial, nous pouvons alors commencer à bâtir l'avenir que nous voulons. Pour que cette vision fonctionne avec succès, la BID s'engage à travailler avec ses pays membres et la communauté internationale au sens large afin de traiter les principaux problèmes auxquels ils sont

confrontés, notamment la pauvreté, la croissance démographique, la répartition inégale des richesses et les changements climatiques.

Un monde en rapides mutations

En dépit des progrès impressionnants réalisés dans le monde entier eu égard à la réduction de la pauvreté au cours des 25 dernières années, les pays membres de la BID sont très en retard sur de nombreux aspects des ODD universels. Ce défi est aggravé par les tendances démographiques mondiales, en particulier les projections de la population des jeunes. La population des pays membres devrait augmenter d'environ 35% au cours des 13 prochaines années, passant de 1,7 milliard en 2015 à 2,2 milliards en 2030. Par conséquent, les économies des pays membres doivent prendre en compte la population des jeunes travailleurs, qui devrait augmenter de 100 millions entre 2015 et 2030.

Les bouleversements environnementaux et sociaux transfrontaliers affectent également la sécurité des populations vulnérables. La crise mondiale des inégalités s'aggrave avec 82% de la richesse créée l'an passé allant aux 1% les plus riches de la population mondiale.¹ Près de 3,7 milliards de personnes ont été laissés pour compte et constituent désormais la partie la plus pauvre de l'humanité. Une situation qui ouvre la porte à l'instabilité sociale.

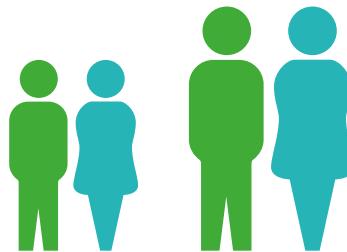
Les changements climatiques affectent la sécurité des populations vulnérables, en particulier celles qui vivent déjà dans des environnements fragiles et affectés par les conflits dans nos pays membres, où la gouvernance est mise à rude épreuve. Cela a un effet composé sur les risques fondamentaux de la fragilité climatique, qui menacent les communautés à travers le monde.

En outre, le monde se dirige vers une quatrième révolution industrielle, une époque marquée par des changements perturbateurs dans les processus de production dus aux progrès de la technologie. Ce changement est aggravé par l'absence de processus d'industrialisation transformateurs dans les pays membres. Les tendances mondiales montrent que nombre de ces pays subissent les effets négatifs de la désindustrialisation.

En outre, les pays membres doivent repenser la manière dont la finance islamique peut aujourd'hui être utilisée en qualité d'instrument clé du

La population des pays membres devrait augmenter d'environ 35% au cours des 13 prochaines années, passant de 1,7 milliard en 2015 à 2,2 milliards en 2030

« Le pouvoir peut être pris, mais il ne peut pas être donné. Le processus de prise de pouvoir réside dans la capacitation elle-même »



1,7 milliard 2015

2,2 milliards 2030

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

- ◆ **Au niveau mondial, les besoins totaux en investissements sont de l'ordre de 5 à 7 trillions de dollars des États-Unis par an**
- ◆ **Les besoins en investissements des ODD dans les pays en voie de développement s'élèvent à 4,5 trillions de dollars des États-Unis par an**
- ◆ **Le total des investissements actuels dans les pays en voie de développement s'élève à 1,4 trillion de dollars des États-Unis par an**
- ◆ **Il en résulte un écart d'investissement annuel d'environ 3,1 trillions de dollars des États-Unis dans les secteurs critiques pour les ODD**
- ◆ **Pour les pays membres de la BID, cela se traduit par un financement annuel compris entre 700 et 1 trillion de dollars des États-Unis**
- ◆ **L'écart est de loin supérieur au financement disponible au titre de L'Aide Publique au Développement (APD), qui s'élève à 145 milliards de dollars des États-Unis**
- ◆ **Le déficit de financement représente environ 3% du PIB mondial, 14% de l'épargne annuelle mondiale ou 1,1% de la valeur des marchés mondiaux des capitaux, estimée à 218 trillions de dollars des États-Unis**
- ◆ **Les investissements du secteur privé dans les pays en voie de développement sont nettement inférieurs à ceux des pays développés**
- ◆ **En moyenne, les pays en voie de développement doivent plus que doubler leurs investissements actuels dans le secteur privé pour être à égalité avec les pays développés**
- ◆ **Dans certains secteurs critiques, tels que l'eau et l'assainissement, les investissements du secteur privé doivent être multipliés par cinq**
- ◆ **Si le secteur privé n'est pas stimulé, les dépenses publiques doivent alors être multipliées par huit pour atteindre les objectifs de financement pour 2030**
- ◆ **Cependant, si la croissance du secteur privé est doublée par rapport à ses niveaux actuels, les dépenses publiques ne devront approximativement que doubler d'ici à 2030.**



Le chômage, en particulier chez les jeunes, est l'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés les pays membres, où il est plus élevé que dans le reste du monde

développement, d'autant que certains considèrent que les structures du secteur financier islamique sont lourdes, entraînant parfois des coûts de transactions plus élevés et laissant l'ensemble du secteur dans une situation de désavantage stratégique par rapport au secteur de la finance conventionnel.

De plus, il existe un fossé immense entre le financement réel et potentiel. L'aide publique au développement (APD) totale a atteint 145 milliards de dollars des États-Unis en 2016, tandis que le déficit de financement nécessaire à la réalisation des Objectifs de Développement Durable est estimé à environ 2,5 trillions de dollars des États-Unis par an. À eux seuls, les pays membres ont besoin de 700 à 1000 milliards de dollars des États-Unis par an pour financer les ODD. L'écart devrait se creuser davantage d'ici 2030, la population des pays membres devant passer de 1,7 milliard à 2,2 milliards, ce qui implique un besoin accru de ressources.

Que se passera-t-il si nous ne changeons pas ?

Le modèle d'entreprise actuel de la Banque repose entièrement sur ses propres ressources financières pour financer les interventions individuelles fragmentaires au sein de 57 pays membres (PM), et ce, en plus des communautés dans des pays non membres. L'ensemble de ces activités sont gérées à distance depuis le siège social de la BID. Si la banque s'obstine à s'appuyer sur le modèle d'entreprise actuel, elle ne parviendra pas à faire face à l'émergence rapide des changements

Si nous ne nous efforçons pas de fournir l'infrastructure où ces interactions peuvent avoir lieu, le monde sera confronté à un avenir très différent de celui que nous définissons à l'heure actuelle

mondiaux précédemment mentionnés et à leurs implications pour les PM. Cela limitera notre rôle consistant à proposer des solutions qui permettent d'aider les PM à se préparer à l'économie du futur.

Dans le cadre du modèle d'entreprise actuel, l'enveloppe annuelle la plus large en matière d'approbations de financement de la Banque a atteint les 6 milliards d'USD (12 milliards d'USD si l'on prend en compte les entités du groupe). Comparée au besoin total de financement des PM de la BID en vue de d'atteindre les ODD, cette enveloppe d'approbation représente moins de 1%.

Le monde évolue très rapidement et il est impératif que la BID s'adapte et devienne plus proactive et flexible. Cela nous permettra d'être à la croisée du développement, en nous adaptant aux défis mondiaux et en les transformant en opportunités pour un avenir florissant.

Pour ce faire, il faut améliorer la compétitivité des PM dans les industries au sein desquelles ils bénéficient d'un avantage compétitif en approfondissant et en élargissant les chaînes de valeur sur leur territoire national, en facilitant la connectivité vis-à-vis des marchés internationaux, en investissant dans les sciences, les technologies et l'innovation ainsi qu'en tirant profit des partenariats à l'échelle mondiale en matière de connaissances et de financement des ressources hors bilan. Les industries sont le moteur de la création d'emplois à travers la transformation des matières premières en produits diversifiés d'exportation, créant ainsi une valeur ajoutée économique.

Si les PM continuent à dépendre des dépenses publiques en tant que moteur de la croissance économique ainsi que des exportations de matières premières sans y ajouter, au préalable, de la valeur ou sans créer un environnement favorable à l'investissement, les conséquences naturelles seront un taux de chômage et de pauvreté accru, des troubles sociaux et politiques plus importants, une vulnérabilité croissante au changement climatique, un taux d'immigration illégale plus élevé et de nombreux autres résultats qui conduiront le monde vers un avenir empreint de fragilité.

Si nous ne considérons que l'un des objectifs mondiaux, le 7ème ODD (accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous), quels acteurs devront être impliqués dans le développement, la production, l'installation et la maintenance des technologies afin de fournir une énergie accessible à tous ? Quels acteurs

sont impliqués dans la détermination de ce qui est « fiable » et « abordable » ? Comment les gouvernements, le secteur privé et les communautés interagissent-ils pour décider de systèmes énergétiques appropriés et durables, et en quoi cela diffère-t-il dans des contextes différents ?

Ce type de problème de coordination concerne non seulement l'énergie, mais aussi la pauvreté, l'alimentation, la santé, l'éducation, l'eau, la biodiversité et de nombreuses autres problématiques liées aux Objectifs de Développement Durable. Si nous ne nous efforçons pas de construire l'infrastructure où ces interactions peuvent avoir lieu, le monde sera confronté à un avenir fragile, résolument différent de celui que nous cherchons à créer aujourd'hui.

Quelle est la réponse de la BID ?

Il est clair que les approches conventionnelles face à ces défis ne permettent pas de proposer de solutions durables. L'innovation, les nouveaux outils et les politiques de transformation sont autant d'éléments nécessaires pour que le changement



Les industries sont le moteur de la création d'emplois à travers la transformation des matières premières en produits diversifiés d'exportation, créant ainsi une valeur ajoutée économique

La finance islamique est devenue un outil efficace à la fois pour les pays membres et non membre, où elle a démontré son potentiel à aider à relever le défi de mettre fin à l'extrême pauvreté et de stimuler la prospérité partagée

« Personne ne peut revenir en arrière et prendre un nouveau départ, mais tout le monde peut prendre un nouveau départ aujourd'hui et créer une nouvelle fin »



10 000 000

Nous pouvons soutenir 10 millions d'emplois pour les jeunes entrepreneurs afin de traverser cette période de transformation

puisse avoir lieu. Nous devons changer notre façon de penser et d'agir. Cela implique de revoir le modèle d'entreprise actuel utilisé par les pays membres et les institutions mondiales de financement du développement, y compris la BID.

Le problème n'est pas un manque de fonds suffisants. Bien qu'en l'état actuel des choses, l'APD est bien en deçà du financement requis pour atteindre les Objectifs de Développement Durable, les marchés mondiaux des capitaux et divers fonds d'investissements disposent de 218 trillions de dollars des États-Unis. Si nous parvenons à convaincre 1% de ces fonds d'investir dans les principaux secteurs des ODD, nous comblerons le déficit de financement, non seulement au sein des pays membres, mais aussi dans le monde entier. Pour relever les défis relatifs à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, il est temps de faire évoluer le discours du développement mondial et de ne plus se contenter d'interventions qui s'attaquent aux effets immédiats mais de faire face aux problèmes fondamentaux entravant la croissance durable, à l'aide d'un modèle d'entreprise proposant des solutions intégrées.

Nous avons besoin d'un changement de paradigme au sein même du développement pour tenir notre promesse envers la planète et réaliser les Objectifs de Développement Durable. Les spécialistes du développement et la communauté des donateurs doivent comprendre que le financement n'est pas une fin en soi ; il s'agit uniquement de la possibilité de donner aux gens les moyens d'agir pour améliorer leur vie. Nous croyons que tous les peuples ont le droit de vivre dans la dignité et la prospérité, et que personne ne doit être laissé de côté.

Nous croyons en l'autonomisation des personnes et des communautés, en renforçant les capacités des personnes à participer, influencer et contrôler les événements qui affectent leurs vies. Nous nous sommes engagés à mettre en œuvre le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 (comme indiqué dans les ODD) et nous croyons en la création de partenariats solides pour y parvenir. Les gouvernements ne devront pas uniquement jouer le rôle de prestataires de services, mais également assumer leur rôle pour créer un environnement favorable au sein duquel tous les agents économiques du marché participent au développement.

Dans ce contexte de développement en constante mutation, la BID harmonise son modèle d'entreprise



Les industries alimentaires et agroalimentaires représentent 10% des dépenses mondiales de la consommation, 40% des emplois et 30% des émissions de gaz à effet de serre. Nous pouvons aider les pays concurrents dans ce secteur à acquérir une part équitable des marchés actuellement mal desservis

avec les besoins changeants de nos clients. La nature même de ce nouveau modèle d'entreprise est d'aider les pays membres (PM) à atteindre une croissance durable et inclusive, en utilisant les avantages actuels et futurs dans les chaînes de valeur, et ce en diversifiant leurs exportations au-delà des matières premières ; en encourageant les industries à renforcer leur capacité en vue de l'Industrie 4.0, par le biais d'investissements dans les STI et les infrastructures ; en mutualisant des fonds importants provenant des marchés financiers mondiaux, et en transformant les ressources d'aide au développement en financement catalytique.

Le processus visant à mettre les marchés au service du développement sera mis en œuvre par le biais de programmes complets intégrant six domaines de résultats opérationnels :

Améliorer l'accès aux informations du marché

La croissance du marché nécessite un accès aux macro et micro données pour permettre une meilleure compréhension des activités de la chaîne de valeur du marché. En outre, la disponibilité des données permet aux investisseurs d'accéder aux opportunités d'investissements possibles, ainsi qu'à la nature des risques et des bénéfices impliqués. Cela permet aux marchés de s'auto-organiser et de

« Ne dites jamais aux gens comment faire les choses. Dites-leur ce qu'il faut faire et ils vous surprendront par leur ingéniosité »

réaffecter leurs investissements, afin de résoudre les problèmes et de répondre à leurs besoins de développement de manière organique.

Ouvrir les processus de planification nationale

Le point de départ pour améliorer l'intégration des marchés au niveau local et entre les pays se situe au stade de la planification nationale. Par conséquent, la BID vise à faire de son processus de programmation-pays une plateforme pour tous les acteurs importants du marché, notamment les acteurs gouvernementaux, ceux du secteur privé et de la communauté. En outre, la BID intégrera l'échange d'expérience et le transfert de technologie entre les pays en tant qu'instruments essentiels pour améliorer la coopération et l'intégration économique entre eux, par le biais de plateformes de financement participatif et de production participative.

Faire des affaires à la manière de l'Industrie 4.0

La BID reconnaît le rôle du secteur privé dans le développement et cherchera par conséquent à accroître sa participation, en mettant l'accent sur deux actions visant à dépasser les perceptions actuelles :

- ◆ Réformer l'environnement de l'investissement, afin non seulement d'attirer les investisseurs, mais également pour encourager le secteur privé à réinvestir son épargne sur le marché intérieur
- ◆ Améliorer la productivité, et donc la compétitivité, en garantissant une croissance durable face aux perturbations provoquées par la quatrième révolution industrielle.

Pour ce faire, la BID mettra davantage l'accent sur les réformes politiques visant à « faire des affaires » et offrira des bourses d'études aux futurs dirigeants, en particulier dans les pays membres les moins développés. En outre, les interventions dans le domaine des STI viseront à améliorer la productivité et à soutenir l'esprit d'entreprise. Dans cette optique, la BID a mis en place la plateforme « S'Engager », le Fonds de Transformation, l'Unité de Propriété Intellectuelle, le Programme de Renforcement des Capacités et de nombreux autres instruments dans le cadre de l'ODD N°9.

Construire une infrastructure favorisant une chaîne de valeur verte

La BID consacrera une part importante de ses ressources aux projets d'infrastructures

permettant d'accroître le niveau d'efficacité des acteurs du marché au sein des chaînes de valeur sélectionnées dans la Stratégie de partenariat avec les pays membres de la Banque. Cette méthode présente deux avantages :

- ◆ La présence de clients industriels à forte demande facilite la mutualisation des investissements du marché sur ces projets, car ils sont financièrement viables
- ◆ L'accent mis sur l'infrastructure pour les activités industrielles aide à résoudre les problèmes de durabilité environnementale, car elles ont généralement la plus forte empreinte environnementale.

Pour ce faire, la BID jouera un rôle actif dans la recherche et la préparation de projets afin d'améliorer leur qualité et d'attirer la participation du secteur privé. Tout ceci afin d'avoir une grande envergure tout en ayant un niveau d'investissement moindre issu des fonds propres de la Banque.

Réorienter la finance islamique vers le développement

Afin de déverrouiller les activités au sein de toutes les chaînes de valeur, un secteur solide en matière de services financiers est essentiel. La finance islamique est particulièrement bien placée pour ouvrir la voie car elle privilégie par principe un lien étroit entre la finance et les activités économiques. La BID cherche à tirer profit de cette dynamique pour positionner l'industrie de la finance islamique à l'avant-garde du développement, en liant son financement aux activités de la chaîne de valeur. L'industrie est bien placée pour assumer ce rôle de leader compte tenu de sa taille actuelle, qui excède les 2 trillions de dollars des États-Unis.

Construire des systèmes de marché résilients

La BID accordera une attention particulière à ne laisser personne de côté, en faisant en sorte que les marchés profitent aux couches les plus démunies de la population, notamment aux femmes et aux jeunes. Lorsque les pauvres et les défavorisés sont inclus dans les avantages que présentent la croissance et le développement économique, le système de marché dans son ensemble atteindra des niveaux de résilience et de durabilité plus élevés. En outre, la BID intégrera des mesures de sauvegarde environnementales et sociales et des politiques d'inclusion des marchés dans son portefeuille d'opérations.

Pour relever les défis relatifs à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, il est temps de faire évoluer le discours du développement mondial et de ne plus se contenter d'interventions qui s'attaquent aux effets immédiats, mais de faire face aux causes fondamentales entravant la croissance durable, à l'aide d'un modèle d'entreprise proposant des solutions intégrées

Les principes clé du nouveau modèle d'entreprise

Afin de traduire ses valeurs fondamentales dans la réalité, la BID a axé ses efforts sur les principes généraux suivants :

- ◆ **Bien que nous reconnaissons le rôle des gouvernements dans le développement économique et social, ceux-ci ne peuvent pas jouer le rôle des marchés**
- ◆ **Le principal défi des gouvernements est de savoir comment mettre les marchés au service du développement**
- ◆ **Les gouvernements doivent s'attaquer aux contraintes qui conduisent à la défaillance du marché et faire en sorte que les marchés profitent des économies d'échelle, des économies de gamme et des facteurs externes positifs**
- ◆ **Le secteur privé est le moteur du développement à court et à long terme**
- ◆ **Les partenariats public-privé (PPP) amélioreront la qualité, l'efficacité et la création d'emplois, réduiront la charge budgétaire de l'état et optimiseront la répartition des risques**
- ◆ **Afin de réussir à stimuler le secteur privé et à mobiliser des ressources financières, il est nécessaire d'instaurer un climat propice aux investissements, qui atténue et favorise la gouvernance et la transparence**
- ◆ **La science, la technologie et l'innovation (STI), associées à un engagement en faveur de l'investissement dans le capital humain, constituent un facteur clé d'un développement socio-économique durable.**



Les avantages de ces changements pour les pays membres et le reste du monde

Aligner le modèle d'entreprise de la Banque pour tirer parti des possibilités de croissance et de prospérité nécessite une réorientation visant à renforcer la compétitivité des industries connectées au marché mondial par le biais de chaînes de valeur mondiales. L'accent mis sur les CVM permettra à la BID de hiérarchiser ses projets de manière cohérente, en ciblant tous les acteurs d'une chaîne de valeur donnée, dans le but de créer des emplois durables, d'augmenter les niveaux de capacités d'industrialisation de quatrième génération et de mobiliser les ressources de tous les acteurs du marché. Le moment est venu de passer du modèle d'entreprise de développement, axé sur des interventions rapides pour résoudre les problèmes immédiats restreints, à des solutions aux causes profondes qui entravent la croissance durable. Lors des assemblées annuelles de 2018, les gouverneurs de la BID ont souligné que plusieurs des batailles à remporter doivent être envisagées comme des enjeux fondamentaux. Ils ont également réaffirmé leur volonté de créer l'environnement propice nécessaire pour relever ces défis. En s'appuyant sur ces engagements pris par les pays membres, la Banque peut aider à

Les prévisions macroéconomiques estiment que les économies connectées à l'économie numérique mondiale pourront générer jusqu'à 4,1 trillions de dollars des États-Unis de PIB pour les populations les plus pauvres au monde

transformer les défis en opportunités historiques en faveur de la croissance et de la prospérité.

Trois opportunités historiques découlent de ces engagements : la première est l'inclusion par le biais de chaînes de valeur compétitives. La jeunesse des pays membres pourra potentiellement fournir chaque année un réservoir de 10 millions de demandeurs d'emploi et d'entrepreneurs, avec le talent, l'énergie et la capacité d'adaptation nécessaires à la conduite d'un développement socioéconomique durable, et à une période de mutation et de transformation structurelles à l'ère des ODD et au-delà. L'approche prospective de la BID identifie les chaînes de valeur potentielles grâce à une méthodologie interne centrée sur la compétitivité d'un pays en fonction de ses industries et de ses produits. Par exemple, les prévisions macroéconomiques estiment que les économies connectées à l'économie numérique mondiale pourront générer jusqu'à 4,1 trillions de dollars des États-Unis de PIB pour les populations les plus pauvres au monde. Cela entraînera la création de 64 millions de nouveaux emplois et améliorera la vie de 580 millions de personnes vivant avec moins de 4 dollars des États-Unis par jour. En bâtissant des chaînes de valeur pour créer une diversification des exportations et en créant des emplois, la BID encouragera les pays membres à capitaliser sur leurs ressources naturelles et leurs avantages comparatifs intrinsèques pour mener un processus de changement structurel vers une compétitivité mondiale conforme à l'ODD 9.

Le deuxième impact est] une résilience par le biais d'un réseau mondial de développeurs. La BID, après avoir pris conscience des limites de ses anciens modèles opérationnels et financiers, réorganise la façon dont elle aborde sa mission de développement. Bien que de nombreux réseaux de développement ne soient pas liés à la technologie, cette dernière a grandement facilité la capacité des individus et des groupes à se mettre en relation au-delà des frontières, ce qui peut être exploité afin d'accélérer et d'amplifier le pouvoir de tous types de réseaux sociaux et politiques.

Dans leurs efforts visant à atteindre les cibles des ODD, les pays membres font face à un déficit de financement annuel de 1 trillion de dollars des États-Unis. Cependant, en s'engageant dans des réformes structurelles et en mutualisant les ressources du marché et des sources de financement du développement alternatives, les pays membres de



En bâtissant des chaînes de valeur pour créer une diversification des exportations et en créant des emplois, la BID encouragera les pays membres à capitaliser sur leurs ressources naturelles et leurs avantages comparatifs intrinsèques



Un dixième du PIB mondial provient de l'industrie du bâtiment

la BID peuvent catalyser ce financement de 1 trillion de dollars des États-Unis dans les principaux secteurs des ODD. Dans cet élan de mobilisation de fonds du marché des capitaux, la BID reconnaît qu'il existe une incroyable opportunité de tirer parti de ses principaux atouts afin de décupler son effet sur le développement, en créant des synergies mondiales. Le réseau des développeurs a un rôle important à jouer pour combler le déficit de financement des pays membres.

Depuis le lancement du Programme mondial des ODD en 2015, la communauté internationale a cherché des moyens de combler un besoin de financement de 4,5 trillions de dollars des États-Unis. À l'heure actuelle, l'investissement total dans les pays en voie de développement s'élève à 1,4 trillion de dollars des États-Unis par an, ce qui laisse un déficit annuel d'investissement d'environ 3,1 trillions de dollars des États-Unis dans les secteurs critiques pour la réalisation des objectifs de développement durable. Pour les pays membres de la BID, cela se traduit par un déficit de financement de 1 trillion de dollars des États-Unis par an, soit un déficit beaucoup plus important que l'APD disponible, estimée à 145 milliards de dollars des États-Unis par an, comme nous l'avons indiqué précédemment. Cela signifie que pour chaque dollar des États-Unis d'APD, la communauté du développement doit réunir 23 dollars des États-Unis provenant de sources encore inexploitées. En outre, les dépenses publiques doivent être multipliées par huit pour atteindre les objectifs de financement d'ici 2030.

Le troisième impact attendu de l'engagement dans le nouveau modèle d'entreprise est] la

...Cela entraînera la création de 64 millions de nouveaux emplois et améliorera la vie de 580 millions de personnes vivant avec moins de 4 dollars des États-Unis par jour

coopération en matière d'innovation industrielle verte commune. Pour la BID, l'industrialisation des pays membres est impérative pour accroître simultanément la compétitivité de chaque pays et pour s'enraciner dans les CVM. Ce résultat peut être plus facilement obtenu grâce à cinq industries :

- ◆ Les **industries alimentaires et agroalimentaires**, qui atteignent les 5000 milliards de dollars américains, représentent 10% des dépenses mondiales de consommation, 40% des emplois et 30 % des émissions de gaz à effet de serre.
- ◆ **L'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure**, qui fait partie intégrante des stratégies de croissance et de développement des pays en voie de développement. L'industrie est considérée comme une industrie « naissante » type pour les pays et la première étape sur l'échelle de l'industrialisation, qui offre des emplois de premier échelon à une main-d'œuvre non qualifiée.
- ◆ De nombreux PM étant des producteurs de pétrole et de produits chimiques, **l'industrie du pétrole et des produits chimiques** crée directement et indirectement plus de 20% des emplois totaux dans les industries annexes.
- ◆ Un dixième du PIB mondial concerne **l'industrie du bâtiment**. Compte tenu de l'expérience de la BID dans les projets d'infrastructure, il existe plusieurs possibilités de soutenir le bâtiment et l'infrastructure de développement de manière non conventionnelle.
- ◆ **L'industrie du secteur de la finance islamique** sera notre outil le plus important pour alimenter nos industries et favoriser l'inclusion des secteurs privés de financement, afin de libérer le potentiel de nos pays. Le secteur de la finance islamique dispose du potentiel nécessaire pour intégrer les développements technologiques dans l'intelligence artificielle, les mégadonnées et la technologie de chaînes de blocs, contribuant à la création d'institutions bancaires à grande échelle, rentables et diverses.

En s'attaquant aux nombreux défis à venir, le nouveau modèle d'entreprise de la BID prépare les citoyens à la future économie, en soutenant une industrialisation à forte valeur ajoutée. Ceci repose en particulier sur les partenariats, en particulier avec le secteur privé, les STI et les CVM. De cette manière, la Banque peut soutenir une croissance durable dans ses pays membres.



À QUOI RESSEMBLERA LE MONDE EN 2030 ?

Dans la présente section

De l'urbanisation à la quatrième révolution industrielle, les grandes tendances mondiales affectent les pays membres de la Banque, et ce de nombreuses et différentes manières. Les impacts économiques de ces développements sont considérables et nécessitent des réponses ciblées, si les pays doivent respecter leurs engagements et atteindre leurs cibles en matière de développement durable.

Les méga-tendances mondiales émergentes	16
Une urbanisation rapide	16
Le boom démographique des jeunes	18
L'Industrie 4.0	20
Les nouveaux défis du développement durable	22
Les impacts économiques des changements climatiques	23
Les obstacles à la productivité	23
Les réfugiés et la fragilité du système	25
La sécurité alimentaire et les défis dans le domaine de la nutrition	27
L'élargissement du déficit de financement	29
Les contraintes liées aux prêts des BMD	29
Lacunes dans le secteur privé et dans le secteur de la finance islamique	30



Introduction

Une coopération mondiale sans précédent a conduit à la création des Objectifs de Développement Durable (ODD), qui ont été officiellement lancés en 2015. Les 17 objectifs qui constituent les ODD offrent des moyens de concentrer les investissements publics et privés sur les défis cruciaux auxquels sont confrontés les pays en voie de développement, et par voie de conséquence le monde entier.

Les ODD illustrent une nouvelle compréhension selon laquelle le développement doit intégrer la croissance économique, le bien-être social et la protection de l'environnement, à tous les niveaux. Au cours du processus, ils peuvent être utilisés pour traiter les causes des conflits, les violations des droits de l'homme, les changements climatiques et la dégradation de l'environnement.

Cela fait partie d'un mouvement mondial plus large en faveur d'une coopération sur les questions clés du développement. Parallèlement aux ODD, les pays se sont engagés à respecter les principes de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, du Programme d'Action d'Addis-Abeba et du Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe.

Pour que les Objectifs de Développement Durable fonctionnent pour tous les pays, il est essentiel que les gouvernements aient accès aux données concernant la valeur projetée des principales cibles de chaque objectif et la probabilité de volatilité des prix, des déficits commerciaux, du chômage et d'autres résultats d'ici 2030, si rien ne change, c'est-à-dire si les niveaux d'investissement restent à leur niveau actuel, comparés à l'impact probable d'investissements supplémentaires dans des ODD spécifiques.

Pour que la mise en œuvre des ODD soit efficace, les indicateurs clés de leur réalisation doivent être acceptés et compris par toutes les parties. Les gouvernements doivent en particulier comprendre les impacts probables sur des problèmes tels que la pauvreté, la stabilité sociale et la sécurité alimentaire s'ils continuent à agir de la même façon, par rapport aux résultats probables de la mise en œuvre des ODD.

Ces dernières années, il est devenu évident que le modèle traditionnel d'aide publique au développement est de moins en moins pertinent et est empreint de défis. Ce modèle repose sur les dépenses publiques en tant que moteur de la croissance économique et sur l'exportation de matières premières sans y ajouter, au préalable, de la valeur. De plus, l'approche actuelle ne vise souvent pas explicitement la création de nouveaux emplois, indispensables pour accueillir les nombreux nouveaux arrivants sur le marché du travail. Il en résulte un chômage plus élevé et une augmentation de l'immigration dans les pays occidentaux.

De plus, il existe un fossé immense entre le financement réel et le potentiel. Le montant annuel du financement nécessaire pour réaliser les Objectifs de Développement Durable au niveau mondial est estimé à environ 4,5 trillions de dollars des États-Unis. L'investissement mondial actuel s'élève à environ 1,4 trillion de dollars des États-Unis par an, ce qui laisse un écart annuel d'environ 3,1 trillions de dollars des États-Unis. L'aide publique au développement (APD) totale a atteint 145 milliards de dollars des États-Unis en 2016¹, mais les pays membres ont besoin à eux seuls d'environ 1 trillion de dollars des États-Unis par an pour financer les Objectifs de Développement Durable. Cet écart devrait se creuser davantage d'ici 2030, la population des pays membres devant passer de 1,7 milliard à 2,2 milliards.

Une jeune fille à Bamako au Mali. À quoi ressemblera son monde en 2030 ?

Les méga-tendances mondiales émergentes

De nouvelles réalités démographiques façonnent la façon dont vivent les gens. Les taux élevés de croissance de la population, le « boom démographique des jeunes », l'urbanisation rapide, les groupes marginalisés et le besoin criant d'emplois sont quelques-uns des défis auxquels sont confrontés les pays membres de la Banque Islamique de Développement.

Conformément aux tendances actuelles, la population des pays membres de la BID devrait augmenter d'environ 29% d'ici 2030, date butoir pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), passant de 1,7 milliard en 2015 à 2,2 milliards en 2030. Les habitants de ces pays représenteront 26,4% de la population mondiale projetée de 8,3 milliards d'habitants en 2030, contre 23,4% de la population mondiale estimée en 2010 à 6,9 milliards.

Les tendances reflètent également une urbanisation croissante, dans la mesure où l'essentiel de la croissance de la population aura lieu dans les zones urbaines. On prévoit que le rapport entre la population urbaine et la population totale augmentera de plus de 10 points de pourcentage dans des pays tels que l'Albanie, le Bangladesh, le Nigéria, le Mali et la Mauritanie. Le taux de croissance annuel projeté des

Entre 10 et 12 millions d'emplois doivent être créés chaque année dans les pays membres de la Banque Islamique de Développement, soit 160 millions d'emplois supplémentaires d'ici 2030

villes est d'environ 3% et, s'il est maintenu pendant les 13 prochaines années, 56% des habitants des pays membres vivront en milieu urbain d'ici 2030.

Une autre tendance significative est que la pauvreté, qui existait auparavant principalement dans les zones rurales, s'urbanise de plus en plus, en particulier en Afrique où l'urbanisation croissante coïncide avec la stagnation ou la baisse du PIB par habitant.

Il convient de situer ces tendances dans le cadre d'une perspective mondiale. Le nombre de chômeurs dans le monde était estimé à un peu plus de 197 millions en 2015, avec moins d'un million de chômeurs supplémentaires par rapport à l'année précédente et environ 27 millions de plus par rapport au niveau mondial d'avant la crise financière en 2007.

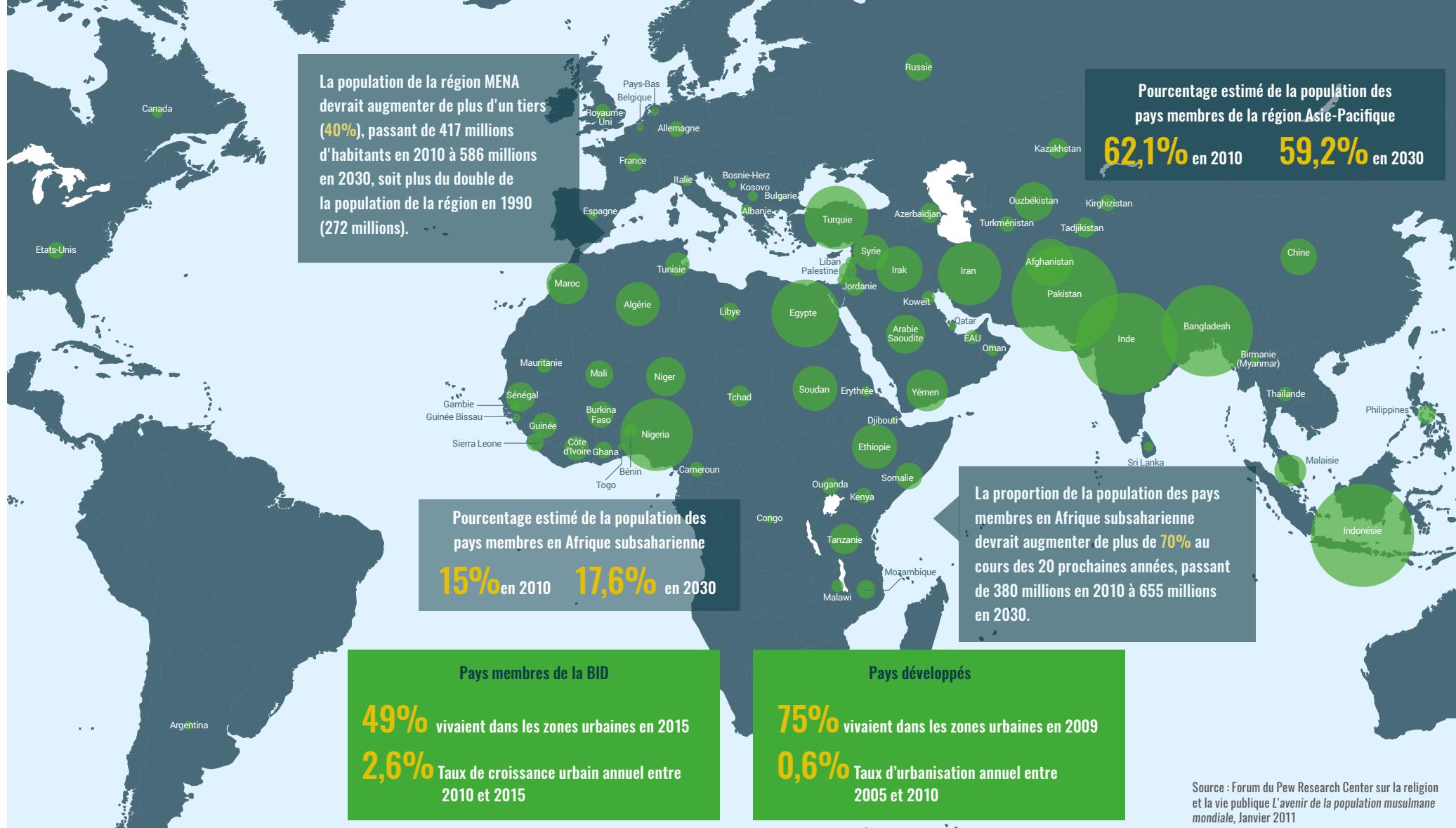
Ces disparités se reflètent aussi nettement parmi les PM de la Banque, non seulement en termes de revenu par habitant, mais également en termes de chômage. L'écart entre les niveaux moyens de PIB par habitant des pays membres et ceux des pays en voie de développement non membres de la BID s'est creusé au fil des ans, le différentiel étant de 612 dollars des États-Unis en 2016.



Une croissance urbaine rapide nécessite des politiques d'urbanisation efficaces et une planification à long terme des infrastructures

Une urbanisation rapide

L'urbanisation, la transition démographique de la vie rurale à la vie urbaine, est associée au passage d'une économie basée sur l'agriculture à une industrie, à la technologie et aux services de masse. À l'heure actuelle, plus de la moitié de la population mondiale vit en milieu urbain. Les pays membres suivent également cette tendance mondiale, leur population urbaine totale étant passée de 536 millions en 2000 à 878 millions en 2016. En conséquence, la part de la population des pays membres résidant dans les zones urbaines par rapport à la population



Répartition projetée de la population des pays membres de la BID par pays et territoire

totale est passée de 41,7% en 2000 à 49,6% en 2016. Cette croissance rapide de la population urbaine nécessite des politiques d'urbanisation efficaces et une planification à long terme des infrastructures, afin de garantir des villes plus saines et plus sûres, propices aux échanges et au commerce à l'échelle mondiale.¹

Un peu moins de la moitié de la population des pays membres vit dans des communautés rurales, mais cette population s'installe plus rapidement dans les villes que dans les autres pays du monde, dont beaucoup sont déjà très urbanisées.

De nombreux pays membres en sont encore à la première étape de ce processus. Ils ont une population en grande partie rurale mais ils ont des villes et des villages en croissance très rapide. L'une des raisons de cette croissance urbaine rapide est le taux de fécondité relativement élevé parmi ces populations rurales. Les pays membres d'Afrique subsaharienne, qui ont généralement des taux de fécondité très élevés, enregistrent actuellement les taux de croissance urbaine les plus élevés, avec une moyenne composée de 4% par an. En

Un peu moins de la moitié de la population des pays membres vit dans des communautés rurales, mais cette population s'installe plus rapidement dans les villes que dans les autres pays du monde

revanche, les pays membres du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) et de la région Asie-Pacifique, qui ont tendance à avoir des taux de fécondité inférieurs, ont également des taux de croissance urbains plus bas.

Entre 2015 et 2030, la part de la population mondiale vivant dans les pays membres augmentera de 3 points de pourcentage en Afrique subsaharienne et de 1 point de pourcentage dans les régions Asie-Pacifique et MENA.

La population des pays membres en Afrique subsaharienne représentera une part croissante de la population mondiale (5% en 2015 et 8% en 2030). On estime que 7,7% de la population mondiale vivra en Afrique subsaharienne, un chiffre en hausse par rapport à celui de 2010, qui était de 5,1%.

L'augmentation de la population des pays membres entre 2015 et 2030 (estimée à environ 500 millions) devrait être supérieure à celle enregistrée entre 1990 et 2010, période à laquelle elle a augmenté d'environ 161 millions. Environ 49% de la population totale des pays membres vivent maintenant dans des zones urbaines.²

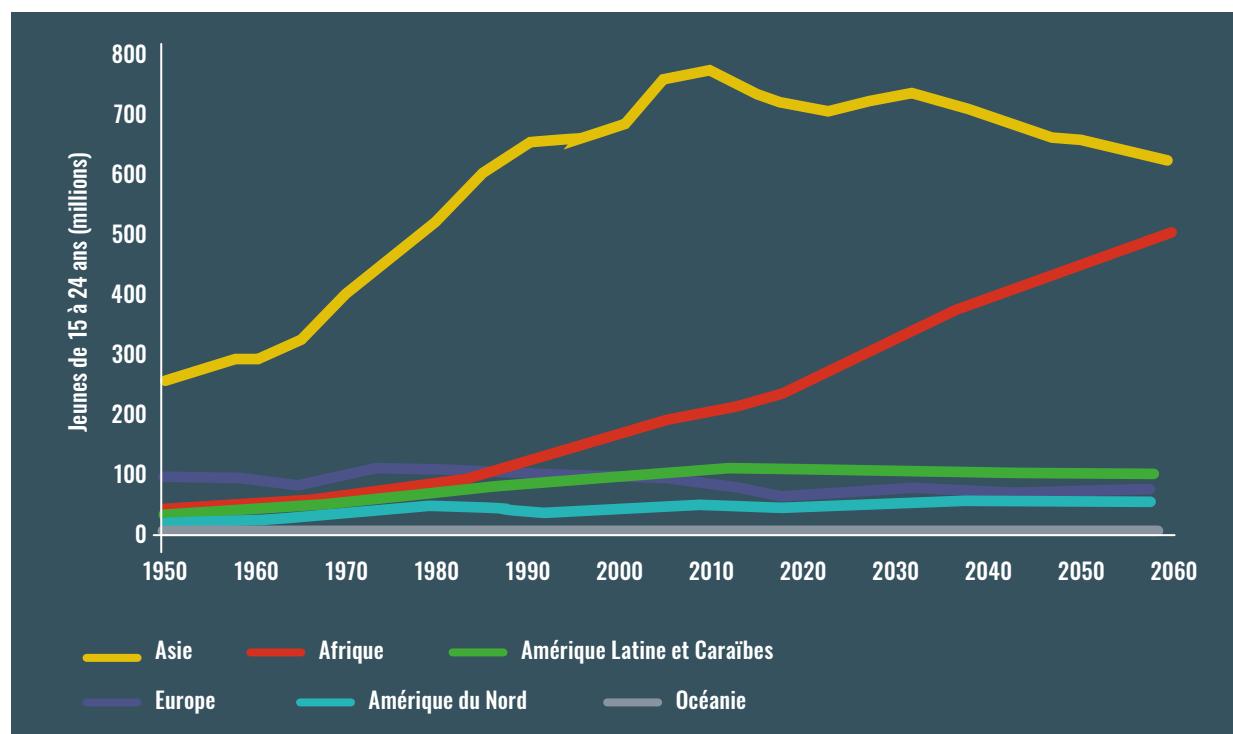
Le boom démographique des jeunes

Avec un chiffre atteignant 1,79 milliard, les jeunes représentaient 23,8% de la population mondiale en 2017. Les jeunes des pays membres représentent un moteur particulièrement puissant pour le développement socio-économique, ceux âgés de 0 à 24 ans représentant 52% de la population totale des pays membres en 2017.¹

Alors que la population des pays membres est aujourd'hui relativement jeune (avec un pourcentage élevé d'adolescents et de jeunes adultes), le boom démographique des jeunes a atteint son apogée vers l'an 2000. En 1990, plus des deux tiers de la population totale des pays membres étaient âgés de moins de 30 ans. Il est maintenant prévu que la population des jeunes travailleurs (de 15 à 30 ans), qui représentera la grande majorité des nouveaux venus sur le marché du travail, augmentera de 100 millions entre 2015 et 2030.²

Les jeunes souffrent d'un manque d'opportunités d'emplois décents dans le monde entier. Selon les dernières estimations, environ 73,4 millions de jeunes étaient au chômage en 2015. Avec un taux de 16,1% en 2015, les pays

Selon les estimations de 2015, 73,4 millions de jeunes étaient sans emploi cette année-là. Les PM avaient le taux de chômage des jeunes le plus élevé, estimé à 16,1%



Jeunes de 15 à 24 ans, par région, 1950-2060¹¹

membres ont le taux de chômage des jeunes le plus élevé.

Il existe des variations régionales importantes en termes de perspectives pour les jeunes au sein des pays membres. Par exemple, les pays membres de la région Asie-Pacifique ont une population plus jeune que les autres pays de la région. En 2015, les moins de 30 ans représentaient 57% de la population des pays membres de la région. En revanche, moins de 30% des personnes vivant dans les pays plus développés de la région ont moins de 30 ans. Un pourcentage plus élevé de la population des pays membres de la région Asie-Pacifique est aujourd'hui ou va bientôt entrer en âge de procréer (15-29 ans).

En 2015, les 15-29 ans représentaient 27% de la population totale des pays membres des pays de la région, contre 25,7% dans les autres pays moins développés et 16% dans les pays plus développés. La population de la région MENA devrait augmenter de 123 millions d'habitants entre 2015 et 2030.

Les taux d'alphabétisation révèlent l'efficacité des systèmes d'enseignement primaire à offrir des possibilités d'acquérir des compétences intellectuelles de base. Avec un taux moyen d'alphabétisation des adultes de 70,9%, les pays membres sont loin derrière les moyennes du monde (80,9%) et des pays en voie de développement non membres de la BID (84,7%). Les taux d'alphabétisation des jeunes sont comparativement plus élevés que ceux des adultes dans ces pays. En moyenne, 80,9% des jeunes sont alphabétisés, un chiffre toutefois inférieur à la moyenne mondiale (88,2%) et à celle des pays en voie de développement non membres de la BID (91%).³

Les chiffres indiquent qu'à partir de 2017, le chômage des jeunes dans les pays membres devrait se maintenir à 16,2%, alors qu'il baissera à 13,3% dans les pays développés et à 11,5% dans les pays en voie de développement non membres de la BID.⁴

Il existe une grande disparité entre les sexes parmi les pays membres par rapport aux autres groupes de pays. En moyenne, sur 100 femmes adultes, 65,3% seulement savent lire et écrire, alors que 76,8% de la population masculine est alphabète. Le taux d'alphabétisation des femmes est également bien inférieur à la moyenne mondiale de 77,3%.⁵



La population de jeunes actifs (de 15 à 30 ans), qui représentera la grande majorité des nouveaux venus sur le marché du travail, augmentera de 100 millions entre 2015 et 2030

La situation actuelle suscite des inquiétudes quant à la croissance future de la population jeune, certains pays luttant déjà pour éduquer et employer leurs jeunes, tout en anticipant une croissance substantielle du nombre de jeunes. Pour ces pays, il sera particulièrement difficile de fournir à tous une éducation de qualité, universelle, un emploi productif et un travail décent.⁶

Même si l'importance de la population de jeunes a atteint des sommets dans toutes les régions, à l'exception de l'Afrique, le nombre de jeunes nécessitant une éducation et un emploi continuera à constituer un défi majeur pour la plupart des pays membres de la BID.

Les jeunes entrepreneurs

Créer une entreprise est un défi à tout âge, mais les jeunes entrepreneurs font face à des obstacles particulièrement difficiles pour créer et développer

Il est urgent de prendre des mesures pour que les jeunes de demain aient accès aux connaissances et aux opportunités dont ils ont besoin pour s'épanouir

des entreprises productives. Une augmentation significative du nombre de jeunes à la recherche d'opportunités d'emplois exacerbera ces difficultés dans les années à venir. Dans le monde, une personne sur six était âgée de 15 à 24 ans en 2015, soit 1,2 milliard de jeunes au total, mais d'ici 2030, ce nombre devrait avoir augmenté de 7%, pour atteindre près de 1,3 milliard.⁷

L'investissement insuffisant dans le capital humain et le taux de chômage élevé chez les jeunes constituent toujours des obstacles majeurs dans l'engagement productif des jeunes d'aujourd'hui. Les statistiques des Nations unies indiquent que dans 32 pays, moins de 80% des 15-24 ans savent lire et écrire.⁸

La combinaison d'une croissance rapide du nombre de jeunes avec des taux de chômage très élevés pose des problèmes particuliers pour l'avenir. En Jordanie, en Irak et en Arabie saoudite, par exemple, le taux de chômage des jeunes dépasse déjà 30% et cette partie de la population devrait augmenter de plus de 20% au cours des 15 prochaines années.⁹

Même dans les pays où le taux de chômage des jeunes est comparativement faible, le développement durable pourrait être menacé dans les années à venir si le marché du travail n'est pas en mesure d'absorber un nombre croissant de jeunes travailleurs. Lorsque les jeunes sont sans emploi ou sous-employés dans l'agriculture de subsistance, il existe un risque de déstabilisation sociale ou politique. En outre, ceux qui connaissent une entrée tardive sur le marché du travail tendent à rester en arrière en termes de revenus et de croissance des revenus une fois qu'ils ont trouvé un emploi.¹⁰

Pour les pays membres de la BID, le message est clair : il est urgent de prendre des mesures pour que les jeunes de demain aient accès aux connaissances et aux opportunités dont ils ont besoin pour s'épanouir. Cela nécessite en particulier de mettre l'accent sur le développement de l'éducation et des compétences pour permettre à la prochaine génération de participer de manière productive à l'économie de son pays grâce à l'accès à un emploi intéressant. De cette manière, la croissance de la population des jeunes dans le monde entier peut devenir un facteur positif pour le développement durable, grâce à une combinaison d'éducation, de formation et d'emplois.



Un ingénieur turc utilise une tablette numérique pour faire fonctionner un bras robotique. Les progrès technologiques et un accès plus large aux médias sociaux et aux plateformes numériques vont transformer et perturber la production et la distribution des biens et des services à l'échelle mondiale

L'industrie 4.0

« Comparée aux révolutions industrielles précédentes, la quatrième évolue à un rythme exponentiel plutôt que linéaire. En outre, elle perturbe presque toutes les industries dans tous les pays. Et l'ampleur et la profondeur de ces changements annoncent la transformation de systèmes entiers de production, de gestion et de gouvernance. »¹

Les chercheurs prédisent que la quatrième révolution industrielle axée sur la technologie (également connue sous le nom d'Industrie 4.0) aura des impacts majeurs sur les gouvernements et les entreprises du monde entier. Cependant, bien que les industries existantes soient confrontées à des perturbations, il est également possible d'anticiper les opportunités. Celles-ci incluent des barrières moins importantes entre les innovateurs et les marchés, un rôle plus actif pour l'intelligence artificielle, l'intégration de technologies différentes et une qualité de vie améliorée grâce à la robotique et à la connectivité Internet améliorée.² Parmi les

La moitié des activités existantes sera automatisée grâce aux technologies existantes, ce qui permettra aux entreprises d'économiser des milliards de dollars et de créer de nouveaux types d'emplois

autres effets positifs probables de la quatrième révolution industrielle figurent la réduction des barrières entre entrepreneurs et marchés, et la croissance économique découlant de l'automatisation. McKinsey & Company prévoit que la moitié de toutes les activités professionnelles existantes seront automatisées grâce aux technologies existantes (les véhicules autonomes en sont un exemple), ce qui permettra aux entreprises d'économiser des milliards de dollars et de créer de nouveaux types d'emplois.³

Les principaux défis à venir comprennent l'accentuation des inégalités en raison de la perturbation du marché du travail, les emplois peu qualifiés et peu rémunérés étant remplacés par des machines. Les progrès technologiques et un accès plus large aux médias sociaux et aux plateformes numériques transformeront et opéreront une rupture dans la manière dont la production et la distribution des biens et des services à l'échelle mondiale s'effectuent. Les impacts seront particulièrement importants dans les pays en voie de développement.⁴

Les technologies favorables à l'Industrie 4.0



Les ingénieurs travaillent au développement d'une ligne de production automatisée avec des pièces robotiques et des logiciels appliqués afin d'accroître la productivité. Cette vague de mutations technologiques accroît l'efficacité en modifiant les relations traditionnelles entre fournisseurs, producteurs et clients, ainsi qu'entre les hommes et les machines

Au cœur de la quatrième révolution industrielle (également connue sous le nom d'Industrie 4.0) se trouve un ensemble de technologies en évolution rapide et convergentes, qui repoussent les limites de ce que l'on peut atteindre grâce à la fabrication additive et aux matériaux évolués. Ces technologies permettent une connaissance plus riche grâce à l'analyse des mégadonnées et redéfinissent les frontières entre les domaines physique et numérique, grâce à des simulations approfondies et à la réalité augmentée. Elles renforcent les capacités humaines grâce à l'intelligence artificielle et aux robots autonomes.

Les nouveaux développements entraînent un changement dans l'utilisation des technologies de l'information par le biais de l'informatique en nuage, de l'intégration de systèmes et de l'Internet des objets. Dans le même temps, les préoccupations en matière de cybersécurité sont en augmentation, avec la nécessité de veiller à ce que les systèmes d'information et les chaînes de fabrication soient protégés des menaces de cybercriminalité.

L'interaction et la convergence résultante de ces technologies (dont certaines ne sont pas nouvelles) ont un impact, dont le rythme et la portée sont sans précédent. Cela ouvre la possibilité de créer de nouvelles industries. Les technologies habilitantes à la base de ces industries apportent une nouvelle dimension à l'environnement industriel, entraînant une augmentation spectaculaire de la productivité industrielle.

Cette vague de mutations technologiques accroît l'efficacité en modifiant les relations traditionnelles entre fournisseurs, producteurs et clients, ainsi qu'entre les hommes et les machines. Elle favorise l'intégration et l'automatisation, à mesure que les systèmes de fabrication deviennent complètement intégrés et automatisés du fait de l'adoption du numérique qui transforme l'environnement industriel. En outre, elle est caractérisée par une auto-adaptation aux changements, à mesure que l'environnement devient unifié par des systèmes connectés permettant des interactions au sein des systèmes et entre ces derniers.¹

Les nouveaux défis du développement durable

Actuellement, près de la moitié des 50 pays les plus vulnérables ou les plus fragiles du monde sont membres de la BID. Dans ces pays, la croissance s'est effectuée en grande partie sans développement. L'inégalité des revenus a augmenté, le sous-emploi est élevé et les tendances actuelles en matière de population et d'urbanisation, si elles sont ignorées, pourraient conduire à une fragmentation accrue et à l'exclusion sociale. Les catastrophes naturelles et les pressions environnementales créent souvent un fardeau supplémentaire.

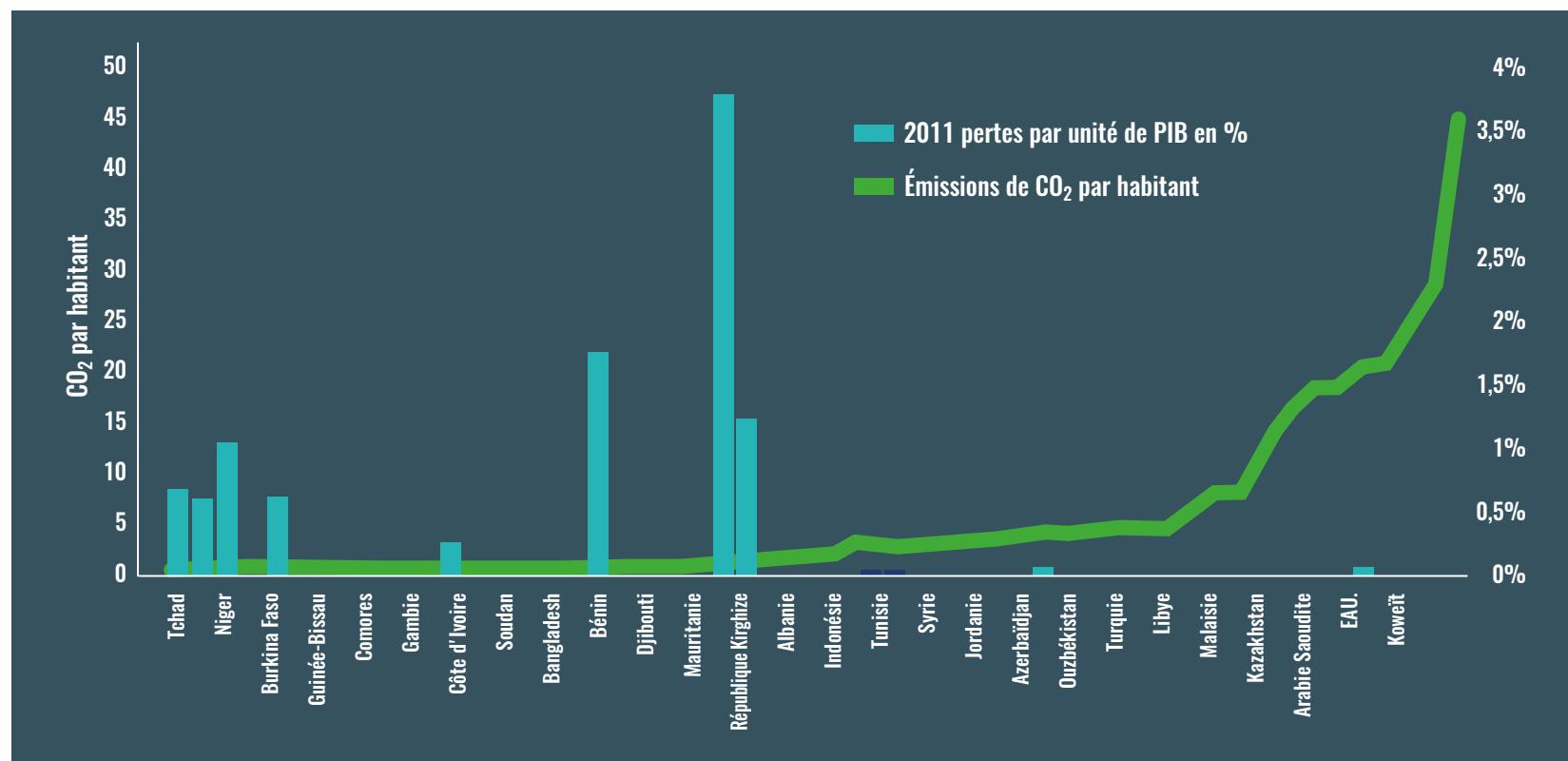
Selon les prévisions, 25% de la population de ces 50 économies, représentant environ 500 millions de personnes, resteront à un niveau inférieur ou égal au seuil de pauvreté de 1,25 dollar des États-Unis par jour en 2030. En outre, la pauvreté pourrait devenir de plus en plus concentrée dans ces pays, dans la mesure où ils hébergeraient 62% des pauvres dans le monde.

Les changements climatiques sont l'un des éléments majeurs affectant la sécurité des populations vulnérables, en particulier celles qui vivent déjà dans des contextes fragiles et affectés par les conflits dans les pays membres de la BID. Ils agissent en tant que multiplicateur de menace ultime, en amplifiant les effets des phénomènes

Actuellement, près de la moitié des 50 pays les plus vulnérables ou les plus fragiles du monde sont membres de la BID

météorologiques extrêmes, de la volatilité des prix et des disponibilités alimentaires, de la dégradation des sols et du littoral, et de l'insécurité des moyens de subsistance, ainsi que de la migration et de la concurrence au niveau des ressources locales.¹

Les économies de marché dans les pays membres peuvent également faire face à des risques en raison de leur dépendance vis-à-vis de l'exportation de produits de base, ainsi que de leur incapacité à s'intégrer efficacement dans les chaînes de valeur mondiales (CVM). Ces problèmes entravent les marchés des pays membres et le processus d'industrialisation. Les principaux défis sont les suivants : rareté extrême des ressources, entraînant des déplacements et des troubles ;



Qui souffre le plus ?³



Rivière asséchée, Bangladesh. Les pays qui émettent le moins de CO₂ souffrent le plus des dommages liés aux changements climatiques

risque climatique, catastrophes naturelles et dégradation de l'environnement ; et la polarisation sociale et la privation du droit de vote, qui mènent souvent à des conflits. Il existe également des contraintes de rentabilité inhérentes à de nombreux secteurs des économies des pays membres, en raison de l'ampleur et de la diversité des activités impliquées dans les CVM.²

Les impacts économiques des changements climatiques

Une étude sur l'impact des changements climatiques sur les marchés des pays membres durant la période 1992-2011 révèle que ce sont les pays qui émettent moins de CO₂ qui souffrent le plus des dommages liés aux changements climatiques, et que les pays qui en émettent le plus sont ceux qui en souffrent le moins.¹

Djibouti, le Tadjikistan, la Guyane et le Bangladesh ont perdu en moyenne environ 2% de

Djibouti, le Tadjikistan, la Guyane et le Bangladesh ont perdu en moyenne environ 2% de leur PIB en raison de phénomènes météorologiques extrêmes

leur PIB en raison de phénomènes météorologiques extrêmes au cours de cette période. L'étude a révélé qu'une augmentation de 1% de la température est associée à une baisse de 1,2% du PIB réel de ces pays. Ils font également partie des plus bas émetteurs de CO₂, ce qui indique que les impacts d'un comportement non durable ont un poids inégal au détriment des pays moins développés.

Le graphique (voir page précédente) montre que les pays les plus touchés sont généralement les pays les moins développés, et qui luttent déjà contre la pauvreté. Ainsi, les changements climatiques compliquent leurs solutions de réduction de la pauvreté. Une coopération multilatérale entre les pays est nécessaire pour que les personnes touchées par les effets négatifs des émissions puissent collaborer avec les principaux émetteurs pour atténuer les effets des changements climatiques, et ce pour chacune des deux parties.²

Les banques de développement ont un rôle crucial à jouer dans ce processus, en collaborant avec les pays partenaires pour hiérarchiser leurs mesures d'adaptation et d'atténuation. Les projets entrepris dans les pays pauvres devraient être particulièrement résilients à la température, tandis que les projets destinés aux pays riches devraient inclure des mesures d'atténuation visant à réduire leur contribution aux changements climatiques. En rendant les projets spécifiques au climat, il est possible de remédier aux coûts inégaux des changements climatiques.³

Les obstacles à la productivité

Les pays membres de la Banque doivent créer entre 10 et 12 millions d'emplois par an pour répondre aux besoins futurs, et l'industrialisation jouera probablement un rôle important en leur permettant d'atteindre cet objectif ambitieux. Toutefois, les tendances récentes indiquent que de nombreux pays membres se désindustrialisent à un stade précoce de leur développement. Dans les économies en voie de développement, cela se traduit par des salaires et des revenus inférieurs à ceux des pays plus avancés, où l'industrialisation a entraîné une augmentation des salaires. En conséquence, les pays membres continuent de compter sur l'exportation de matières premières

sans y apporter de valeur ajoutée significative. Cela peut entraîner une baisse des salaires et des revenus, les premiers étant les plus élevés lorsque l'industrialisation atteint son apogée.

Les conséquences de cette « désindustrialisation prématurée » pour les pays membres peuvent être sérieuses. Le développement économique des pays riches a été lié à la croissance de la productivité dans les activités d'industrialisation et de fabrication. Depuis lors, on pense que la transformation structurelle, ou le déplacement de la main-d'œuvre et d'autres ressources d'activités économiques moins productives vers des activités économiques plus productives, a été la principale source

Un travailleur moyen dans les pays membres ne produit que 28,8% de la production produite par un travailleur moyen dans les pays développés

de bien-être économique croissant. Ce processus de transformation structurelle, caractérisé par une part décroissante de l'agriculture et une part croissante de la production manufacturière dans la fabrication et l'emploi, est essentiel pour réduire la pauvreté et accroître le bien-être¹, mais il est absent dans de nombreux pays en voie de développement, ce qui a de graves répercussions sur le PIB.

En Afrique, par exemple, la part de la valeur ajoutée manufacturière (VAM) dans le PIB est passée de 12,8% en 1990 à 9,9% en 2010. Cela contraste vivement avec l'Asie, qui elle se développe. Le désengagement dans le secteur manufacturier est ressenti non seulement par la part décroissante de la VAM dans le PIB mais également par la part de l'emploi dans les secteurs manufacturiers.

De nombreux facteurs, obstacles et défaillances du marché entravent l'industrialisation des économies de marché. Bien que la nécessité de prendre des mesures politiques pour remédier à ces problèmes soit fermement établie, les grandes politiques industrielles doivent tenir compte du choix des technologies et de l'orientation des innovations, ainsi que de la nature des institutions propices à la transformation. La quatrième révolution industrielle, en particulier, est susceptible d'affecter les trajectoires industrielles des pays membres, avec sa promesse de révolutionner la façon dont les gens vivent, travaillent et entrent en relation.

Les secteurs dans lesquels la productivité de la main-d'œuvre est faible risquent davantage d'être perturbés par l'automatisation et de nombreux autres instruments introduits par la quatrième révolution industrielle. Au sein des pays membres, les chiffres de la productivité de la main-d'œuvre indiquent le manque de compétitivité des secteurs sous-jacents. Des recherches récentes indiquent que l'écart de productivité du travail entre les pays développés et les pays en voie de développement est resté substantiel tout au long de la période allant de 2000 à 2016. Un travailleur moyen dans des pays en voie de développement non membres de la BID ne produit que 24% de la production produite par un travailleur moyen dans les pays développés. Un travailleur moyen dans les pays membres est à peine plus productif, générant 28,8% du rendement d'un travailleur moyen dans les pays développés.²



La quatrième révolution industrielle, en particulier, est susceptible d'affecter les trajectoires industrielles des pays membres, avec sa promesse de révolutionner la façon dont les gens vivent, travaillent et entrent en relation

Les réfugiés et la fragilité du système

Les personnes déplacées de force et les réfugiés représentent des défis critiques en matière de développement pour de nombreux pays. Parallèlement à la montée des conflits, le nombre de personnes déplacées de force a atteint des sommets historiques, une part importante étant hébergée dans les pays membres de la BID (huit des 12 pays d'accueil les plus importants au monde).¹ Au début de l'année 2018, 68,5 millions de personnes avaient été déplacées de force, parmi lesquelles environ 28 millions étaient des réfugiés et 40 millions des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP).²

Le nombre de réfugiés est le plus élevé depuis le début du régime des réfugiés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le nombre de personnes déplacées induit par un conflit a également augmenté depuis 2015. En 2017 seulement, il y a eu 11,8 millions de nouveaux déplacés à l'intérieur de leur propre pays, soit près du double du nombre enregistré en 2016. Près de 70% de tous les réfugiés ne proviennent que de cinq pays, qui sont tous des pays membres de la BID (Syrie, Afghanistan, Somalie, Soudan et Irak).

Les déplacements forcés causent d'énormes souffrances humaines, en particulier aux personnes extrêmement pauvres et vulnérables, notamment les jeunes, les femmes et les enfants. Cela a un impact sur les pays et les communautés



Près de 70 % des réfugiés proviennent seulement de cinq pays, tous membres de la BID³



Somaliens déplacés dans un camp de personnes déplacées internes à Dollow, dans le centre de la Somalie, mis à la disposition des personnes fuyant une sécheresse dévastatrice qui a coûté la vie à des millions de personnes dans le centre et le sud de la Somalie, 2011

Au début de 2018, 68,5 millions de personnes avaient été déplacées de force, parmi lesquelles environ 28 millions étaient des réfugiés et 40 millions des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

hôtes, et constitue un défi majeur pour la réalisation des ODD.

Un groupe de banques multilatérales de développement, dont la BID, a récemment mis en place une plateforme de groupe de travail sur les migrations économiques et les déplacements forcés. Le groupe de travail a décidé d'élargir la portée du financement aux pays touchés de la région arabe au cours de la prochaine période, afin de faire face à la crise actuelle qui touche toute la région. Il collaborera également avec les agences des Nations Unies pour lancer une initiative de financement concessionnel, visant à aider les pays touchés par la crise des réfugiés syriens.

En outre, les institutions membres du groupe de travail sont mandatées pour travailler avec des organisations non gouvernementales internationales, afin de donner la priorité à l'intégration entre les communautés d'accueil et les réfugiés. Cela inclut un accent mis sur le développement des compétences et la formation pour assurer l'intégration effective des réfugiés sur les marchés locaux du travail. La fourniture de services de santé et d'éducation primaires aux personnes déplacées de force constitue une autre priorité, notamment les programmes de nutrition, les programmes préscolaires, primaires, secondaires, tertiaires et d'éducation des adultes.

Le défi de la répartition inégale des richesses

La crise mondiale des inégalités s'aggrave. Selon un rapport publié par Oxfam en 2018¹, l'année 2017 a connu la plus forte augmentation du nombre de milliardaires de l'histoire, avec un milliardaire créé tous les deux jours. La richesse des milliardaires a augmenté de 762 milliards de dollars des États-Unis en 12 mois, une somme qui aurait pu mettre fin sept fois à l'extrême pauvreté dans le monde. En 2017, 82% de la richesse créée revenait au 1% les plus riches de la population mondiale, tandis que les 3,7 milliards de personnes, qui composent la moitié la plus pauvre de l'humanité, ne recevaient rien. En substance, l'économie mondiale inéquitable creuse le fossé qui sépare les riches des pauvres.

Le rapport exhorte les gouvernements à créer une société plus égalitaire en donnant la priorité aux travailleurs ordinaires et aux petits producteurs de produits alimentaires plutôt qu'aux riches et aux puissants.

Dans de nombreux pays, l'inégalité des salaires a augmenté et la part de la rémunération de la main-d'œuvre dans le PIB a diminué, et ce parce que les bénéficiaires ont augmenté plus rapidement que les salaires. Même dans les pays émergents à croissance économique rapide, de nombreux travailleurs, notamment une proportion disproportionnée de femmes, restent pris au piège des bas salaires et des niveaux de pauvreté les plus bas.²

Le rapport révèle également que plus des trois quarts des personnes sont d'accord ou très d'accord pour dire que l'écart entre les riches et les pauvres est trop important dans leur pays, tandis que près des deux tiers des personnes interrogées pensent que l'écart entre les riches et les pauvres doit être traité de façon urgente ou très urgente.

Selon le rapport, les sociétés pourraient, entre autres, créer une économie plus juste, notamment en retenant des dividendes sauf si un salaire minimum est versé ; assurer la représentation des travailleurs dans les conseils d'administration ; soutenir le changement transformationnel dans les chaînes d'approvisionnement ; partager les bénéfices avec les travailleurs les plus pauvres ; soutenir l'égalité des sexes sur le lieu de travail ; réduire les ratios de rémunération ; et soutenir la négociation collective.³



L'économie mondiale inéquitable creuse l'écart entre riches et pauvres

La sécurité alimentaire et les défis dans le domaine de la nutrition

Après une longue période de baisse de la faim dans le monde, une étude récente de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a révélé une augmentation inquiétante par rapport à 2016.¹ Cette tendance est liée à la recrudescence des conflits et de la violence dans certaines régions, indiquant la nécessité de s'attaquer à ces problèmes parallèlement à la mise en place de stratégies visant à éliminer la faim.

Cependant, le rapport de la FAO souligne que travailler pour la paix n'est pas suffisant en soi ; il est également nécessaire de redoubler d'efforts pour renforcer la résilience aux changements climatiques pour des questions de sécurité alimentaire et de nutrition. Sachant qu'une personne sur neuf dans le monde a été répertoriée comme étant sous-alimentée en 2017 (821 millions de personnes au total), il est impératif que les pays s'attaquent à la grave insécurité alimentaire qui se développe, en particulier en Afrique et en Amérique du Sud. Le rapport indique que l'accès à des aliments sains, nutritifs et en quantité suffisante doit être considéré comme un droit humain, la priorité étant accordée aux plus vulnérables. Parmi les actions recommandées figurent l'élaboration de politiques favorisant une agriculture et des systèmes alimentaires sensibles à la nutrition, en accordant une attention particulière à la sécurité alimentaire et à la nutrition des enfants de moins de cinq ans, des enfants d'âge scolaire, des adolescentes et des femmes, afin de mettre un terme au cycle de malnutrition intergénérationnel.

Les situations de crise humanitaire peuvent très facilement aggraver les causes sous-jacentes de la malnutrition car la quantité et la diversité des aliments disponibles sont considérablement réduites. La FAO note que les enfants et les femmes sont les groupes les plus vulnérables à cet égard, avec des problèmes particuliers dans les environnements pauvres en ressources, où la pénurie alimentaire continue conduit à des régimes pauvres en nutriments, qui limitent la croissance des enfants. En outre, elle souligne la nécessité de lutter contre la limitation de l'accès aux installations de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement

L'accès à des aliments sains, nutritifs et en quantité suffisante doit être considéré comme un droit humain, la priorité étant accordée aux plus vulnérables

dans les situations de crise humanitaire, entraînant une augmentation concomitante des maladies.

L'émaciation grave chez les enfants est un autre problème majeur identifié par le rapport. Les estimations de l'ampleur de l'émaciation grave chez les enfants, à l'échelle mondiale, suggèrent que 17 millions d'enfants ont été touchés en 2016 mais qu'un quart seulement ont été admis dans des programmes de survie. Ajoutons à cela le fait que le financement pour la prise en charge des enfants souffrant d'émaciation grave est souvent une démarche à court terme et est principalement axé sur les situations humanitaires, et l'ampleur du problème ne devient alors que trop claire.

La FAO insiste pour que des programmes durables et dotés de ressources suffisantes soient



Des politiques favorisant une agriculture et des systèmes alimentaires sensibles à la nutrition sont nécessaires, une attention particulière étant accordée à la sécurité alimentaire et à la nutrition des enfants de moins de cinq ans, des enfants d'âge scolaire, des adolescentes et des femmes afin de mettre fin au cycle de malnutrition intergénérationnel



mis en place pour prévenir la malnutrition sous toutes ses formes si les pays doivent atteindre les objectifs des ODD en matière de nutrition, notamment en ce qui concerne la malnutrition infantile. Ces derniers devront inclure des programmes de nutrition dans les écoles, ces dernières constituant une plateforme efficace pour des interventions en matière de nutrition et de santé auprès des enfants et des adolescents d'âge scolaire.

Le rapport préconise également la mise en place de programmes relatifs à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement afin de garantir l'accès à de l'eau potable et à des installations d'assainissement. En outre, le déploiement de programmes de protection sociale et établissant un dispositif de sécurité est encouragé, afin de garantir l'accès à une alimentation saine pour les enfants et les familles qui ne sont pas en mesure de tirer parti du développement traditionnel.

Le déploiement de programmes de protection sociale et de dispositif de sécurité est encouragé afin de garantir l'accès à une alimentation saine

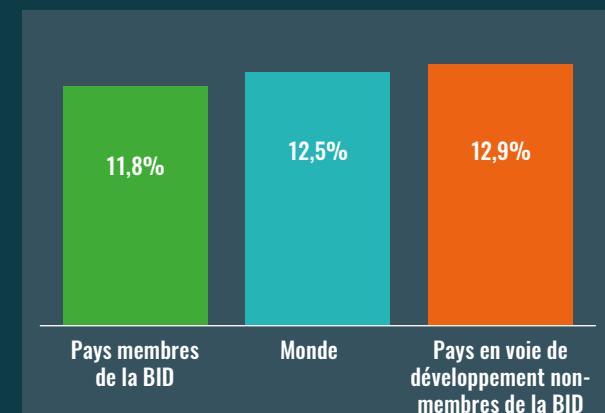
La crise persistante touchant les personnes sous-alimentées

En 2015, il y avait environ 194 millions de personnes sous-alimentées dans les pays membres de la BID, soit 11,8% de leur population totale. Ces pays représentent plus de 26,5% du nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde.

Outre une partie importante de la population des pays membres souffrant de sous-alimentation, près de la moitié de ces pays sont incapables de produire suffisamment de nourriture pour satisfaire leurs besoins nationaux. Cela nécessite des programmes à long terme pour faire face aux contraintes et aux défis majeurs du développement agricole, et donc à la sécurité alimentaire de ces pays.

Exacerbée par ces tendances, la productivité des terres dans les pays membres a nettement augmenté entre 1990 et 2016 en termes de production de céréales, de fruits et de légumes par hectare de terre récoltée, mais reste inférieure à la productivité moyenne des terres pour ces trois produits dans les pays en voie de développement non membres de la BID et les pays développés. La productivité est également inférieure à la moyenne mondiale.

La faible productivité agricole reflète l'utilisation inadéquate des technologies, notamment pour l'irrigation, et le manque de main-d'œuvre qualifiée dans les activités agricoles. Ces pays courent par conséquent un risque sérieux de fragilité en matière d'approvisionnement alimentaire pour leurs populations qui augmentent rapidement.¹



Prévalence de la sous-alimentation (% de la population), 2015²

L'élargissement du déficit de financement

Pour beaucoup de pays, les ressources de développement disponibles seront probablement bien inférieures à ce qui sera nécessaire pour atteindre les ODD au cours des années précédant l'échéance de 2030. Alors que les pays sont confrontés au défi d'accroître le financement du développement pour la réalisation des ODD, les caractéristiques uniques des Banques Multilatérales de Développement (BMD) les placent comme des institutions de développement clé pour mener à bien cette tâche cruciale.

Les contraintes liées aux prêts des BMD

Les sources de financement institutionnelles, à l'image des BMD, peuvent jouer un rôle important dans le financement des ODD en raison de leur mandat clair consistant à soutenir les programmes axés sur le développement, ainsi que de leur expertise interne et de leurs antécédents en matière d'identification, de développement, d'évaluation des risques et de gestion de projets complexes. Des études récentes ont envisagé la possibilité d'utiliser les BMD pour rediriger les ressources gérées par les investisseurs institutionnels vers le financement du développement.

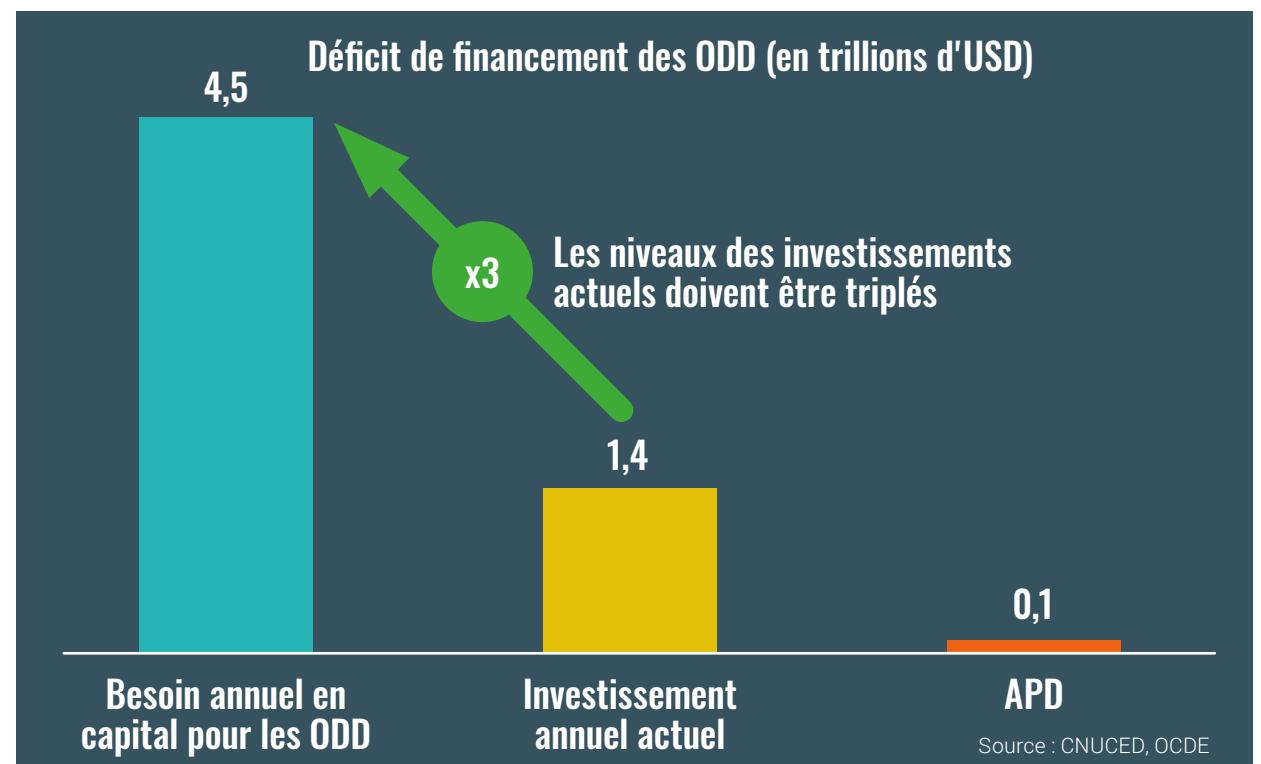
Parmi les facteurs susceptibles d'empêcher les BMD de participer pleinement au financement des Objectifs de Développement Durable, on peut citer les contraintes liées aux prêts. Les ratios d'endettement varient considérablement d'une banque de développement à une autre, en raison notamment du fait que chaque banque est confrontée à des facteurs structurels, institutionnels et cycliques spécifiques, qui façonnent ses pratiques en matière de prêt. Toutefois, des expériences institutionnelles concernant les opérations des banques en matière de fonds propres peuvent être envisagées. Des mécanismes de fonds spéciaux pourraient notamment être utilisés pour augmenter le financement du développement en mettant davantage l'accent sur les flux non concessionnels à long terme.

L'expertise technique et la capacité des BMD dans la conception et la gestion des projets de développement complexes à long terme, en particulier dans le domaine des infrastructures, peuvent augmenter les chances d'atteindre les ODD. Ces organisations ont également une vaste expérience dans la mobilisation de ressources privées

Parmi les facteurs susceptibles d'empêcher les BMD de participer pleinement au financement des Objectifs de Développement Durable, on peut citer les contraintes liées aux prêts

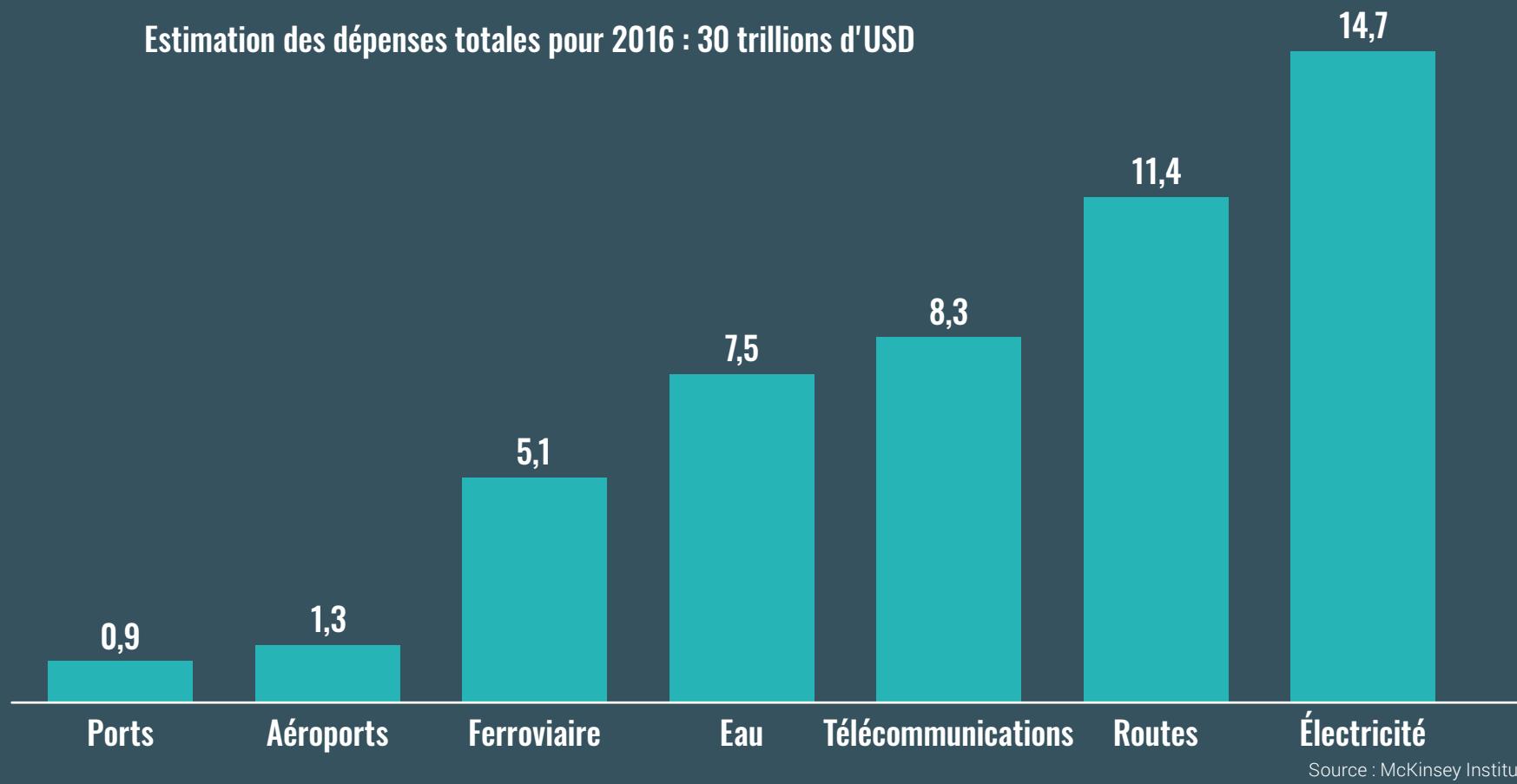
pour des projets de développement, en fournissant des ressources et des instruments financiers, allant du capital d'amorçage aux garanties et à l'assurance.

La voie empruntée par les BMD pour le financement présente des défis, en particulier la base de capital étroite et l'approche de prêt conservatrice de nombreuses institutions, qui peuvent entraver leur capacité à mobiliser des ressources sur les marchés internationaux des capitaux. Cependant, cela évolue à mesure que les BMD prospectives se rapprochent du déficit de financement afin de répondre aux besoins de développement associés aux ODD. Les modifications apportées au profil du portefeuille, afin de réduire les risques de sa concentration et la mise en place de plateformes de co-investissement, font



Le niveau actuel de l'investissement concernant le développement est nettement inférieur au repère, ce qui nous laisse un déficit de financement à hauteur de 3 trillions d'USD

Estimation des dépenses totales pour 2016 : 30 trillions d'USD



L'atteinte des ODD nécessite un investissement annuel de 4,5 trillions d'USD au cours des 15 prochaines années, principalement dans des projets d'infrastructures

partie des mécanismes que ces banques peuvent utiliser pour leur permettre de financer en toute sécurité un large éventail de projets.¹

Lacunes dans le secteur privé et dans le secteur de la finance islamique

La réalisation des Objectifs de Développement Durable nécessite une transformation économique mondiale élargie. L'ampleur de cette transformation rend impossible toute réalisation avec les seuls investissements en dépenses publiques et en aide publique au développement (APD).

À l'heure actuelle, l'investissement total dans les pays en voie de développement s'élève à 1,4 trillion de dollars des États-Unis par an, ce qui laisse un déficit annuel d'investissement d'environ 3,1 trillions de dollars des États-Unis dans les secteurs critiques pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable. Pour les pays membres de la BID, cela se traduit par un déficit de financement de 1 trillion de dollars des États-Unis par an. L'écart est de loin supérieur au financement disponible au titre de l'APD, qui s'élève à 145 milliards de dollars des États-Unis. Cela signifie que pour chaque dollar américain d'APD, la communauté du

Si le secteur privé n'est pas stimulé, les dépenses publiques doivent être multipliées par huit pour atteindre les objectifs de financement d'ici 2030

développement doit mobiliser 23 dollars des États-Unis provenant de sources encore inexploitées.¹

Le secteur privé est la cible naturelle de ces sources, mais les investissements du secteur privé dans les pays en voie de développement sont nettement inférieurs à ceux des pays développés. En moyenne, les pays en voie de développement doivent plus que doubler leurs investissements actuels dans le secteur privé pour être à égalité avec les pays développés.

Dans certains secteurs critiques tels que l'eau et l'assainissement, les investissements du secteur privé doivent être multipliés par cinq. Si le secteur privé n'est pas stimulé, les dépenses publiques doivent être multipliées par huit pour atteindre les objectifs de financement d'ici 2030. Cependant, si la croissance du secteur privé est doublée par rapport à ses niveaux actuels, les dépenses publiques ne devront plus que doubler d'ici à 2030.

Le déploiement de solutions du secteur de la finance islamique, qui est l'un des principaux mandats de la BID, pourrait jouer un rôle important en aidant à combler le déficit de financement des ODD. Puisque 23% de la population mondiale adhère à l'islam, le déploiement de solutions du secteur de la finance islamique pourrait attirer des millions de personnes qui se sont volontairement retirées du système financier pour des raisons religieuses.

Les obstacles aux investissements du secteur privé dans les infrastructures

L'infrastructure, en tant que classe d'actifs, présente un potentiel énorme pour attirer les investisseurs. De par leur nature, les investissements en fonds propres dans des infrastructures offrent généralement une corrélation plus faible avec les marchés et l'ensemble de l'économie, tout en augmentant la diversification du portefeuille. En outre, la dette d'infrastructure peut offrir des flux de trésorerie stables et une durée longue avec des rendements fixes attractifs.

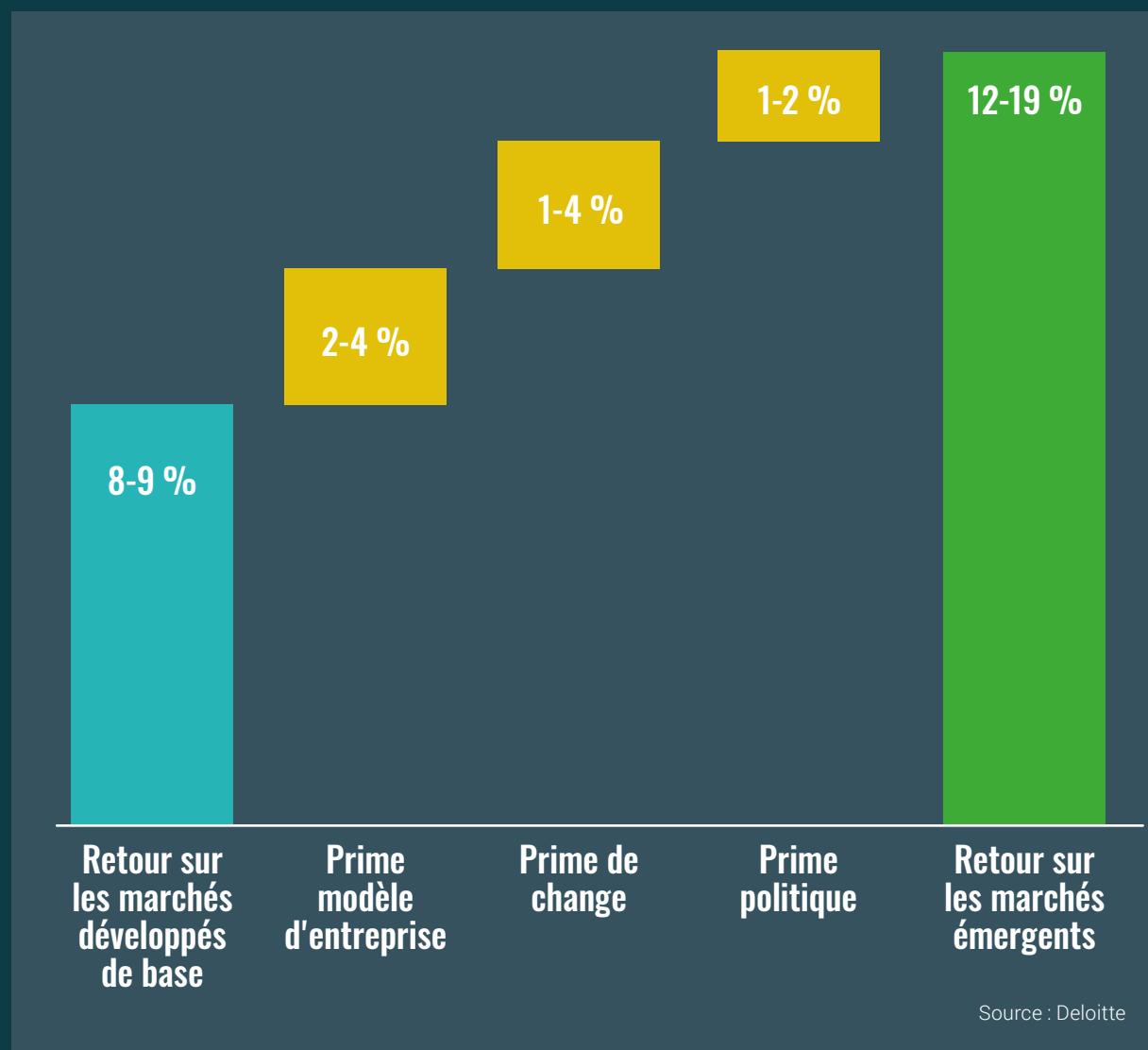
Ce manque d'investissement privé dans les infrastructures des marchés émergents est dû à cinq défis fondamentaux :

Les investissements dans la dette d'infrastructure sont souvent perçus, à tort, comme très risqués, un problème auquel sont confrontés les pays émergents. Toutefois, dans les faits, ces investissements ont toujours connu des taux de défaillance plus bas et des recouvrements plus élevés que les investissements à revenu fixe de base comparables. Les budgets gouvernementaux constituent la plus grande source de financement, représentant environ trois dollars sur quatre consacrés aux infrastructures, le reste étant fourni par le secteur privé. Pourtant, au lendemain de la crise financière, les gouvernements ont vu leurs déficits budgétaires se creuser et leurs budgets se réduire, ce qui a augmenté le besoin de financement privé. Cependant, la plupart des financements privés vont aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Selon un rapport de 2015 du Forum Économique Mondial et de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), ce manque d'investissement privé dans l'infrastructure des marchés émergents est dû à cinq défis fondamentaux¹ :

- ◆ La perception de rendements inacceptablement bas pour le niveau de risque
- ◆ Le fonctionnement inefficace des marchés
- ◆ Les lacunes dans les connaissances et les capacités des investisseurs privés
- ◆ Les mandats et les incitations limités pour investir dans des secteurs ou des marchés à fort impact sur le développement
- ◆ Le climat d'investissement local et mondial difficile, au sein duquel les défis réglementaires et juridiques locaux réduisent l'attrait des investissements.

Ces facteurs sont exacerbés par le fait que, comparé aux marchés développés, le niveau de participation du secteur privé aux infrastructures des marchés en voie de développement doit plus que doubler. Dans certains secteurs, tels que l'eau et l'assainissement, on estime que la participation du secteur privé doit être multipliée par cinq.²



De nombreux obstacles structurels entravent le flux des investissements privés envers les ODD dans les pays en développement, tout particulièrement après la crise financière mondiale.



REPENSER LE DÉVELOPPEMENT
À L'HORIZON 2030 ET AU-DELÀ

Dans la présente section

Le moment est venu de passer du discours sur le développement mondial axé sur les interventions de Band-Aid, qui s'attaquent aux problèmes restreints et immédiats, et de traiter les causes profondes qui entravent la croissance durable. En s'appuyant sur l'engagement des pays membres envers la réalisation des Objectifs de Développement Durable, la BID peut aider à transformer les défis en opportunités historiques pour la croissance et la prospérité.

3 OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT	36
L'inclusion par le biais des chaînes de valeur compétitives	36
La coopération en matière d'innovation industrielle verte	38
La résilience par le biais d'un réseau mondial de développeurs	41
6 RÉSULTATS OPÉRATIONNELS	43
Améliorer l'accès aux informations du marché	44
Ouvrir le processus de planification nationale	46
Faire des affaires à la manière de l'Industrie 4.0	48
Construire une infrastructure favorisant une chaîne de valeur verte	50
Réorienter la finance islamique vers le développement	52
Construire des systèmes de marché résilients	54
6 MOTEURS DE PERFORMANCE	57
Améliorer la visibilité de la Banque	58
Favoriser les ressources du marché	60
Renforcer les capacités organisationnelles	62
Décentraliser au niveau fonctionnel et géographique	64
Croissance financière durable	66
Gestion axée sur les résultats de développement	68



Introduction

Confrontés à de nombreux défis de taille, les pays membres de la BID ont besoin de nouvelles méthodes de travail pour réussir. Cela nécessite un regard neuf sur les priorités stratégiques et les modes de fonctionnement pour que les marchés puissent travailler pour le développement. En développant et en renforçant la compétitivité nationale et la connectivité aux marchés mondiaux, les pays membres peuvent tirer parti des opportunités et inciter les marchés à atteindre une croissance inclusive et durable.

L'introduction de la présente publication traite du fait que les approches conventionnelles pour relever ces défis ne sont pas appropriées pour fournir des solutions durables, en partie à cause de la nature complexe des réponses requises. Il ne suffit plus de déployer des politiques et des stratégies de type « les affaires fonctionnent comme d'habitude » (ou « Business As Usual ») ; l'approche doit être innovante et transformatrice pour avoir une chance de succès durable. Le plus difficile est peut-être la prise de conscience du fait que des changements radicaux sont nécessaires dans notre façon de penser et dans notre façon de travailler. Cela implique de revoir le modèle d'entreprise actuel utilisé par les pays membres et les institutions internationales de financement du développement, notamment la BID.

Lorsque des transformations organisationnelles de grande envergure sont envisagées, le problème du financement constitue souvent un obstacle habituel à l'action. Dans ce cas précis, la BID a trouvé une solution à ce problème en allant au-delà des sources de financement traditionnelles. Les marchés mondiaux des capitaux et les fonds d'investissement détiennent environ 218 trillions de dollars des États-Unis. La BID est convaincue que si l'on pouvait persuader 1% de ces fonds d'investir dans les principaux secteurs des ODD, le déficit de financement existant pourrait être comblé, non seulement au sein des pays membres, mais dans le monde entier.

Il s'agit d'une nouvelle façon audacieuse d'examiner la mission de la BID et elle nécessite un changement de paradigme dans le développement qui permettra la réalisation des ODD pour les pays membres de la Banque. Cela implique essentiellement de comprendre que le financement ne doit pas être considéré comme une fin en soi, mais comme un moyen de responsabiliser les membres au sein de leur communauté.

Nous croyons en l'autonomisation des personnes et des communautés, en renforçant les capacités des personnes à participer, influencer et contrôler les événements qui affectent leurs vies. Nous nous sommes engagés à mettre en œuvre le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 et nous croyons en la création de partenariats solides pour y parvenir. Les gouvernements ne devront pas uniquement jouer le rôle de prestataires de services, mais également créer un environnement favorable au sein duquel tous les agents économiques du marché participent au développement.

Dans ce contexte de développement en constante évolution, la BID aligne son modèle d'entreprise sur les besoins changeants des clients. Ce nouveau modèle d'entreprise repose essentiellement sur la manière dont le développement peut être réorienté pour donner aux pays membres les moyens de renforcer leur compétitivité nationale dans les domaines où ils possèdent, ou pourraient posséder, un avantage comparatif intrinsèque.

Le nouveau modèle d'entreprise concentre son énergie, ses ressources et ses interventions sur la satisfaction des attentes des pays membres, en contribuant à la réalisation de leurs objectifs pour 2030. Fondamentalement, le nouveau modèle d'entreprise encourage un changement dans la conception du développement en adoptant un état d'esprit orienté vers la croissance. Le but ultime est de s'attaquer aux causes profondes du cercle vicieux de la pauvreté, identifié dans les Objectifs de Développement Durable 1 à 7.

En alignant le modèle d'entreprise de la Banque pour capitaliser sur les opportunités historiques de croissance et de prospérité, un nouveau modus operandi a été mis en place : « Mettre les marchés au service du développement ». Cette nouvelle façon de travailler repose essentiellement sur la manière dont le développement peut être réorienté pour stimuler la compétitivité des industries stratégiques connectées au marché mondial.

Pour s'aligner sur le nouveau modèle d'entreprise, la BID intègre six moteurs de résultats opérationnels et six moteurs de performance d'entreprise, chacun d'entre eux constituant un changement critique dans la manière dont la Banque opère et apporte de la valeur aux pays membres.

Nous avons besoin d'un regard neuf sur les priorités stratégiques et les modes de fonctionnement pour que les marchés puissent travailler pour le développement

3 objectifs de développement

La Banque Islamique de Développement accélère ses efforts pour donner le ton en répondant aux nombreux défis auxquels ses pays membres (PM) sont confrontés en raison de la mondialisation et des progrès technologiques. Les chaînes de valeur mondiales (CVM) sont une ressource importante pour débloquer des sources de financement privées, afin de remplacer la réduction des dépenses publiques. La Banque s'est engagée à faire en sorte que les marchés œuvrent au développement pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD).

L'inclusion par le biais des chaînes de valeur compétitives

Le développement peut être stimulé par la compétitivité des industries reliées au marché mondial par l'intermédiaire des chaînes de valeur mondiales (CVM).¹ L'accent mis sur les chaînes de valeur permet à la Banque de hiérarchiser ses projets dans les domaines ayant le plus grand impact et, parallèlement, d'offrir aux pays plus de possibilités de s'interconnecter par l'intermédiaire des CVM.

Bien que la production manufacturière et l'emploi aient progressé régulièrement, cela ne suffit pas. Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les progrès réalisés vis-à-vis des ODD en 2017 appelle à renouveler les investissements pour

La Banque aligne son modèle de financement sur de nouveaux objectifs ambitieux, passant d'une banque de développement à une banque pour les acteurs de développement

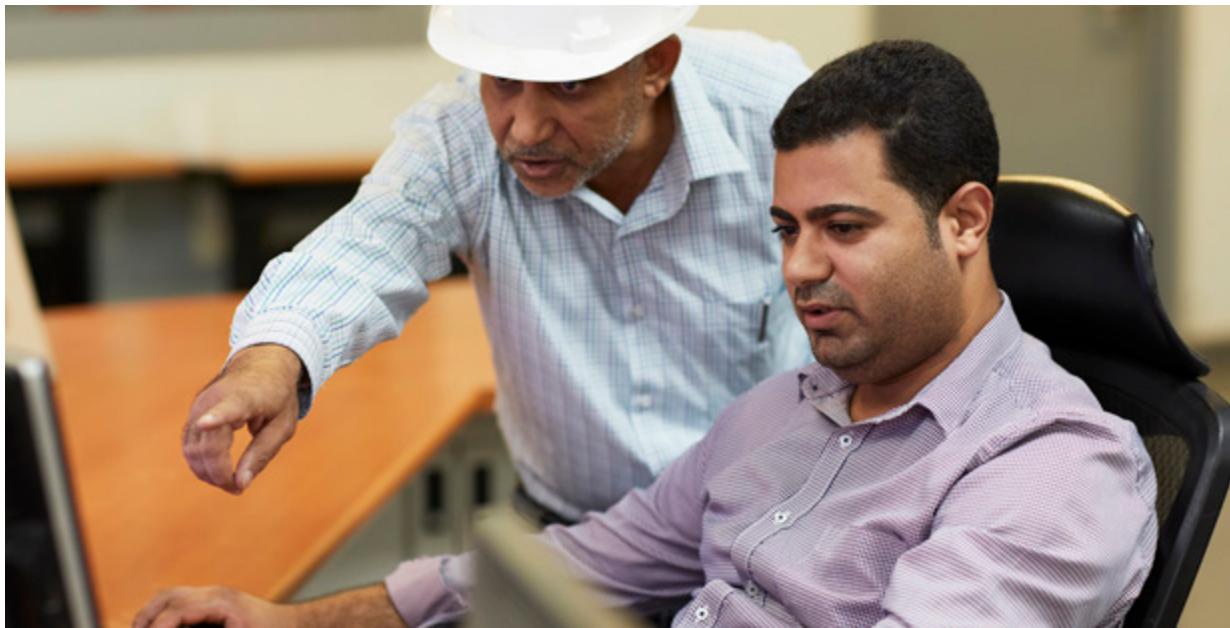
doubler la part du secteur de l'industrie dans le PIB d'ici 2030. L'initiative de la Banque dans la promotion des chaînes de valeur dans les pays membres soutient ce programme et permet aux marchés de mobiliser des ressources pour le développement.

Pour répondre à ces besoins, la BID adopte un modèle d'entreprise totalement nouveau, qui encourage un changement de discours pour le développement en adoptant un état d'esprit de croissance axé sur la création de valeur durable.

L'évolution des modèles de production et des échanges mondiaux aura un impact immédiat sur les pays en voie de développement et les pays les moins développés, qui sont souvent confrontés à une déconnexion entre les secteurs public et privé, sous l'effet de l'évolution des marchés extérieurs qui affecte les possibilités de production et de commerce au niveau national. De tels changements exigent de l'État qu'il considère le processus de production mondial sous l'angle des chaînes de valeur mondiales et qu'il adopte de nouvelles politiques de transformation industrielle.

Les décideurs, à leur tour, doivent comprendre les entreprises mondiales, évaluer les liens au sein des CVM et renforcer les capacités de production permettant aux pays de gravir les échelons de la valeur ajoutée. Une participation réussie aux chaînes de valeur mondiales peut entraîner des niveaux plus élevés de productivité et de rentabilité dans les secteurs participants.

Dans la mesure où les CVM façonnent les flux commerciaux mondiaux et que la structure actuelle du commerce mondial reflète un réseau de CVM², il est important que les pays membres de la BID soient prêts à y participer. L'approche de la Banque en matière de CVM repose sur la conviction que tous les pays, y compris ceux qui ne disposent pas de ressources naturelles, devront pouvoir se connecter aux chaînes de valeur et que la politique industrielle devra viser à permettre ce type d'inclusivité.



Le nouveau modèle d'entreprise de la BID encourage un changement de discours pour le développement, en adoptant un état d'esprit de croissance axé sur la création de valeur durable



La BID identifie les chaînes de valeur potentielles grâce à une méthodologie axée sur la compétitivité des pays, en fonction des industries et des produits

De plus en plus, les processus de production sont organisés autour des CVM, les intrants de nombreux pays dans les chaînes de valeur mondiales plus importantes consistent en un commerce de services plutôt que de biens. La BID s'efforce de faire en sorte que les pays membres donnent la priorité aux CVM dans leurs plans de développement nationaux, afin qu'ils puissent tirer parti d'un environnement propice à la collaboration avec les CVM. Cela est d'autant plus crucial que plus de la moitié des intrants manufacturiers sont des biens intermédiaires et que plus de 70% des importations de services sont des services intermédiaires.³ La Banque estime que l'inclusion accrue en résultant et la spécialisation des produits associés aux CVM dynamiseront une croissance durable.

La BID adopte une approche proactive et prospective pour identifier les chaînes de valeur potentielles, en utilisant une méthodologie axée sur la compétitivité des pays, en fonction des industries et des produits. De cette manière, la Banque peut aider ses pays membres (PM) à utiliser tous les outils à leur disposition pour atteindre leurs objectifs en matière de développement durable.

Les chaînes de valeur ont également une importance considérable en qualité de partie prenante essentielle de l'engagement avec les pays membres par le biais de Stratégies de Partenariat avec les Pays Membres (SPPM). Cela permet de hiérarchiser les projets en fonction de leur potentiel pour parvenir à une croissance durable et inclusive, tout en favorisant l'industrialisation.

Dans le passé, les pays à faibles ressources étaient incapables de profiter des avantages de la participation aux CVM en raison de la complexité de l'identification d'une chaîne de valeur pour un pays donné. La nouvelle approche de la Banque en matière de chaînes de valeur mondiales garantit qu'aucun pays ne passe à côté de l'engagement envers les chaînes de valeur mondiales, car cela permet aux pays à revenu faible et modéré de rejoindre le réseau mondial.

Plus de la moitié des intrants manufacturiers sont constitués de biens intermédiaires et plus de 70% des importations de services sont constituées de services intermédiaires

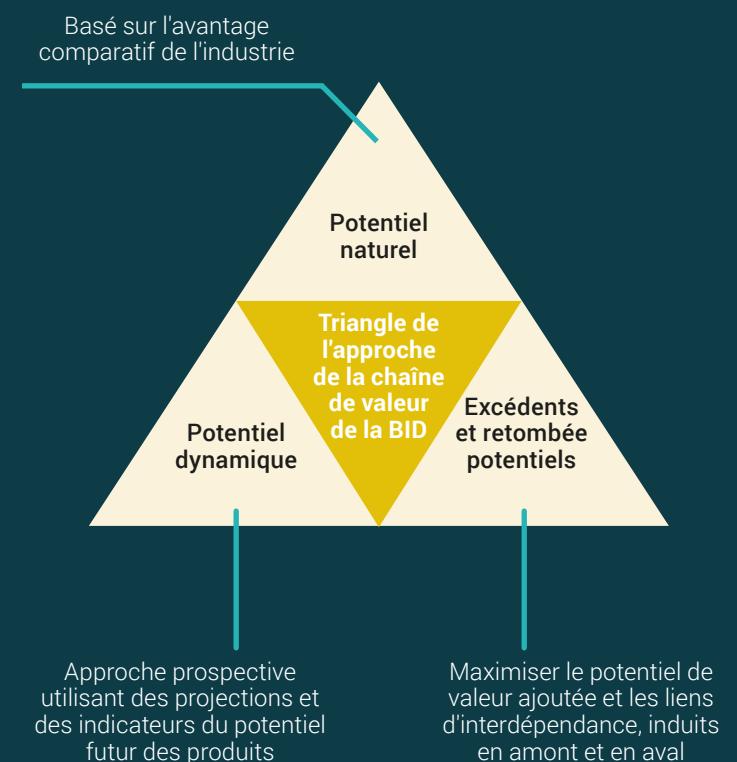
Paradigmes pour des chaînes de valeur durables

Le nouvel outil quantitatif de la Banque pour la sélection et l'identification des chaînes de valeur repose sur trois paradigmes axés sur le potentiel des biens intermédiaires plutôt que sur les produits finis.¹

Le premier est le potentiel naturel d'un pays. Il prend en compte l'avantage comparatif existant d'un pays au niveau de l'industrie, en considérant ce que ce pays peut produire de manière plus efficace par rapport aux autres pays du monde.

Le deuxième paradigme est celui du potentiel dynamique, qui utilise des indicateurs tels que la croissance du marché, les projections de la demande mondiale, la distance du marché et la concentration potentielle des exportations, grâce auxquels les produits ou les biens intermédiaires sont identifiés comme des produits « champions » potentiels.

Le troisième paradigme est le potentiel d'excédents et de retombées, qui évalue la valeur ajoutée statique d'un secteur donné et les liens existant entre divers secteurs au sein d'une économie donnée.



Triangle de l'approche de la chaîne de valeur de la BID²

La coopération en matière d'innovation industrielle verte

La transformation de l'innovation et de la recherche en une production rentable qui accroît la valeur ajoutée des produits exportés est l'un des plus grands défis auxquels sont confrontés les pays membres de la BID. Bien que de nombreux pays membres exportent des matières premières rares ou spécifiques, leur valeur ajoutée est minime, car obtenir des bénéfices de la transformation de ces produits nécessite d'investir dans la propriété intellectuelle, une démarche principalement déployée par les grandes entreprises. Les pays membres doivent acquérir des connaissances en matière de propriété intellectuelle pour exploiter des produits à plus forte valeur ajoutée et créer une économie fondée sur la connaissance.

L'industrialisation des PM, en particulier par le biais de la fabrication, est impérative pour accroître leur compétitivité lors de leurs interactions avec les CVM. Un atout important de la technologie de fabrication réside dans sa capacité à être transporté dans diverses régions du monde et à fournir un accès aux chaînes de valeur mondiales et aux marchés.¹

L'intervention de modernisation industrielle vise à travailler avec des produits plus complexes, fondés sur la science, la technologie et l'innovation, qui permettraient aux pays de bénéficier des avantages « d'avoir été le premier à pénétrer sur un marché », d'attirer des investissements de qualité et d'apporter une croissance plus durable et inclusive

Les pays en voie d'industrialisation présentent de nombreux avantages en termes de développement, notamment une capacité accrue à accroître leurs revenus, en adaptant les technologies et systèmes de fabrication performants utilisés par autres pays. L'industrialisation donne également accès aux marchés mondiaux et renforce le secteur manufacturier, en lui permettant d'absorber la main-d'œuvre du secteur informel.

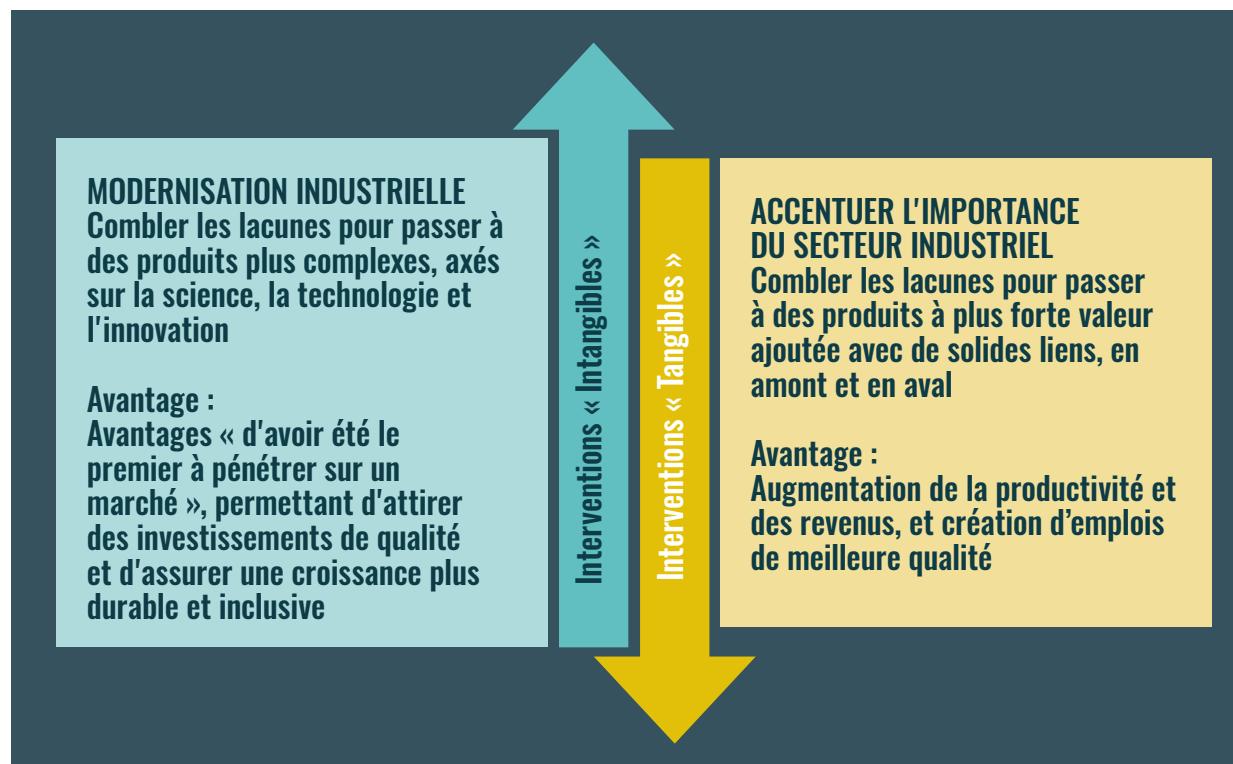
La BID s'engage à faire en sorte que les pays membres soient les mieux placés pour bénéficier durablement des avantages concurrentiels conférés par l'industrialisation.

Cela nécessite de comprendre l'étendue du développement économique de chaque pays membre. À cette fin, la Banque a mis au point une méthodologie complète pour permettre aux pays membres de tirer parti d'une innovation industrielle verte commune.

Un cadre d'intervention pour l'industrialisation

La BID a mis au point un cadre visant à donner à la Banque et à ses pays membres une orientation permettant d'identifier le niveau d'industrialisation, tout en servant de mécanisme d'intervention afin de guider les interventions futures de la Banque. Ce cadre oriente les réflexions et les relations à long terme de la Banque et des pays membres, et coordonne les politiques transversales telles que le capital humain et les compétences, les infrastructures, la finance, le commerce, la science et la technologie. Il comprend des interventions « intangibles » et « tangibles ». Les interventions intangibles couvrent les vastes domaines de la science, de la technologie et de l'innovation nécessaires pour améliorer la position d'un pays en matière d'industrialisation, tandis que les interventions tangibles concernent les aspects économiques et sociaux, tels que l'énergie, la santé, l'éducation et les infrastructures, qui favorisent le développement des industries.

Il est de plus en plus important que les pays aient la possibilité de s'inscrire dans les chaînes de valeur mondiales et de nombreux pays peuvent bénéficier d'interventions afin de développer cette capacité. Dans ce contexte, les politiques industrielles et les processus d'industrialisation nationaux ou régionaux peuvent être divisés en deux catégories distinctes : les interventions de modernisation industrielle et les interventions dont le but est d'accentuer l'importance du secteur industriel.



Cadre d'intervention pour l'industrialisation²

Comprendre l'industrialisation

Le processus d'industrialisation est marqué par des changements sociaux et économiques, dès lors qu'une économie passe d'une base essentiellement agraire à une fabrication à grande échelle et à d'autres activités de production de masse.¹ Les pays membres de la Banque ont des caractéristiques et des stades d'industrialisation variables et, afin de les aider à gérer les défis spécifiques auxquels ils sont confrontés, la BID a créé la Pyramide de l'Indice d'Industrialisation (PII).

La PII mesure le niveau de capacité de fabrication d'un pays en fonction de quatre facteurs principaux, qui sont convertis en indices. Ces derniers reflètent, respectivement, la capacité de développement industriel, le taux de complexité à augmenter et à moderniser, la concentration industrielle et la qualité de la main-d'œuvre. En les utilisant, les pays peuvent suivre leurs progrès et évaluer les catégories dans lesquelles ils risquent d'être en retard.

La catégorisation claire du niveau d'industrialisation fournie par la PII (élevé, modéré-élevé, modéré-bas et bas) permet également aux pays de choisir les politiques industrielles appropriées pour combler les lacunes et progresser pour atteindre le haut de la pyramide. Les politiques industrielles, associées à des investissements à grande échelle, peuvent

corriger les défaillances du marché et orienter les activités économiques vers la réalisation des objectifs stratégiques.

L'indice de la capacité de développement industriel reflète la capacité d'un pays à produire et à exporter des produits. Cette spécificité représente le niveau d'industrialisation en mesurant la valeur ajoutée manufacturière par rapport à l'économie et la productivité manufacturière du pays.

Le deuxième indice évalue le niveau technologique adopté par le pays dans son secteur manufacturier, en mesurant l'intensité industrielle et la qualité des exportations. Le contenu technologique et la complexité des exportations sont analysés en omettant les fabrications à faible valeur ajoutée et en disséquant les fabrications à haute et moyenne valeur ajoutée.

Le troisième indice mesure la capacité relative d'un pays par rapport au reste du monde. Il compense des variables telles qu'une crise mondiale, car il permet de réduire la subjectivité liée aux pertes de capacité de fabrication si un pays a réussi à augmenter sa part de marché dans le secteur manufacturier mondial, et permet également de se concentrer sur le marché intérieur, le cas échéant.

Le quatrième indice est axé sur la qualité de la main-d'œuvre et met l'accent sur la productivité de cette dernière, l'industrialisation étant en mesure d'absorber la main-d'œuvre des secteurs informels et de la diriger vers les principaux secteurs de l'économie. Il permet également de prendre en considération la capacité du secteur manufacturier à augmenter le salaire moyen dans un pays donné et à créer des emplois plus qualifiés.

La capacité de développement industriel

La capacité de production manufacturière et les exportations

La qualité de la main-d'œuvre

La mesure de la productivité de la main-d'œuvre et des industries à plus forte valeur ajoutée

Le taux de complexité de l'augmentation et de la mise à niveau

Le niveau technologique adopté pour la production

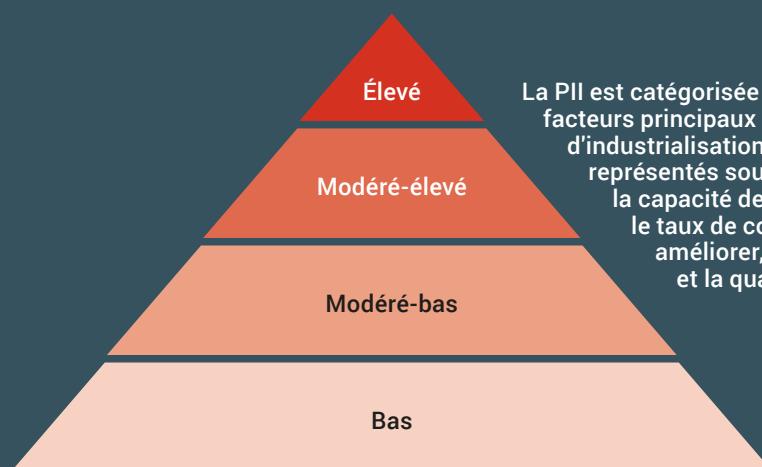
La concentration industrielle

La mesure de la capacité relative d'un pays par rapport au reste du monde

Les quatre indices de la PII



Les indices prennent en compte, entre autres, la capacité du secteur manufacturier à augmenter le salaire moyen dans un pays donné et à créer des emplois plus qualifiés



La PII est catégorisée en fonction de quatre facteurs principaux qui définissent le niveau d'industrialisation. Les quatre facteurs sont représentés sous forme d'indices basés sur la capacité de développement industriel, le taux de complexité à augmenter et à améliorer, la concentration industrielle et la qualité de la main-d'œuvre.

La Pyramide de l'Indice d'Industrialisation (PII)²

Pour les pays membres, les interventions de modernisation industrielle peuvent être considérées comme appropriées lorsqu'il est nécessaire de combler les lacunes en matière de production axée sur la science, la technologie et l'innovation. En cas de succès, ce type d'intervention peut permettre à un pays membre de saisir les avantages « d'avoir été le premier à pénétrer sur un marché » et d'accroître son potentiel pour des investissements de qualité. Surtout, du point de vue de la Banque, cela peut également créer les conditions d'une croissance plus durable et inclusive.

Les interventions dont le but est d'accroître l'importance du secteur industriel visent également à combler les lacunes qui freinent les pays membres, mais dans ce cas précis, l'accent est mis sur la recherche de moyens pour passer à des gammes de produits à plus forte valeur ajoutée comportant des liens solides, en amont et en aval. Les résultats souhaités comprennent une augmentation de la productivité et des revenus, et la création d'emplois de meilleure qualité.

Les principaux facteurs communs à ces deux types d'interventions sont une compréhension claire des exigences du secteur privé en rapide évolution et un désir de cohérence dans le processus d'élaboration des politiques.

En sélectionnant un cadre d'intervention pour chaque pays membre, la Banque prend en compte les besoins particuliers du pays. Ces derniers

Les secteurs sélectionnés selon les critères de valeur ajoutée et de « champion » de l'industrie des CVM représentent les industries de grande envergure ayant les retombées les plus importantes sur l'économie

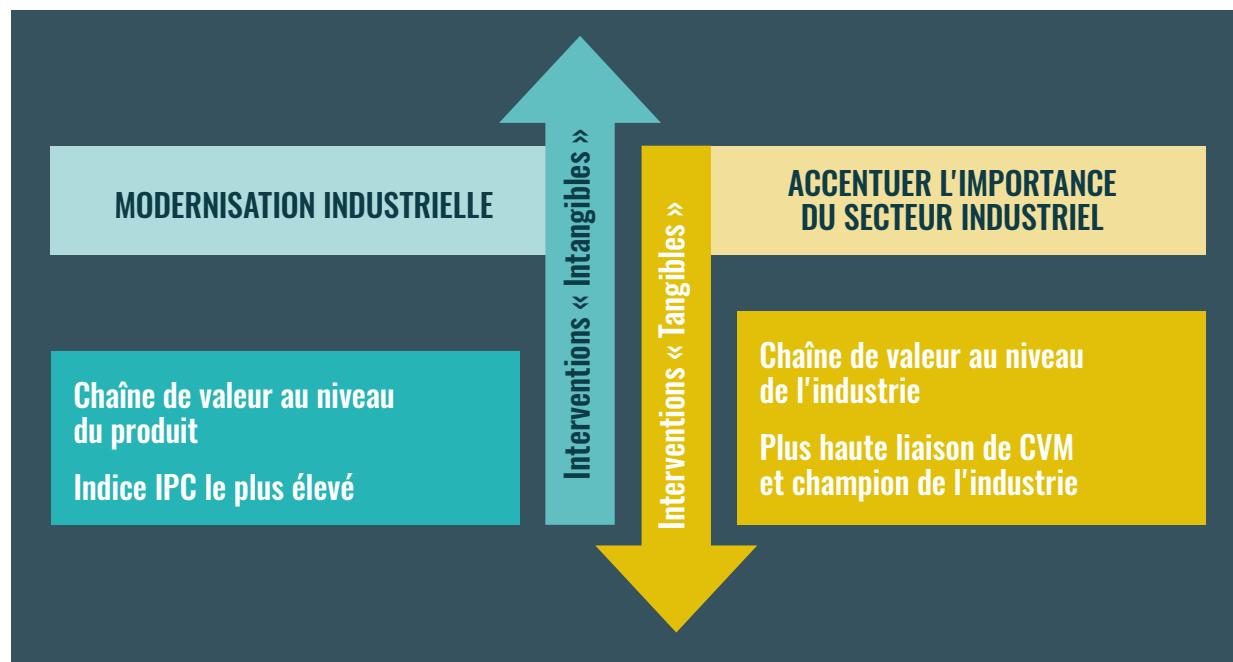


Une remise à niveau en matière d'éducation, de recherche et développement et de compétences sera nécessaire pour innover dans la création de nouveaux produits ou renforcer la part de marché du pays producteur

peuvent inclure la nécessité de modifier la structure de l'activité économique en fonction de secteurs, de technologies ou de tâches particuliers, afin d'améliorer les perspectives de croissance durable et inclusive.

La Banque utilise l'Indice du Produit Champion (IPC) pour identifier les produits présentant le potentiel le plus élevé qu'un pays puisse produire de manière compétitive et intégrer aux CVM.⁴ La chaîne de valeur au niveau des produits, basée sur l'IPC le plus élevé, sera donc liée à la modernisation industrielle via des opérations intangibles. Parce qu'un produit fabriqué de manière compétitive, dans un pays, à destination du marché mondial possède généralement déjà l'infrastructure solide dont il a besoin. Cependant, de l'aide peut être nécessaire pour faire face à la concurrence sur le marché mondial. En revanche, une approche dont le but est d'accroître l'importance du secteur industriel, en vue d'accroître la productivité et la compétitivité de l'ensemble du secteur, nécessite des interventions soutenues qui soutiennent les améliorations à l'échelle de l'industrie.

Le cadre d'intervention de la BID permet d'identifier des besoins, tels que l'amélioration des compétences, l'éducation, la recherche et le développement. Cela peut permettre aux pays membres de s'engager dans le domaine de nouveaux produits innovants ou de consolider leur part de marché dans le domaine de produits existants.



Options d'intervention³

La résilience par le biais d'un réseau mondial de développeurs

Pour que les pays membres respectent leurs engagements vis-à-vis des Objectifs de Développement Durable, il est communément admis que le financement du développement doit passer par un changement de paradigme. L'approche traditionnelle adoptée par les BMD, qui consiste à combler les déficits de financement par des prêts et des dons, n'est pas suffisante pour relever les défis gigantesques auxquels le monde est aujourd'hui confronté. Des méthodes nouvelles et novatrices doivent être développées pour favoriser le développement et la croissance durables là où ils sont indispensables.

Afin de combler ces déficits de financement, il est nécessaire de passer de l'idée de « fournir des fonds » pour le développement au « financement » du développement. Les gouvernements génèrent une part importante des ressources nécessaires à la réalisation des Objectifs de Développement Durable, selon une estimation largement acceptée indiquant qu'entre 50% et 80% des besoins proviendront de ressources nationales.

Les financements privés et les capitaux privés représentent également un potentiel de croissance, même si, à l'heure actuelle, 10% seulement des investissements en infrastructures sont réalisés par le secteur privé. Un rapport récent de la Commission pour les entreprises et le développement durable estime que la réalisation des Objectifs de Développement Durable pourrait offrir des perspectives de marché à hauteur de 12 trillions de dollars des États-Unis dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, des villes, de l'énergie et des matériaux, ainsi que de la santé et du bien-être, créant ainsi 380 millions de nouveaux emplois d'ici 2030.

La clé pour attirer de tels investissements est une approche d'investissements à impact social, qui définit un problème social ou économique comme étant une question d'efficacité financière, en attribuant une « étiquette de prix » aux défis de développement que sont, par exemple, le chômage ou l'inefficacité de l'administration publique. Les gains financiers qui résulteraient du traitement du problème sont présentés

Passer de l'idée de « procurer des fonds » pour le développement au « financement » du développement

comme une opportunité d'investissements pour le secteur privé, garantis et remboursés avec profit par le gouvernement avec le soutien potentiel des bailleurs de fonds publics et privés.

Alors que les investissements à impact social gagnent de plus en plus en popularité dans les pays développés, les investisseurs sont plus prudents lorsqu'ils investissent sur des marchés en développement qui présentent des risques plus importants. Dans de tels contextes, les banques multilatérales de développement (BMD) peuvent jouer le rôle de catalyseur libérant les investissements dans les principaux secteurs d'intervention des ODD. Cela nécessite toutefois un nouveau mode d'approvisionnement des projets, ces derniers étant au centre de l'impact du développement et de la viabilité financière des investisseurs du marché. Par conséquent, cela représente un changement majeur dans le rôle des banques multilatérales de développement, qui sont devenues des plateformes rassemblant un réseau mondial de développeurs qui investissent dans les Objectifs de Développement Durable.



Sur le plan financier, l'objectif principal du réseau mondial de développeurs de la BID est de maximiser les ressources nettes acheminées vers les pays membres

Une stratégie de partenariat mondial pour combler le déficit de financement des ODD

La communauté internationale a un rôle crucial à jouer dans le soutien à la mobilisation de fonds pour le développement durable et la stratégie du Secrétaire Général des Nations Unies en définit les principaux éléments. Elle définit également les actions que la communauté internationale entreprendra pour aider à accélérer et à accentuer la transformation des systèmes financiers afin de financer efficacement le développement.

La stratégie réunit les acteurs concernés pour accélérer la mobilisation de fonds pour le Programme 2030 et s'appuie sur le Programme d'Action d'Addis-Abeba en qualité de cadre mondial pour le financement du développement durable. Cela comprend des actions politiques concrètes pour le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030, ainsi que pour l'Accord de Paris pour l'Action sur le Climat. Elle s'appuie sur les travaux du Groupe de travail inter-agences sur le financement pour le développement ainsi que

sur les travaux en cours relatifs au financement au sein de l'Organisation des Nations Unies et avec ses principaux partenaires.

Le premier objectif de la stratégie consiste à s'assurer que les politiques économiques et les systèmes financiers mondiaux sont en adéquation avec le Programme 2030, tout en ayant conscience que les politiques publiques formulées de manière ferme et cohérente en vue de réaliser un développement durable peuvent réaligner les incitations et modifier la perception du risque par le marché.

Bien qu'il n'existe toujours pas de définitions convenues au niveau mondial de concepts tels que l'impact et l'investissement durable, la communauté internationale joue un rôle unique en définissant les normes mondiales avec lesquelles les politiques économiques et les systèmes financiers devront être en adéquation. L'Organisation des Nations Unies a travaillé en étroite collaboration avec les

décideurs politiques et les régulateurs mondiaux, et ce, afin de faire mieux comprendre le rôle des politiques publiques dans la mise en place d'un système financier durable.

Le deuxième objectif de la stratégie consiste à renforcer les stratégies de financement et les investissements durables aux niveaux régional et national. Cela suppose un appui à l'élaboration de stratégies de financement durables aux niveaux national et régional, notamment par l'intermédiaire des bureaux nationaux et des équipes régionales. Les Etats membres seront ainsi mieux équipés pour attirer des capitaux pour les Objectifs de Développement Durable.

Les pays doivent également renforcer et accroître l'efficacité de leurs systèmes fiscaux afin de générer les ressources nationales nécessaires au financement des contributions des gouvernements eu égard à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable. La communauté internationale continuera à fournir un appui au renforcement des capacités pour la mobilisation de ressources nationales dans les pays qui en ont besoin, tout en collaborant avec d'autres institutions internationales pour aider les pays en voie de développement à relever des défis tels que les flux financiers illicites, l'évasion fiscale, l'érosion de l'assiette fiscale et la délocalisation des bénéficiaires.

Le troisième objectif de la stratégie est d'exploiter le potentiel des innovations financières, des nouvelles technologies et de la numérisation afin de fournir un accès équitable au financement, qui est l'une des conditions préalables d'un développement durable et équitable. La communauté internationale réunira des décideurs politiques et des régulateurs financiers, ainsi que des innovateurs dans les domaines de la finance numérique et de la technologie financière, afin d'échanger des informations et des expériences sur les instruments financiers innovants et les bonnes pratiques. Une feuille de route quadriennale (2018-2021) d'actions et d'initiatives s'appuie sur les activités actuelles et futures des principales parties prenantes pour mobiliser les investissements et soutenir le financement du Programme 2030.¹



La BID apporte son appui à l'élaboration de stratégies de financement durables aux niveaux national et régional, notamment par l'intermédiaire des bureaux nationaux et des équipes régionales

6 résultats opérationnels

L'attention portée aux marchés sur lesquels les pays membres ont, ou peuvent avoir, un avantage concurrentiel permet à la BID de hiérarchiser ses projets de manière cohérente, en ciblant tous les acteurs d'un marché donné dans le but de créer des emplois durables, d'augmenter le niveau d'industrialisation, et de rassembler des ressources provenant de tous les acteurs. Le processus visant à mettre les marchés au service du développement produira les six résultats opérationnels suivants, qui constituent les principaux domaines d'intervention :



Améliorer l'accès aux informations du marché

L'accès aux données, aux niveaux macro et micro, est une condition préalable à la croissance du marché. Ce n'est qu'ainsi qu'il est possible d'acquérir une connaissance approfondie des activités de la chaîne de valeur du marché. En outre, la disponibilité des données donnera aux investisseurs un accès aux opportunités d'investissements possibles, ainsi qu'aux risques et aux bénéfices potentiels impliqués. La mise à disposition des données présente également l'avantage de permettre aux marchés de s'organiser et de réaffecter les investissements, le cas échéant.



Ouvrir les processus de planification nationale

Le point de départ pour améliorer l'intégration des marchés au niveau local et entre les pays se situe au stade de la planification nationale. Par conséquent, la BID vise à faire de son processus de programmation pays une plateforme pour tous les acteurs importants du marché, notamment les acteurs gouvernementaux, du secteur privé et de la communauté. Une meilleure coopération économique et une intégration transfrontalière deviennent possibles grâce à l'échange d'expérience et au transfert de technologie. Les plateformes de financement participatif et de production participative ont un rôle croissant à jouer dans ce processus.

4.0

Faire des affaires à la manière de l'Industrie 4.0

Il est nécessaire de réformer l'environnement des investissements, non seulement pour attirer les investisseurs, mais également pour encourager le secteur privé à réinvestir son épargne sur le marché intérieur. Les innovations technologiques peuvent stimuler la productivité et apporter de nombreux avantages, notamment une compétitivité accrue pour les pays membres. Les réformes de la politique « Faire des affaires » sont utiles ici, de même que l'accent mis sur le soutien à l'entrepreneuriat et à l'autonomisation des jeunes par le biais de la science, de la technologie et de l'innovation.



Construire une infrastructure favorisant une chaîne de valeur verte

La Banque se concentre sur les projets d'infrastructures offrant le potentiel le plus important en vue d'améliorer l'efficacité opérationnelle des entreprises locales. La forte demande du marché pour ce type d'infrastructures permet de regrouper les investissements du marché dans de tels projets dans la mesure où ces initiatives sont davantage viables sur le plan financier là où la demande est forte. Le fait de relever les défis liés aux infrastructures dans des secteurs connus pour leur impact important sur l'environnement présente des avantages en termes de durabilité.



Réorienter la finance islamique vers le développement

La BID a pour objectif principal d'être le champion du secteur de la finance islamique pour des activités couvrant toutes les chaînes de valeur du marché. Pour ce faire, il est nécessaire de disposer d'un secteur des services financiers solide. Le secteur de la finance islamique présente de nombreux avantages à cet égard, en raison de son lien bien établi entre la finance et les activités économiques. La Banque a l'intention de s'appuyer sur la solide réputation de l'industrie et de la positionner en tant que chef de file du développement.



Construire des systèmes de marché résilients

Toutes les activités de la BID reposent sur la nécessité de veiller à ce que les marchés profitent aux plus pauvres et aux plus vulnérables. Il est essentiel d'inclure les plus démunis dans les avantages du développement si l'on souhaite que le système de marché élargi continue à connaître une croissance et une résilience durables. Les femmes et les jeunes font partie des populations que la Banque cherchera à soutenir lors de la mise en œuvre de ce processus. La BID veillera également à ce que des mesures de sauvegarde environnementales et sociales, et des politiques d'inclusion des marchés soient présentes dans toutes ses opérations.



Améliorer l'accès aux informations du marché

La croissance du marché nécessite un accès aux données aux niveaux macro et micro, afin de permettre une meilleure compréhension des activités de la chaîne de valeur du marché. En outre, la disponibilité des données fournira aux investisseurs un accès aux opportunités d'investissement ainsi qu'à la nature des risques et des rendements inhérents aux marchés concernés. Cela permet aux marchés de s'auto-organiser et de réaffecter leurs investissements afin de résoudre les problèmes et de répondre à leurs besoins de développement de manière organique.

Segmentation des pays membres

Pour les pays à faible capacité statistique,

L'accent est mis principalement sur la création d'un environnement et de bases institutionnelles propices, associées à des programmes de formation individuelle et d'échanges de savoir-faire.

Pour les pays qui disposent de capacités statistiques suffisantes au niveau macroéconomique,

Notre objectif principal est de renforcer leur capacité statistique au niveau microéconomique et au niveau du marché, leur permettant ainsi de cibler les chaînes de valeur sélectionnées dans la stratégie de partenariat des pays membres.

Pour les pays qui disposent de capacités statistiques avancées au niveau microéconomique et au niveau du marché,

L'accent est mis sur le transfert d'expérience du pays vers d'autres pays membres, en particulier vers les pays partageant un avantage comparatif sur les marchés / chaînes de valeur.

Ambition

La Banque souhaite devenir un pôle mondial de travaux analytiques sur les marchés stratégiques et les chaînes de valeur mondiales, en menant des travaux phare en matière de diagnostic et de connaissances des produits, qui mettent en relation les acteurs du marché et leurs clients et financiers potentiels, à l'échelle mondiale. Pour ce faire, elle peut renforcer les capacités statistiques nationales des pays membres, tirer parti du succès d'autres pays et transférer les connaissances aux pays membres. Cela lui permettra de se distinguer et d'être à la fois un financier et un conseiller digne de confiance.

Indicateur clé

Un indicateur clé à atteindre est le nombre de chaînes de valeur qui ont bénéficié d'un renforcement des capacités statistiques au niveau du marché grâce à une assistance technique.

Les producteurs de tapis testent l'accès au marché



Tapis à vendre au Souq El-Khaymiya, dans la vieille ville du Caire, en Égypte. Lorsqu'elles ont été invitées à produire des tapis nationaux identiques en utilisant les mêmes intrants et le même équipement, les entreprises ont produit des tapis de meilleure qualité, sans différence de temps de production

La conviction, très répandue, que l'accès aux marchés des pays à revenu élevé peut aider les entreprises des pays en voie de développement à améliorer leur productivité a conduit à engager des ressources importantes dans des initiatives d'accès aux marchés. Cependant, il existe toujours un débat sur le fait de savoir si l'exportation a un impact causal sur la productivité. En outre, si la productivité évolue, les mécanismes qui permettent cette évolution ne sont pas clairement compris.¹

Une évaluation de l'impact des exportations sur les bénéfices et la productivité dans l'industrie du tapis en Égypte a tenté de mieux comprendre ces problèmes. Parallèlement aux données détaillées d'une enquête, l'évaluation a suivi une approche

de tests de contrôle aléatoires, qui ont généré une variation exogène (ayant une cause ou une origine externe) dans l'accès aux marchés étrangers des producteurs de tapis en Égypte.

Les entreprises ayant pris part à l'évaluation ont fait état de bénéfices en hausse de 15 à 25% et ont enregistré une nette amélioration de la qualité, parallèlement à une réduction du rendement horaire, imputable aux entreprises effectuant les contrôles.

Les auteurs du test ont déclaré que les résultats reflétaient que les entreprises se voyaient offrir des marges plus élevées pour fabriquer des produits de qualité supérieure plus longs à produire, mais qu'elles étaient par ailleurs en mesure d'apporter la preuve d'un « apprentissage

par l'exportation ». Dans ce contexte, l'exportation semble améliorer l'efficacité technique.

Parmi les autres tendances observées, on peut citer une productivité et une qualité supérieures après contrôle des spécifications des tapis. Lorsqu'elles ont été invitées à produire des tapis nationaux identiques, en utilisant les mêmes intrants et le même équipement, les entreprises ont produit des tapis de meilleure qualité, sans différence de temps de production. En outre, elles ont affiché des courbes d'apprentissage intéressantes au fil du temps. Enfin, des transferts de connaissances ont eu lieu, la qualité augmentant le plus souvent en fonction des domaines spécifiques auxquels les connaissances se rapportaient.



Ouvrir le processus de planification nationale

L'amélioration de la coopération au niveau local et entre les pays commence au stade de la planification nationale. Par conséquent, la BID a pour objectif de faire du processus de programmation par pays une plateforme pour tous les acteurs importants du secteur, qu'il s'agisse de gouvernements, d'acteurs du secteur privé, de communautés ou d'acteurs régionaux. En outre, en intégrant un partenariat à flux inversé (approche Reverse Linkage) dans le processus de planification par pays, la BID vise à en faire un outil de coopération avec les acteurs du marché mondial.

Segmentation des pays membres

Économies moins compétitives (axées sur les facteurs) dont le développement du secteur financier est faible à modéré

L'accent est mis principalement sur la facilitation des flux inversés à grande échelle, le financement du commerce entre pays membres (PM), le financement du commerce structuré pour le secteur privé (principalement par le biais d'une approche sur le marché des ventes en gros), l'assurance-investissement sélective et l'assurance-crédit à l'exportation à court terme sur le marché des ventes en gros.

Économies axées sur l'efficacité dont le développement du secteur financier est modéré

L'accent est mis principalement sur le déploiement de plans afin d'accroître le financement des marchés du secteur privé (principalement par le biais d'une approche sur le marché des ventes en gros) à destination des secteurs ayant un potentiel de croissance axé sur les exportations, ainsi que sur le financement du commerce souverain par le biais de syndicats, sur l'assurance-investissement sélective et l'assurance-crédit à l'exportation à court et à moyen terme du marché des ventes en gros.

Économies plus compétitives (axées sur l'innovation) dont le développement du secteur financier est modéré à élevé

L'accent est mis principalement sur le déploiement de plans afin de faciliter les activités plus risquées, telles que le financement d'entrepreneuriat régional, l'assurance-investissement à long terme ainsi que le financement catalytique destiné à promouvoir les investissements, mettant en relation les investisseurs étrangers avec les entreprises locales dans les pays membres et le financement issu des marchés du secteur privé à des secteurs présentant un potentiel de croissance axé sur l'exportation.

Ambition

La BID vise à devenir la principale plateforme de mise en relation permettant aux pays membres de coopérer les uns avec les autres, en transférant des ressources (commerce et investissements) et des compétences (connaissances et meilleures pratiques). Au cours de ce processus, la BID entend passer de son rôle principal de « prestataire » à celui de « connecteur ». Elle peut le faire en fournissant et en promouvant l'échange de ressources et de connaissances, la mise en réseau d'entreprises à l'intérieur et au-delà des frontières et l'établissement de partenariats plus solides entre les pays membres dans leur ensemble.

Indicateur clé

Un indicateur clé à atteindre est le nombre de chaînes de valeur qui ont bénéficié d'une opération à flux inversé transfrontalière facilitée par la BID.

Développement durable grâce à la coopération Sud-Sud

Quatre décennies après l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires (PABA), étape clé de la coopération technique dans les pays du Sud, les pays participants se sont lancés dans un programme de développement durable ambitieux et transformateur. Le récent climat international pour le développement, défini par le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris et le Programme d'Action d'Addis-Abeba, a introduit davantage d'engagements communs, mettant l'accent sur le rôle important de la coopération Sud-Sud (CSS) et de la coopération triangulaire pour atteindre les ODD.¹ La BID, avec 57 pays membres (MP), la deuxième institution intergouvernementale après les Nations Unies, participe activement à la réalisation de ces objectifs.

Les pays membres sont dispersés sur une vaste région géographique et constituent une partie substantielle des pays en voie de développement du monde. En tant que groupe, ils ont un potentiel élevé en ressources humaines et naturelles dans divers secteurs tels que l'énergie (principalement le pétrole et le gaz), l'agriculture et les terres arables, et ils représentent une vaste région stratégique pour le commerce. Ces pays figurent également parmi les principaux bénéficiaires, et prestataires, de la CSS et s'engagent dans une collaboration de plus en plus technique.

Depuis le lancement du PABA, les outils et les méthodes de la CSS, développés et révisés conformément aux approches axées sur la demande, ont inspiré un esprit de coopération entre les pays membres, suscitant un apprentissage mutuel, un échange d'expertise et d'expériences, un échange interrégional des idées et des approches, des dialogues entre pairs et le développement des capacités. Toutefois, au cours des dernières décennies, la majorité des pays membres ont été confrontés à des problèmes, tels que l'instabilité politique et économique, une faible mobilisation des ressources, des dispositifs institutionnels inadéquats, et des cadres juridiques et réglementaires insuffisants. En conséquence, le potentiel de la CSS au niveau de la BID, que ce soit en capital humain et en actifs naturels, est

Les pays en voie de développement membres de la BID passeront du statut de bénéficiaire à celui de donateur, offrant de nouvelles options aux pays les moins développés et renforçant la solidarité et l'autonomie de la communauté musulmane

resté largement inexploité. Cela se traduit par la faible performance de nombreux pays membres et du groupe dans son ensemble, comparée à celle du reste du monde.

Les défis des pays membres diffèrent d'un état à l'autre et varient en fonction du niveau de développement. Par exemple, les pays membres à revenu élevé, principalement dans la région du Golfe, sont confrontés à des défis politiques liés à l'intégration de la CSS au Programme 2030 et à l'intégration de la CSS dans les stratégies nationales et régionales.

Les pays à revenu intermédiaire et les pays les moins développés sont confrontés, quant à eux, à des enjeux liés principalement à des problèmes institutionnels, tels que la garantie d'un financement durable et la stabilité politique. Les pays membres fragiles doivent également faire face à certaines lacunes en matière de capacités et ne sont pas en mesure d'évaluer et d'identifier les besoins urgents.

Au sein de la communauté des pays membres, la CSS représente une alternative prometteuse à la coopération et à l'aide au développement traditionnelles. La communauté dispose d'un fort potentiel économique et humain, mais ces attributs sont fréquemment utilisés de manière

inappropriée. En tirant parti de ce potentiel, la communauté des pays membres peut devenir plus forte, influencer les mécanismes au niveau mondial et renforcer l'idée que l'être humain est au centre du développement.

La CSS permet d'apporter un changement au niveau des donateurs traditionnels, en introduisant de nouveaux acteurs du développement. De même, les pays membres en voie de développement passeront du statut de bénéficiaire à celui de donateur, offrant de nouvelles options aux pays les moins développés et renforçant la solidarité et l'autonomie au sein de la communauté.

Dans ce cadre, la CSS vise à utiliser les capacités et les expériences disponibles dans les pays membres et à permettre l'apprentissage mutuel et le développement des capacités. Ces pays ont plus que jamais l'occasion de renforcer les mécanismes d'innovation et de coopération entre eux, en partageant leurs connaissances et leurs expériences dans plusieurs domaines de coopération.



Médecin volontaire du Corps de l'Assistance Technique, Libéria

4.0

Faire des affaires à la manière de l'Industrie 4.0

La BID reconnaît le rôle du secteur privé dans le développement et cherchera par conséquent à accroître son implication, en se concentrant sur deux causes sous-jacentes à sa faible participation : 1) Réformer l'environnement de l'investissement afin d'attirer non seulement les investisseurs, mais également pour encourager le secteur privé à réinvestir son épargne sur le marché intérieur, 2) Mettre à niveau la productivité, et donc la compétitivité, garantissant ainsi une croissance durable face aux perturbations provoquées par la quatrième révolution industrielle. Pour ce faire, la BID mettra davantage l'accent sur les réformes politiques visant à « Faire des Affaires » et offrira des bourses d'études aux futurs dirigeants, notamment dans les pays membres les moins avancés. En outre, les interventions de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) viseront à améliorer la productivité et à soutenir l'entrepreneuriat.

Segmentation des pays membres

Économies moins compétitives (axées sur les facteurs) dont le développement du secteur financier est faible à modéré

La priorité est donnée à l'accès des petites et moyennes entreprises au financement à plus long terme avec des investissements en fonds propres directs et continus dans des institutions financières islamiques qui jouent le rôle de financiers sur le marché des ventes en gros des petites et moyennes entreprises. La création d'institutions et de bourses d'études ciblées favorise un environnement propice aux STI.

Économies axées sur l'efficacité dont le développement du secteur financier est modéré

Ces pays bénéficieront d'importants investissements dans les PME et les entreprises de taille moyenne locales, notamment le financement du développement et des capitaux propres à long terme, l'investissement et la mobilisation de fonds étrangers, ainsi que les services de conseil aux entreprises, et des investissements dans les chaînes de valeur dans lesquelles les pays membres (PM) ont un avantage comparatif.

Économies plus compétitives dont le développement du secteur financier est modéré à élevé

La priorité est donnée à la promotion d'une croissance transfrontalière des principales entreprises privées, ainsi qu'au soutien à l'entrepreneuriat, au développement des marchés de capitaux, et à la création et à l'expansion de marchés.

Ambition

Dans dix ans à compter d'aujourd'hui, le Groupe BID entend avoir au minimum doublé sa présence dans le secteur privé et être devenu un contributeur encore plus important, en faisant office de source catalytique du soutien à l'entrepreneuriat et au secteur financier dans les PM. La BID entend par ailleurs agir en qualité de leader du soutien aux entreprises nationales (notamment en les rendant compétitives au niveau international) et les aider à attirer les investissements étrangers, afin de générer une croissance généralisée, et de créer davantage d'emplois, de meilleure qualité.

Indicateur clé

Une mesure clé à atteindre est le nombre de Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) dont les capacités sont renforcées au niveau 4.0 défini par l'Industrie dans les PM. L'investissement dans les cinq industries principales dans lesquelles les PM ont un avantage comparatif sera prioritaire.

Science, technologie et innovation pour le développement durable

Alors qu'ils relèvent les divers défis socio-économiques auxquels ils sont confrontés, les pays membres (PM) de la BID bénéficient de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) lors de la mise en place de pratiques pour un développement inclusif et durable. La BID a créé une unité dédiée à l'optimisation des STI, ce qui stimule le développement de nouvelles technologies et solutions, tout en encourageant la recherche et l'innovation.

La propriété intellectuelle (PI) joue un rôle important dans les investissements relatifs aux STI du fait de son impact sur la diffusion des connaissances. Selon l'Indice mondial de l'innovation, les institutions qui favorisent et soutiennent l'innovation, qu'elle soit fondée sur la recherche ou non, sont essentielles à la croissance industrielle.¹

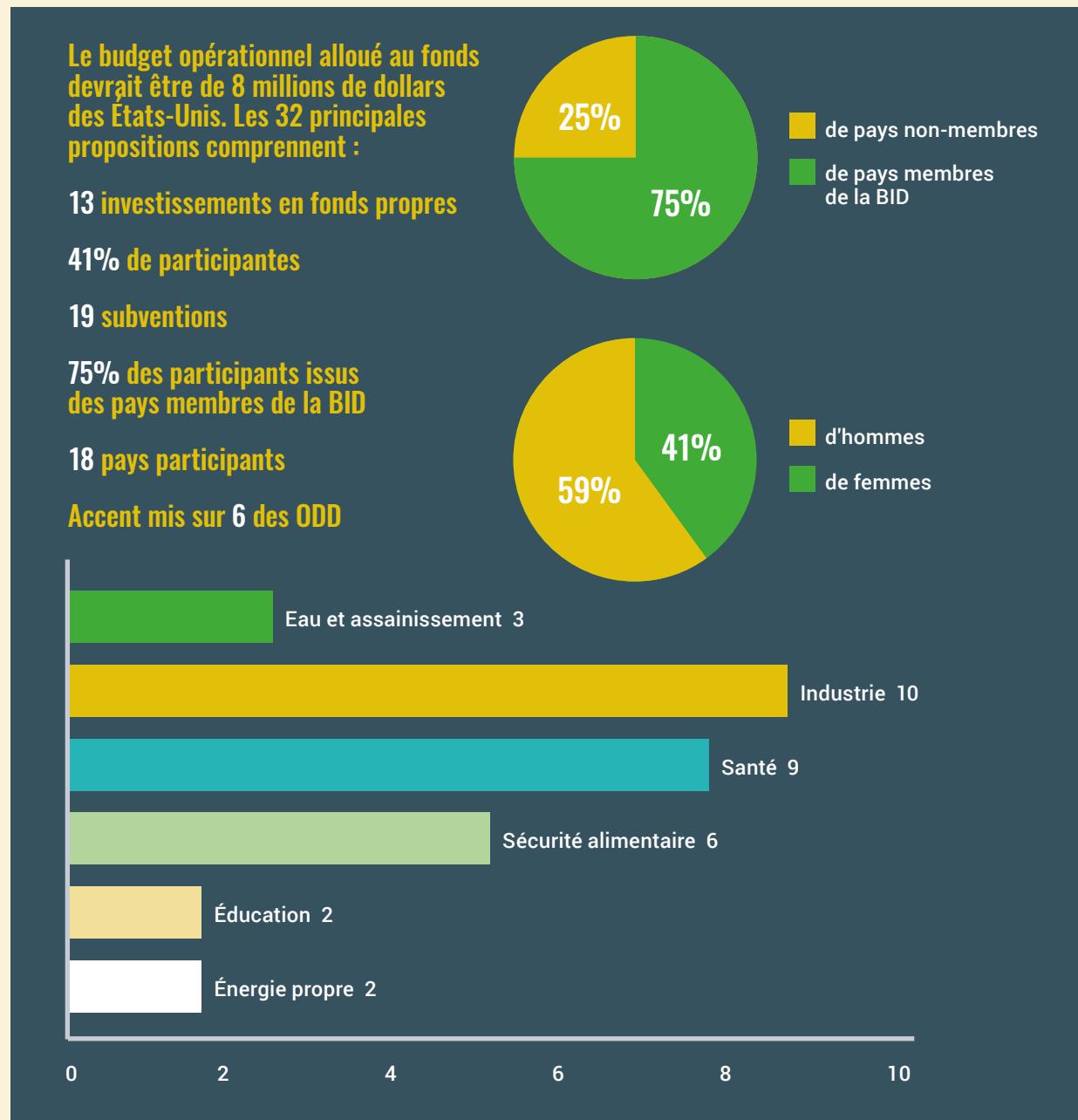
La politique de STI de la Banque s'aligne sur sa vision et sa mission institutionnelles, le Cadre Stratégique Décennal (CSD), le Programme Présidentiel Quinquennal (P5P) et le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030. La « Feuille de route pour la transformation en une banque de développement et de développeurs » de la BID accentue également l'importance des STI pour la transformation de la Banque en une organisation proactive et adaptative.

Un nouveau fonds pour la science et la technologie inauguré par la BID permettra de renforcer les activités de STI dans les pays membres. Hébergé sur « S'Engager », la nouvelle plateforme en ligne de la Banque, le fonds de transformation soutient des projets qui contribuent à la réalisation des ODD. La plateforme « S'Engager », conçue pour mettre en relation les innovateurs et les opportunités de marchés et de financement, ainsi que des services personnalisés de mentorat, facilite l'incubation d'idées uniques pouvant être transformées en solutions de développement.

La plateforme se concentre sur six des ODD : la sécurité alimentaire, la bonne santé et le bien-être, une éducation inclusive et équitable, la gestion durable de l'eau, l'accès à une énergie

propre et abordable, et une industrialisation durable. Le fonds de transformation fournit un capital d'amorçage aux innovateurs, aux start-ups et aux PME, ainsi que des partenariats de financement aux projets de développement donnant la priorité aux investissements dans les cinq principales industries dans lesquelles les pays membres ont un avantage comparatif.

La BID est également impliquée dans d'autres initiatives stimulant les STI, dont son nouveau programme de bourses d'études qui a pour cible la science de la durabilité. La Banque organise des formations, des voyages d'études et des activités liées à l'entrepreneuriat dans divers pays, ainsi que des partenariats venant en aide aux scientifiques réfugiés.





Construire une infrastructure favorisant une chaîne de valeur verte

La BID consacrera une part importante de ses ressources aux projets d'infrastructure permettant d'accroître le niveau d'efficacité des acteurs du marché au sein des chaînes de valeur sélectionnées dans la stratégie de partenariat avec les pays membres. Cette méthode présente deux avantages : 1) La présence de clients industriels ayant une demande importante facilite la concentration des investissements de marché sur ces projets, car ils sont financièrement viables, 2) L'accent mis sur l'infrastructure pour les activités industrielles aide à résoudre les problèmes de durabilité environnementale, car elles ont généralement la plus forte empreinte environnementale. Pour ce faire, la BID jouera un rôle actif dans l'identification de projets afin d'améliorer leur qualité et d'attirer la participation du secteur privé. Tout ceci afin d'en faire plus avec un niveau d'investissement moindre issu du bilan comptable de la Banque.

Segmentation des pays membres

Pays dont l'accès au financement est limité et le niveau de bien-être est faible

Dans ce segment, les objectifs sont, premièrement, d'augmenter le financement par habitant afin de correspondre à celui des autres segments et, deuxièmement, d'augmenter de manière significative l'aide au financement concessionnel.

Pays intermédiaires

Ces pays ont un niveau de bien-être modéré et le coût de leur accès au capital est élevé. Dans ce segment, l'objectif est de fournir une aide au financement compétitive et abordable pour compenser le coût d'accès au capital.

Pays riches

Ces pays sont relativement avancés en terme de bien-être et le coût d'accès au capital est généralement bas. Le principal objectif est de mobiliser la participation du secteur privé pour le financement d'infrastructures, principalement par le biais des partenariats publics-privés (PPP).

Ambition

La BID renforcera sa crédibilité dans ce domaine en apportant son soutien à l'exécution de projets de première qualité et en donnant résolument la priorité aux produits et aux résultats. La Banque élargira également ses partenariats avec d'autres financiers et augmentera sa participation aux projets de cofinancement et aux partenariats publics-privés (PPP), dans lesquels elle joue le rôle de chef de file et de créateur de marchés. Il est nécessaire de définir des cibles de croissance fondées sur les ressources réelles transférées aux pays membres, plutôt qu'uniquement sur les approbations, et de gérer les plans opérationnels de ressources internes tout en prenant en considération les engagements financiers à long terme et en cherchant des cofinanceurs potentiels.

Indicateur clé

L'un des indicateurs clé est le volume de la population située à proximité des principales chaînes de valeur et ayant accès à des infrastructures. La population à proximité d'une chaîne de valeur bénéficie naturellement des créations d'emploi tout au long de la distribution géographique des activités économiques de la chaîne.

Partenariat dans l'investissement d'infrastructure

L'investissement d'infrastructure joue un rôle crucial dans le développement économique des pays, car il crée des opportunités d'emploi et d'investissements, contribuant ainsi à certains des principaux Objectifs de Développement Durable (ODD). Cependant, la forte croissance de la population et l'importance de la migration urbaine dans les pays en voie de développement grèvent considérablement les ressources fiscales des gouvernements, et la passation traditionnelle de marchés publics d'investissements d'infrastructure ne suffit plus.¹

Dans ces conditions, les partenariats publics-privés (PPP) peuvent constituer un outil inestimable pour la sélection et l'exécution des investissements d'infrastructure, servant d'alternative à la passation de marchés publics. Le modèle de passation de marchés fondés sur des PPP, dans lequel un partenaire privé accepte un niveau important de risques et de responsabilités, a tendance à être efficace sur le plan économique et à générer des avantages socio-économiques plus importants que le modèle de passation traditionnelle de marchés publics.

La plupart des pays membres de la BID ont des difficultés à attirer du capital privé pour le développement d'infrastructures, qui est essentiel à la garantie d'une croissance économique durable. De ce fait, les concessions PPP constituent pour de nombreux pays membres une importante source de revenus et l'un des principaux modes de financement d'infrastructures.

Le modèle de passation de marchés fondés sur les PPP dépend de l'existence de bons principes de gouvernance et d'une étroite surveillance par les autorités de réglementation, afin d'assurer une exécution des contrats en conformité avec les meilleures pratiques. Lorsque les pays membres considèrent la possibilité de s'impliquer dans des PPP, ils doivent s'assurer que leur infrastructure réglementaire permet de gérer l'arrivée de flux de capitaux privés dans leur pays. La BID met l'accent sur la promotion auprès des pays membres et l'offre d'assistance lors de leur implication dans des PPP comme source alternative d'investissement d'infrastructure. La Banque fournit non seulement un financement direct à de telles initiatives, mais elle investit également dans

ses capacités consultatives afin d'aider les pays à renforcer leur infrastructure réglementaire et fiscale en vue des investissements de type PPP.

À l'avenir, une priorité particulière sera accordée au besoin urgent de créer un solide environnement propice aux PPP. La Banque s'intéressera, entre autres, à la manière dont les pays membres peuvent pallier au besoin d'éliminer les obstacles apparents d'accès au capital privé en vue de réaliser plus d'investissements dans l'infrastructure. Afin de susciter l'intérêt des investisseurs privés pour les investissements durables à long terme, la BID travaillera avec les pays membres afin d'identifier et de structurer des projets solides, d'éliminer les obstacles aux investissements à l'aide d'un cadre d'investissements plus efficace, et de créer les environnements commerciaux appropriés. La Banque intensifiera et tirera également profit de ses propres ressources par le biais de la syndication de projets, du cofinancement et d'autres stratégies de mobilisation de ressources hors bilan issues du marché international de la dette.

Afin de rationaliser les ressources de développement des infrastructures de ses pays membres, la BID a lancé la première structure islamique de financement A/B permettant à la fois aux banques islamiques et aux banques conventionnelles de travailler en partenariat avec la BID, afin de mobiliser le capital privé, une méthode également étroitement liée à la minimisation des risques propres à l'environnement par le biais des assurances et d'autres produits et outils d'atténuation des risques que la BID cherche à développer.

Le rôle des PPP continuera à gagner de l'importance au cours des années à venir pour aider les pays membres à mettre en place des infrastructures durables, résilientes et inclusives. Dans le cadre de ce processus, la BID continuera à promouvoir les PPP en favorisant les approches par pays, dont la conception d'activités propices à l'environnement et de services de conseil en transactions, ainsi que l'octroi de financement par le biais de la mobilisation de ressources en faveur des pays participants.



La BID a inauguré la première structure islamique de financement A/B disponible à la fois auprès des banques islamiques et des banques conventionnelles afin de mobiliser le capital privé



Réorienter la finance islamique vers le développement

Afin de déverrouiller les activités au sein de toutes les chaînes de valeur, un secteur solide en matière de services financiers est essentiel. La finance islamique est particulièrement bien placée pour ouvrir la voie car elle privilégie, par principe, un lien étroit entre la finance et les activités économiques par la participation au risque et la rétribution. La BID cherche à tirer profit de cet atout pour positionner la finance islamique à l'avant-garde du développement, en liant son financement aux activités de la chaîne de valeur. L'industrie de la finance islamique est bien placée pour assumer ce rôle de leader compte tenu de sa taille actuelle, qui excède les 2 trillions de dollars américains, en particulier si elle tire profit des réalisations de la sous-industrie émergente de la nouvelle technologie financière, à l'image des chaînes de blocs, des mégadonnées et du financement participatif, afin permettre un accès universel à la finance islamique aux nouveaux segments « non bancables » de la population mondiale.

Segmentation des pays membres

Pays dont les systèmes financiers sont sous-développés

Les priorités comprennent : la participation au capital d'amorçage et le financement des Institutions financières islamiques (IFI) (comprenant les services de conseil), une plateforme partagée pour les IFI, des services de conseil sur les cadres législatifs et réglementaires, des produits d'information et de formation, un élargissement de l'accès en faveur de la population « non bancable » via l'adoption de services de technologie financière ainsi que l'élaboration d'une législation pour les instruments financiers sociaux, parmi lesquels l'Awqaf et la Zakat.

Pays ayant un système financier développé, mais pas de secteur de finance islamique

Les priorités comprennent : la participation au capital d'amorçage et le financement des IFI, une plateforme partagée pour les IFI, des services de conseils pour les IFI et les cadres législatifs et réglementaires permettant la création de marchés de capitaux compatibles avec la charia et l'ouverture de guichets islamiques au sein des banques conventionnelles ainsi que des produits de connaissances et de formation.

Pays ayant un système financier développé et un secteur de finance islamique

Les priorités comprennent : des services externes de conseils sur le financement des IFI, des services de conseils sur les cadres législatifs et réglementaires, des services de conseils sur les marchés de capitaux compatibles avec la charia, une aide à la définition des normes, l'innovation participative de produits, l'élargissement du marché du sukuk et l'invention de nouveaux instruments du sukuk pour les marchés des capitaux internationaux dans les pays développés, avec pour objectif le financement de projets dans les PM et dans les communautés des pays non membres.

Ambition

La BID doit aspirer à devenir un partenaire proactif des IFI et la source principale de conseils, de normes réglementaires et de références en matière de finance islamique pour les gouvernements des PM, le secteur privé et le troisième secteur. La Banque aspire également à devenir l'autorité principale et la référence la plus visible du secteur, en qualité de créateur et diffuseur de connaissances, et de promoteur de l'innovation de produits.

Indicateur clé

L'un des indicateurs clé est la taille de la population située à proximité des chaînes de valeur principales ayant accès au financement, car les retombées des activités économiques au sein des chaînes de valeur stimulent la demande de financement.

Mobiliser le potentiel des chaînes de blocs en vue de l'autonomisation économique



Les instruments de finance sociale islamique pourraient améliorer la vie des populations, particulièrement celles des communautés fragiles touchées par un conflit et des troubles sociaux. La BID a financé le Fintech Islamic Finance Challenge (Défi Financier Islamique des Technologies Financières), et la contribution réussie en 2017 de la FICR et d'Aid-Tech a permis de promouvoir la traçabilité et la transparence du financement social islamique par le biais de la technologie de chaînes de blocs

Les instruments de la finance islamique sociale élargissent grandement les perspectives de résolution des défis humanitaires et de développement. Les tendances émergentes, telles que la technologie des chaînes de blocs et les informations fondées sur les données, peuvent permettre de renforcer l'efficacité de ces instruments, particulièrement dans les pays fragiles et les zones de conflits.

La BID collabore avec les principales organisations de la société civile, notamment la Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), afin de créer une plateforme d'autonomisation économique mondiale de nouvelle génération permettant de

tirer profit de la technologie de chaînes de blocs. La plateforme permet d'émettre des identités numériques pour les utilisateurs, et d'envoyer et d'octroyer par voie numérique des prérogatives, combinant ainsi l'accès et l'identité en une solution unique. Le profil d'identité fournit une vérification comme documentation numérique, et sert de portefeuille numérique pour envoyer et recevoir les paiements associés à la finance islamique.

La mise à disposition d'une technologie mondiale d'identité numérique au niveau de la communauté permet une approche rationalisée de la mise en relation avec les utilisateurs finaux, ce qui diminue le besoin de processus de documentation fastidieux. Cette approche est

particulièrement utile dans les régions fragiles et touchées par des conflits en l'absence de services gouvernementaux locaux. Elle facilite également le financement participatif transfrontalier direct permettant de soutenir les causes humanitaires.

Étant donné que seuls 14% des 1,6 milliard de musulmans dans le monde ont accès au financement, une plateforme d'autonomisation économique à l'image de celle-ci permet d'exploiter le potentiel d'expansion exponentielle du secteur de la finance islamique, en particulier en dehors du secteur bancaire (c.-à-d. la zakat, la sadaqa, le sukuk et le takaful). Actuellement, la zakat ne représente que 2,5% de la totalité des richesses des musulmans dans le monde.¹



Construire des systèmes de marché résilients

La BID s'emploiera à ce que personne ne soit laissé de côté, en faisant en sorte que les marchés profitent aux couches les plus démunies de la population, notamment aux femmes et aux jeunes. Lorsque les pauvres et les défavorisés sont inclus dans les avantages que présentent la croissance et le développement économique, le système de marché dans son ensemble atteindra des niveaux de résilience et de durabilité plus élevés. En outre, la BID intégrera des mesures de sauvegarde environnementales et sociales et des politiques d'inclusion des marchés dans son portefeuille d'opérations.

Segmentation des pays membres

Pays membres (PM) vulnérables et fragiles

Les interventions doivent viser à fournir une assistance rapide aux populations les plus touchées par les catastrophes environnementales et les conflits. De plus, les interventions doivent traiter proactivement les vulnérabilités des PM afin de renforcer leur résilience avant l'arrivée d'une crise.

PM les moins avancés

La priorité doit être donnée à la satisfaction des besoins fondamentaux des vastes populations vulnérables face aux risques climatiques ainsi qu'aux maladies évitables, et ceux des populations ne bénéficiant pas de services de santé et d'éducation.

PM à développement modéré

Le soutien aura pour objectif de renforcer les capacités des populations défavorisées en leur donnant accès à l'éducation, au marché du travail et à la microentreprise.

Communautés musulmanes en dehors des PM

Le soutien aura pour objectif de renforcer les capacités des communautés musulmanes en général, en se concentrant particulièrement sur les membres les plus défavorisés des communautés vastes.

Ambition

La BID aspire à être connue pour son orchestration d'interventions ciblées en vue de l'état de préparation avant une crise et aux face situations de vulnérabilité, ainsi que de la réaction aux crises, particulièrement pour les populations ayant cruellement besoin d'aide. Elle espère y parvenir par le biais de la mobilisation proactive des ressources, et le renforcement des connaissances et des capacités destinées aux canaux de mise en œuvre. L'objectif de la Banque est de desservir à la fois les besoins en développement social et ceux liés aux ripostes face aux changements climatiques des populations défavorisées des PM et des communautés musulmanes en dehors des pays membres, en partenariat avec les acteurs mondiaux afin de maximiser la portée des interventions et ne laisser personne de côté.

Indicateur clé

L'un des indicateurs clé est le nombre de pays bénéficiaires qui cherchent à corriger au moins une des vulnérabilités sociales ou environnementales.

Résilience sociale : ne laisser personne de côté

Le secteur de la finance islamique a gagné du terrain dans le monde entier grâce à sa capacité à lier le monde de la finance avec l'économie réelle de manière juste et transparente. Sa capacité à contribuer à la stabilité financière, à l'inclusion financière et au partage de la prospérité peut être déterminante pour éradiquer la pauvreté, parvenir à l'égalité des sexes et promouvoir la paix et l'inclusion au sein des sociétés.

La BID a mis en place l'Instrument islamique de microfinancement, une initiative très ciblée destinée à contribuer à l'autonomisation économique des femmes et des ménages productifs défavorisés, en éliminant les obstacles liés aux moyens de subsistance. L'instrument observe trois principes fondamentaux : faire des affaires avec les pauvres et les chômeurs ; soutenir les activités rémunératrices en fournissant des moyens de production ; et utiliser les produits financiers afin d'assurer une distribution équitable des richesses, dans la chaîne de valeur, par le biais du partage des profits et des risques entre les parties prenantes.

Les partenaires stratégiques pouvant accompagner et transférer les connaissances aux bénéficiaires ciblés, tout en bénéficiant d'une partie des profits, sont identifiés. Les institutions de microfinancement soutenues par l'instrument traitent les femmes comme des partenaires d'affaires. Les garanties traditionnelles ont une importance secondaire lorsque la priorité est le commerce et les investissements octroyés à des femmes productives.

Le fait que les produits de microfinancement islamique sont, par nature, fondés sur les actifs garantit que le financement octroyé est utilisé à des fins productives et atténue le risque que les femmes soient contraintes de contracter des emprunts pour le compte de leurs homologues masculins. L'instrument renforce le pouvoir de négociation des femmes dans la chaîne de valeur, qui est souvent dominée et contrôlée par les hommes.

Autonomisation économique en Palestine

En 2017, environ un Palestinien sur trois (29,2%) vivait dans la pauvreté. Il ne s'agit pas d'un nouvel

enjeu. En 2006, la BID a lancé un programme innovant, appelé « Programme d'Autonomisation Économique pour les Familles Défavorisées (PAEFD) », destiné à rendre les Palestiniens pauvres et marginalisés autonomes et à leur permettre de générer des revenus indépendants et de créer des emplois. Un programme de services financiers et non financiers permet aux ménages sélectionnés de subvenir à leurs besoins de subsistance les plus essentiels, notamment les activités de microfinancement islamique et la mise en place d'un dispositif social.

En mettant en œuvre un cadre d'approche des moyens de subsistance durables, le PAEFD promeut une croissance économique inclusive en soutenant les ménages productifs à faible revenu. Les modalités du programme fournissent une approche solide et inclusive encourageant la participation des individus à des activités rémunératrices durables, principalement par

le biais du développement de la micro et de la petite entreprise, pour créer des emplois et combler les écarts de pauvreté en matière de consommation et de revenus.

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) sont au cœur même du programme, particulièrement l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 2 (Faim zéro), l'ODD 5 (Égalité entre les sexes), l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique), l'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure), l'ODD 10 (Inégalités réduites) et l'ODD 15 (Vie terrestre).

Le Programme d'assistance au peuple palestinien du PNUD gère le PAEFD en Palestine, sous la supervision de la BID et en étroite collaboration avec les institutions palestiniennes gouvernementales et celles de la société civile. Le soutien financier de cette initiative provient principalement d'Al Aqsa Fund et d'autres donateurs arabes.



Les normes sociales discriminatoires et les structures sociales et économiques inégales ont entraîné une représentation disproportionnée des femmes et des filles parmi les populations les plus pauvres au monde

Résilience environnementale : une politique globale en matière de changements climatiques

Les changements climatiques sont l'un des principaux défis de notre époque. Il menace non seulement les avancées du développement économique dans de nombreux pays, mais également la mission principale de la BID. Il est nécessaire d'agir pour lutter contre les changements climatiques afin de parvenir à un développement durable et à la croissance économique.

Le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030, comprenant les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), montre clairement que le développement durable et la lutte contre les changements climatiques vont de pair.

En qualité d'institution du développement Sud-Sud axée sur la stimulation du développement économique et social dans ses pays membres, la BID occupe une position privilégiée pour aider ses pays membres à agir contre les changements climatiques, conformément et en soutien à son mandat de développement principal consistant à lutter contre la pauvreté, améliorer la santé, promouvoir l'éducation, favoriser la prospérité et soutenir les ODD.

La BID est consciente du fait que, en l'absence d'atténuation des, et d'adaptation aux, effets du

réchauffement de la planète, les gains en matière de lutte contre la pauvreté, d'amélioration de la santé, de promotion de l'éducation, d'amélioration de la gouvernance et de stimulation de la prospérité dans tous les pays membres pourraient être minés. La stabilisation du réchauffement à 2 degrés Celsius ou moins est cruciale, et exigera à la fois un important soutien politique et des investissements significatifs afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre au cours du siècle présent, et de s'adapter au réchauffement irrémédiable causé par les émissions passées. Dans l'intérêt des pays membres, il est essentiel que les opérations de la BID soient conçues et mises en œuvre en prenant compte des risques et des opportunités suscitées par les changements climatiques.

Pour ce faire, la politique en matière de changements climatiques de la BID privilégie une approche du développement et de la croissance économique durables, axée sur le client, ce qui fait de la Banque un partenaire encore plus efficace pour soutenir les pays membres lors de leur transition vers des voies de développement plus résilientes, vertes, durables et prospères. Cette politique a été élaborée par le biais d'un processus

inclusif prenant en compte une consultation interne au sein de la BID, les commentaires des pays membres et des partenaires de développement, notamment les banques multilatérales de développement (BMD). Elle prend également en considération les tendances mondiales concernant les changements climatiques dans le cadre des pratiques de développement.

Cette politique en matière de changements climatiques reconnaît que les pays membres sont confrontés à différents types de défis, et qu'une approche à l'initiative de chaque pays sera impérative pour garantir que les objectifs énoncés de cette politique sont atteints. La politique repose sur deux objectifs : soutenir les PM dans le développement d'investissements durables et capables de résister aux changements climatiques et fournir à la BID un cadre référentiel de politique climatique. Ces objectifs étayent le but fondamental de la Banque, qui est renforcé par les quatre piliers de sa politique en matière de changements climatiques et ses principes directeurs (Figure 1).

La politique est guidée par huit principes : leadership/prise en main par le pays ; sélectivité ; adaptabilité ; proactivité ; renforcement des capacités et partage des connaissances ; catalyse du capital du secteur privé et des investisseurs institutionnels ; partenariat pour l'action relative à la lutte contre les changements climatiques ; et responsabilisation envers la lutte contre les changements climatiques. La politique met fortement l'accent sur l'intégration des mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (ODD 13) dans les activités opérationnelles de la BID avec le soutien des partenariats, et la mise à profit et l'adoption de mécanismes innovants de financement permettant d'accroître les investissements pour le climat.

En vue de son opérationnalisation, des mesures détaillées supplémentaires, notamment sur les aspects organisationnels et procéduraux, seront fournies sous forme d'un cadre de mise en œuvre qui soulignera les rôles et responsabilités spécifiques des diverses parties prenantes, y compris des entités du groupe de la BID, et un plan d'action devant être approuvé par la direction de la BID.



Cadre de la politique en matière des changements climatiques de la BID

6 moteurs de performance

Pour s'aligner sur le nouveau modèle d'entreprise, la BID accorde la priorité aux six moteurs de performance suivants, chacun d'entre eux constituant un changement critique dans la manière dont la Banque opère et apporte de la valeur aux pays membres (PM).



Sensibilisation :
améliorer la visibilité de la Banque

Cela implique le passage à un modèle de communication stratégique qui concède un rôle de leadership à l'institution pour façonner et guider les conversations avec les pays membres de manière plus proactive et efficace. La Banque continuera à renforcer la publicité de sa nouvelle image de marque par le biais de la presse, et en particulier des principaux journaux lui offrant une grande visibilité. Elle améliorera également les capacités de son portail public, offrant de nouveaux services aux pays membres.



Liens :
favoriser les ressources du marché

Rassembler les ressources du marché représente une nouvelle source alternative de financement en donnant accès à un plus grand nombre de partenariats et en approfondissant les connaissances des dynamiques du marché. Pour y parvenir, les capacités ciblées de connaissances et d'informations sur les investisseurs seront déployées au profit des projets des pays membres.



Compétence :
renforcer les capacités organisationnelles

La BID vise à concentrer son renforcement des capacités internes en connaissances stratégiques, afin de s'appuyer sur des pratiques mondiales conformes aux piliers de son cadre stratégique décennal. Dans les nouveaux domaines dans lesquels la Banque manque d'expérience, tels que les chaînes de valeur, elle collabore avec d'autres institutions afin de proposer des programmes de détachement et des formations, ainsi que du coaching ciblé pour les professionnels en fonction.



Exécution :
décentraliser au niveau fonctionnel et géographique

La Banque s'oriente vers l'adoption d'une approche organisationnelle simplifiée, s'appuyant sur des processus opérationnelles plus simples, une qualité améliorée et une mobilisation des technologies et des plateformes en nuage, ainsi qu'un investissement dans le renforcement des capacités d'exécution des pays membres. Les évaluations et la préparation des projets bénéficient d'une unité dédiée à l'exécution de programme dans chaque pays membre permettant d'effectuer le suivi de la mise en œuvre du projet.



Financement :
croissance financière durable

La BID s'oriente vers un nouveau modèle d'entreprise autonome, qui lui permet de se développer en utilisant des ressources hors bilan tout en maintenant sa cotation AAA, maximisant ainsi son financement aux pays membres. Outre la réévaluation régulière de la durabilité financière, afin de définir des enveloppes de financement en vue de l'approbation des nouveaux projets, la Banque se concentre également sur la reconfiguration de son architecture financière et de son portefeuille existant afin de créer de nouvelles capacités d'approbation pour l'avenir.



Renforcement : *gestion axée sur les résultats de développement*

La Banque continue à renforcer la gouvernance par le biais d'une délégation accrue de son autorité, d'une efficacité renforcée de ses structures de management, et la garantie que les ressources financières et non financières sont conformes avec la stratégie. Un système de tableau de bord permet au conseil d'administration d'effectuer le suivi de la performance opérationnelle de la Banque et d'avoir recours à des mesures correctives, le cas échéant.



Améliorer la visibilité de la Banque

L'objectif de la BID est de se doter d'un modèle de communication stratégique qui concède un rôle de leadership à l'institution pour façonner et guider le dialogue avec les pays membres de manière proactive et efficace. La Banque continuera à renforcer la publicité de sa nouvelle image de marque par le biais de la presse, et en particulier des principaux journaux lui offrant une grande visibilité. La BID continuera également à améliorer les capacités de son portail public, offrant de nouveaux services aux pays membres.



Domaine d'intervention 1

Développer une perception positive de la BID auprès de ses parties prenantes externes

Domaine d'intervention 2

Améliorer la participation des employés de la BID et garantir leur bien-être

Domaine d'intervention 3

Élaborer et mettre en œuvre une stratégie globale de l'image de marque et harmoniser toutes les activités de RP en fonction de cette stratégie

12 millions d'USD

Avantages financiers internes

Un avantage financier essentiel devant être atteint est une réduction de 12 millions de dollars des États-Unis des coûts du sukuk grâce à la reconnaissance de la BID en qualité d'agence émetteur souverain supranational (SSA), ainsi qu'une sensibilisation élargie au sukuk en tant qu'instrument.

La BID lance une nouvelle image de marque

En 2018, suite à un processus de révision de son image de marque, la BID a dévoilé sa nouvelle identité, qui annonce d'importants changements des valeurs, de la direction stratégique et de la relation de la Banque avec ses 57 pays membres (PM). Un moteur important de ce changement est l'engagement de la BID à se positionner en qualité d'institution moderne et tournée vers l'avenir, capable d'offrir des solutions rapides et adaptatives afin de répondre aux défis auxquels ses pays membres sont confrontés.

La nouvelle image de marque, qui est le premier changement important de cette nature au cours des quarante années d'existence de la BID, constitue une déclaration publique des priorités de la Banque pour l'avenir dans le cadre de ses activités en qualité de banque multilatérale de développement. La création de l'image de marque s'est effectuée sous la bannière « Évolution et non pas révolution » et clarifie la priorité que donne la BID à un nouveau modèle fondé sur la décentralisation, la technologie, l'innovation, le renforcement des chaînes de valeur, le financement externe et l'utilisation des plateformes électroniques pour mobiliser les ressources humaines et financières.

La nouvelle identité de marque s'appuie sur le rôle historique de la BID en qualité d'importante institution financière mondiale et d'acteur respecté du secteur de la finance islamique. La vision de la Banque pour la prochaine étape de sa croissance et de son évolution institutionnelle traite des aspects de son ancienne identité qui ne correspondaient plus à ses ambitions pour l'avenir. La nouvelle image de marque permet en particulier de présenter les valeurs de la BID d'une manière plus moderne et moins complexe, tout en conservant sa sophistication. Elle explique comment la BID évolue pour répondre aux attentes de sa clientèle, à la fois régionale et internationale. Cependant, en soulignant simultanément « Évolution et non pas révolution », elle souligne l'importance continue des fondations éthiques et morales profondes de la BID.

Le changement de l'abréviation en anglais du nom de la Banque, qui devient « IsDB » en lieu et place de « IDB », accentue l'héritage islamique de la Banque. Le nouveau logo comporte un globe terrestre et

une série de points reliés les uns aux autres, faisant allusion au réseau mondial d'interconnectivité que représente la BID. La nouvelle image de marque souligne également le nouveau modèle de la BID, en tant que banque pour les acteurs de développement, agissant comme un catalyseur et un facilitateur et stimulant la chaîne de valeur. Depuis son inauguration, la nouvelle image de marque a été incorporée dans tous les bureaux et les centres régionaux de la BID, ainsi que sur son site Web et ses canaux de médias sociaux.

Tout comme son logo et son identité visuelle, la Banque elle-même a fait l'objet d'une importante restructuration afin de fournir un cadre organisationnel plus efficace à ses activités à l'avenir. L'évolution à laquelle la nouvelle identité fait allusion consiste en partie à un changement de priorité, la Banque privilégiant à présent l'impact sur le développement des initiatives au lieu du volume de financement. Le nouveau modèle aidera également

la Banque à accentuer son rôle développemental dans l'économie islamique. La création d'un département de l'information, de la communication et des relations externes et d'une section dédiée à la science, la technologie et l'innovation permettra de soutenir ces domaines d'intervention.

Un important aspect de la nouvelle stratégie de la Banque est le fait qu'elle accorde la priorité à la responsabilisation des populations des pays membres quant à leurs progrès économiques et sociaux, et à l'investissement dans l'infrastructure dont elles ont besoin pour atteindre leurs objectifs. La nouvelle image de marque reflète cette priorité et a pour objectif de soutenir la Banque dans la création de partenariats collaboratifs tout en favorisant les dernières découvertes de la science, de la technologie et les toutes dernières solutions porteuses d'innovation contribuant ainsi aux Objectifs de Développement Durable de l'Organisation des Nations Unies.



La nouvelle image de marque est tournée vers un avenir de croissance, caractérisé par un engagement à habiliter les communautés à être les acteurs de leurs propres avancées économiques et sociales



Favoriser les ressources du marché

L'objectif de la BID est de passer à la mutualisation des ressources du marché comme nouvelle source alternative de financement, du fait de l'accès à un plus grand nombre de partenariats et des opportunités d'approfondissement des connaissances des dynamiques du marché. Pour y parvenir, les capacités ciblées de connaissances et d'informations sur les investisseurs seront déployées au profit des projets des pays membres.



Domaine d'intervention 1

Optimiser les contributions financières provenant de sources alternatives par le biais de la mobilisation ciblée de ressources externes

Domaine d'intervention 2

Mobiliser l'expertise externe afin d'avoir un impact plus important sans augmenter les frais de personnel de la BID

Domaine d'intervention 3

Mettre en œuvre de manière efficace les partenariats pertinents afin de soutenir les efforts de mobilisation des ressources

72 millions d'USD

Avantages financiers internes

Un avantage financier essentiel devra être atteint, à savoir une diminution estimée à 72 millions de dollars des États-Unis des pertes sur le revenu net, due à l'importante allocation d'un financement concessionnel issu des ressources ordinaires du capital (OCR), en mutualisant le financement des sources alternatives.

Plateforme des développeurs de la BID

La plateforme mondiale des développeurs de la BID fournit un cadre global pour la mobilisation de l'ensemble des donateurs et des investisseurs non souverains afin de canaliser les ressources au profit du programme de développement stratégique de la Banque. En plus de son rôle de fonds fiduciaire pour le financement du développement, cette plateforme introduit trois nouveaux éléments qui permettent à la BID d'accroître de façon durable son impact sur le développement dans les pays membres (PM), et ce, sans affecter sa cotation AAA.

Fonds d'investissement externes

Le cadre, conforme à la transition de la BID vers une « banque pour développeurs », fait coïncider la demande des investisseurs avec les moteurs de la compétitivité de la Banque. Il permet à la Banque de passer d'un financement issu du bilan à une structure plus simplifiée, dans laquelle elle peut jouer un rôle de facilitatrice de fonds gérés par des tiers pour investir dans les projets de développement des PM.

Instrument de financement du développement

Cet instrument consiste en une plateforme de coopération entre la BID et un réseau ciblé d'organisations non gouvernementales (ONG), qui rassemble des financements privés pour contribuer aux Objectifs de Développement Durable (ODD) des PM. Son approche de partenariats systématiques met à profit les forces des parties prenantes et offre d'importantes synergies et économies d'échelle.

Investissement ouvert pour le développement

Un autre domaine très prometteur est le financement des investisseurs individuels à but lucratif qui bouscule le modèle de financement classique dans lequel les institutions bancaires sont les gardiennes du capital. Les entreprises communiquent à présent avec leurs investisseurs par le biais des plateformes Web. Grâce à l'implication de la BID, les investissements des individus peuvent être mis à profit en vue de la réalisation des stratégies de développement.

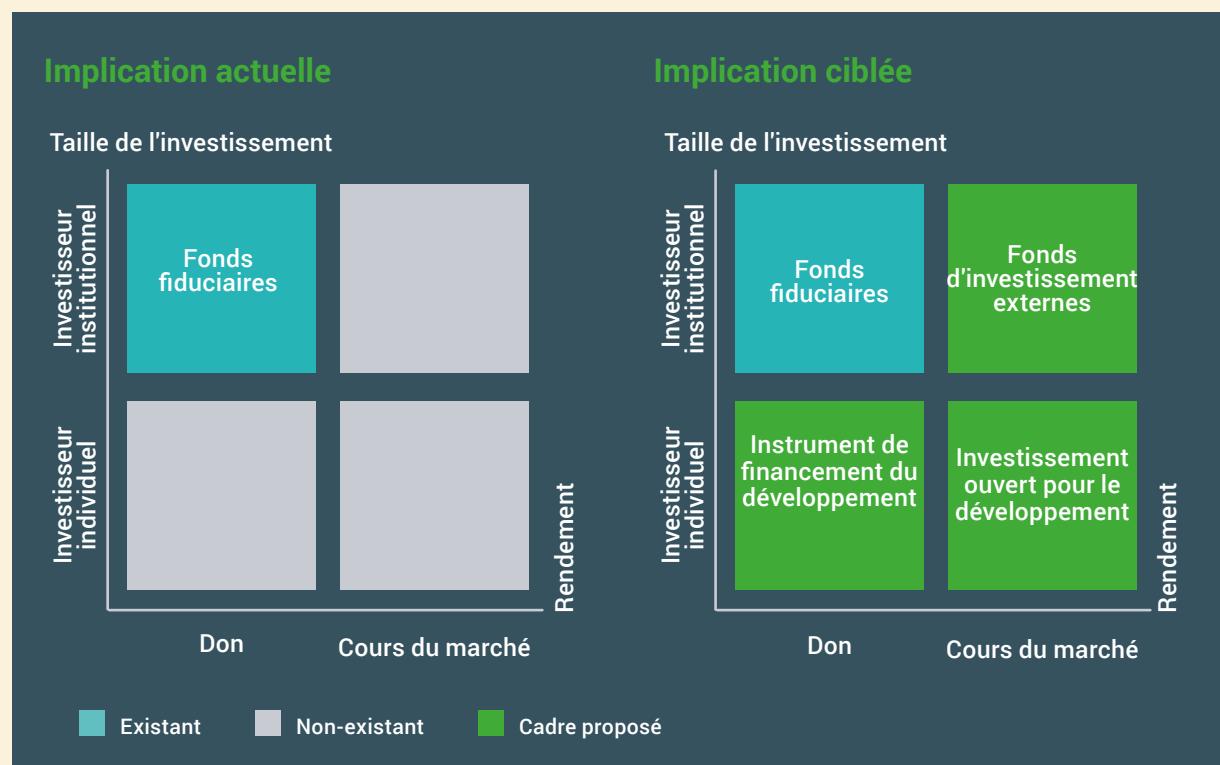
Lancement d'une nouvelle plateforme de financement participatif

« IsDB Innovate » est une plateforme révolutionnaire de financement participatif, qui soutient la science, les technologies et les projets d'innovation à travers la planète. En ouvrant les canaux de financement aux entrepreneurs et aux projets mal desservis par les apporteurs de capitaux, elle permet aux innovateurs d'entrer en contact avec des personnes souhaitant soutenir les ODD.

La plateforme a été déployée en décembre 2018 avec une douzaine de projets : l'utilisation de la science, de la technologie et de l'innovation pour relever les défis mondiaux en est le thème fédérateur. Outre une plaque tournante centralisée, la plateforme dispose de sites régionaux pour les huit sites satellites de la BID : le Bangladesh, l'Indonésie, le Kazakhstan, la Malaisie, le Maroc, le Niger, le Sénégal et la Turquie. Chacun de ces sites est disponible en anglais, en français et en arabe, ainsi que dans la langue locale, le cas échéant.

Au cours des 45 premiers jours exploitation, la plateforme a attiré plus de 100 000 visiteurs de 183 pays. À mesure que la plateforme évolue, elle explore des modèles de financement participatif basés sur des prêts et des capitaux propres, en plus des donations. Au départ, ces modèles seront déployés dans les pays où la réglementation est particulièrement bien établie, attirant ainsi sur la plateforme de nombreux projets et entrepreneurs, mais aussi des investisseurs.

En suscitant l'intérêt autour d'idées novatrices en provenance du monde entier et en établissant un lien solide entre les détenteurs des projets et les donateurs, « IsDB Innovate » remet en question la notion que les marchés émergents sont uniquement des consommateurs de solutions innovantes, plutôt que des créateurs. Elle ouvre un canal de financement pour les projets, les entrepreneurs et les chercheurs du monde entier. Par ailleurs, la plateforme sensibilise aussi sur les travaux soutenus par la BID. La Banque est résolument enthousiaste par l'avenir de la plateforme et son impact, non seulement sur la vie des innovateurs, mais également sur celle de tous ceux susceptibles de profiter des solutions qu'elle met en œuvre grâce à la plateforme.



Plateforme d'acteurs de développement de la BID¹



Renforcer les capacités organisationnelles

La BID vise à concentrer son renforcement des capacités internes dans les domaines de connaissances stratégiques, afin de concevoir des pratiques mondiales conformes à son nouveau modèle d'entreprise. Dans les nouveaux domaines où elle manque d'expérience, tels que les chaînes de valeur, la BID collabore avec d'autres institutions afin de proposer des programmes de détachement, des formations, et du coaching ciblé pour les professionnels en fonction.



Domaine d'intervention 1

Améliorer la qualité des services généraux, que ce soit pour la Banque ou pour ses principales parties prenantes

Domaine d'intervention 2

Renforcer l'efficacité managériale de la Banque

Domaine d'intervention 3

Garantir la conformité des exigences de compétence et des capacités du personnel

36 millions d'USD

Avantages financiers internes

Un avantage financier essentiel devra être atteint, à savoir une économie de 36 millions de dollars américains en frais de personnel, grâce aux avantages tirés de l'amélioration de l'efficacité résultant du nouveau modèle d'entreprise de la BID dans le cadre du Programme Quinquennal Présidentiel.

Un nouveau modèle opérationnel pour les ressources humaines

Tandis que la BID met en place son nouveau modèle d'entreprise, elle change son régime de fonctionnement afin de réaliser les nouveaux objectifs de la Banque. L'un des principaux domaines d'intervention consiste à garantir que la Banque dispose des compétences nécessaires pour affronter les défis auxquels les pays membres font face. La politique de décentralisation de la Banque présente des défis particuliers à cet égard, accentuant le besoin de prendre en considération la manière dont les ressources humaines permettent à la BID de recruter les talents et de déployer le nombre approprié d'employés pour occuper les rôles principaux.

Au cours des quatre dernières décennies d'existence de la BID, l'approche de la gestion des ressources humaines a été principalement fondée la conformité aux règles. À l'heure actuelle, cette approche change radicalement, car l'organisation adopte une approche plus ouverte envers ses employés pour leur permettre de faire au mieux leur travail, et ce afin d'optimiser leurs compétences et leurs talents.

Lors de l'élaboration de cette nouvelle philosophie, il est important de reconnaître les défis associés au bouleversement d'un régime de fonctionnement en place depuis longtemps. À chaque étape, l'objectif de conformité plus étroite des processus, des politiques et des individus aux exigences changeantes et à l'identité de la Banque doit être clair. La BID bénéficie de la contribution de nombreux individus qualifiés et, en garantissant que les nominations et les promotions sont basées sur le mérite et les compétences techniques, elle vise à optimiser la contribution de tous ses employés.

Le degré de flexibilité caractérisant une trajectoire type de carrière est l'un des aspects de la vie professionnelle des employés de la BID qui change à l'heure actuelle. Tandis que les employés des générations antérieures étaient susceptibles de passer de nombreuses années au sein du même département ou occupant le même rôle, les employés d'aujourd'hui peuvent s'attendre à travailler dans différents départements de la Banque. Cette évolution s'inscrit dans une

dynamique consistant à aider les employés à comprendre le rôle des éléments constitutifs de la BID et la manière dont ils contribuent à la mission et à la vision dans leur globalité.

Afin de soutenir ce passage à une méthode plus moderne de faire des affaires, la BID a conçu un modèle qui prend en considération la liste des compétences que les employés sont censés avoir et la personnalise selon qu'il s'agit des employés ou de la direction. Ce modèle reflète le fait que le succès de la Banque n'est plus jugé uniquement sur l'expertise d'une personne dans son domaine de travail, mais également sur d'importants attributs, tels que l'adaptabilité et la capacité à gérer l'ambiguïté et le changement.

Tandis qu'elle adopte une nouvelle direction stratégique, la BID cherche à former des effectifs désireux de s'adapter, d'apprendre et d'innover. La stratégie de gestion des talents de la Banque vise à attirer, soutenir et fidéliser

ses employés, tout en les équipant à faire face aux défis qui les attendent. Le degré de diversité au sein de l'organisation est l'une des questions fondamentales. La contribution à l'augmentation du nombre de femmes travaillant au sein de la Banque constitue un élément urgent de la stratégie de gestion des talents, qui traite également du besoin d'attirer des employés plus jeunes afin d'équilibrer le profil historiquement plus âgé des effectifs.

La BID cherche également à introduire une plus grande flexibilité des types d'emplois offerts, afin de tirer profit d'une gamme plus diverse de compétences et de talents. Cela comprend des options d'emploi plus flexibles et dynamiques, telles que les contrats à court terme, afin de satisfaire les besoins identifiés. Faire de la Banque un lieu de travail attrayant, en tirant parti de la réputation et des opportunités de développement, fait également l'objet d'une attention particulière.



La stratégie de gestion des talents de la Banque vise à attirer, soutenir et fidéliser ses employés, tout en les équipant à faire face aux défis qui les attendent. Le degré de diversité au sein de l'organisation est l'une des questions fondamentales



Décentraliser au niveau fonctionnel et géographique

La BID s'oriente vers l'adoption d'une approche organisationnelle simplifiée, s'appuyant sur des processus de travail plus simples, une qualité améliorée et une mobilisation des technologies et des plateformes en nuage, ainsi qu'un investissement dans le renforcement des capacités d'exécution des pays membres.



Domaine d'intervention 1

Améliorer l'efficacité opérationnelle en réduisant la durée moyenne de l'attente entre l'approbation et la mise en œuvre

Domaine d'intervention 2

Améliorer l'impact global sur le développement par dollar américain investi

Domaine d'intervention 3

Donner les moyens aux centres régionaux d'exécuter indépendamment leurs projets

43 millions d'USD

Avantages financiers internes

Un avantage financier essentiel devant être atteint est une diminution de 43 millions de dollars des États-Unis des dépenses opérationnelles grâce à l'accélération du cycle de projet.

Pourquoi décentraliser la BID ?

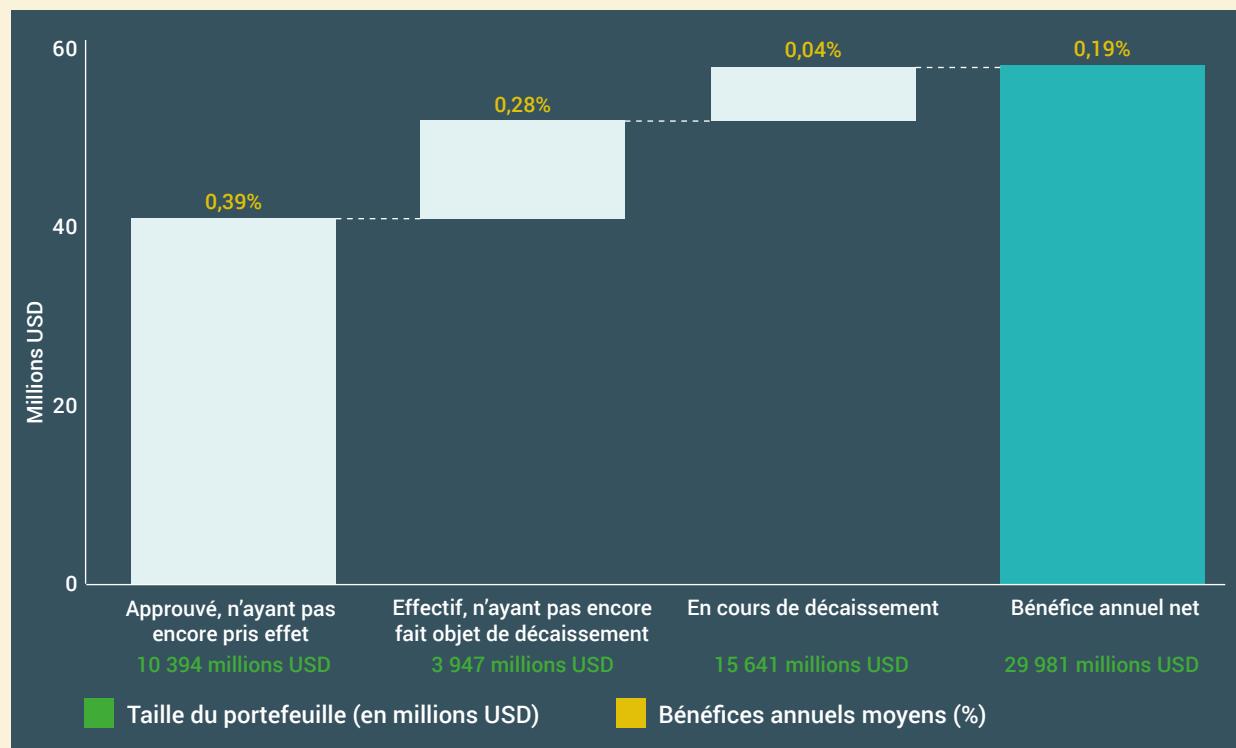
La Banque a identifié une importante marge d'amélioration dans l'exécution des projets qu'elle finance. La BID était considérablement en retard par rapport aux banques multilatérales de développement (BMD) comparables, notamment sur les indicateurs d'exécution de projet communément utilisés, à savoir : la qualité à l'entrée (c.-à-d. la durée entre la date d'approbation du projet et la date du premier versement des fonds) et la qualité de la mise en œuvre (c.-à-d. les retards lors de la phase de versement des fonds). De tels retards ont des coûts financiers implicites importants pour la BID qui n'apparaissent pas dans le bilan financier de la Banque. Par conséquent, nous avons évalué les coûts d'opportunités associés aux retards des projets.

Dans le cadre du Programme Présidentiel Quinquennal (P5P), la BID projette d'entreprendre de multiples initiatives afin d'améliorer l'exécution des projets. L'une d'entre elles consiste à adopter un modèle opérationnel décentralisé en élargissant la présence locale des pays membres par le biais de l'ouverture de 11 bureaux régionaux. Cette présence locale devrait permettre à la BID d'améliorer l'exécution de ses projets en fournissant une évaluation rigoureuse et une supervision plus étroite des projets.

L'expérience des BMD homologues suggère que les coûts opérationnels de l'adoption d'un modèle décentralisé entraîneront l'augmentation des coûts opérationnels de la BID. Cependant, les avantages financiers potentiels, compte tenu de l'amélioration de l'exécution du projet, résultant de la décentralisation excéderont les coûts opérationnels supplémentaires qui y sont associés. Dans ce contexte, le principal objectif de cet argument commercial est d'évaluer et de comparer les avantages financiers accumulés grâce à l'accélération du cycle de vie des projets avec les coûts associés à la décentralisation.

Enjeu

Comparé aux autres BMD et compte tenu des calendriers prévus, le cycle de vie actuel des projets de la BID reflète des retards significatifs. Ramener le cycle de vie des projets à une durée conforme aux normes internationales devrait



57 millions de dollars des États-Unis de bénéfices annuels issus de la décentralisation¹

permettre de dégager un avantage financier annuel de 57 millions de dollars des États-Unis. De plus, la BID pourrait financer des projets de développement supplémentaires grâce à l'accélération de la rotation des actifs. Ces avantages financiers excèdent largement les coûts supplémentaires estimés occasionnés par la décentralisation, c.-à-d. les coûts uniques de mise en place d'un montant de 8,6 millions de dollars des États-Unis et les coûts opérationnels annuels supplémentaires de 13,8 millions de dollars des États-Unis.

Il est important de noter que la décentralisation à elle seule ne sera pas suffisante pour améliorer suffisamment le cycle de vie du projet en vue de se conformer aux normes internationales. Il est impératif pour la BID d'adopter les autres initiatives présentées dans le PP, comme la réalisation d'évaluations rigoureuses des projets, l'intégration des processus opérationnels et l'amélioration de la supervision des projets et des compétences des effectifs, et ce, afin de tirer parti des avantages financiers issus de l'accélération du cycle de vie du projet.

Solution

Dans le cadre du P5P, la BID a pris les mesures suivantes :

- ◆ Mise en œuvre de la décentralisation prévue de ses opérations.
- ◆ Mise en œuvre de mesures complémentaires visant à améliorer le modèle d'exécution. Certaines des initiatives, telles que la mise en place d'une facilité de préparation des projets, l'amélioration des compétences du personnel, etc., sont susceptibles d'exiger des investissements supplémentaires.
- ◆ Intégration des processus de bout en bout, ce qui comprend la définition et l'atténuation des goulots d'étranglement relatifs à la passation de marchés.
- ◆ Surveillance étroite des principaux indicateurs de performance par le management supérieur et le conseil d'administration, c.-à-d. la qualité à l'entrée et la qualité de la mise en œuvre.



Croissance financière durable

L'objectif de la BID est de passer à un nouveau modèle d'entreprise autonome qui lui permet de croître en utilisant les ressources hors bilan, tout en maintenant la cotation AAA. Outre la réévaluation régulière de la durabilité financière, la Banque testera de nouveaux instruments financiers et explorera une reconfiguration complète de son architecture financière.

- Scénarios pour les investissements dans le secteur privé
- Investissements publics requis et assistance au développement officielle

Portefeuille actuel d'investissements dans les Objectifs de Développement Durable



Scénario de statu quo
Ne rien faire. Continuer avec la même approche



Augmentation implicite des dépenses publiques

x 7,5

Scénario du nouveau modèle d'entreprise
La part des investissements dans le secteur privé augmente et coïncide avec le niveau des pays développés



x 2,5

Domaine d'intervention 1

Continuer à maintenir la cotation AAA de la BID

Domaine d'intervention 2

Garantir des décaissements de fonds plus rapides et plus efficaces afin de satisfaire les engagements de la BID et de réduire les fonds en attente de versement

Domaine d'intervention 3

Mettre en œuvre les principales conclusions de l'étude de durabilité financière

54 millions d'USD

Avantages financiers internes

Un avantage financier essentiel devra être atteint, à savoir une économie de 54 millions de dollars des États-Unis grâce à la protection de la cotation AAA de la Banque, ce qui empêche les coûts des sukuk d'augmenter.

Entreprises supranationales islamiques régionales (ESIR)

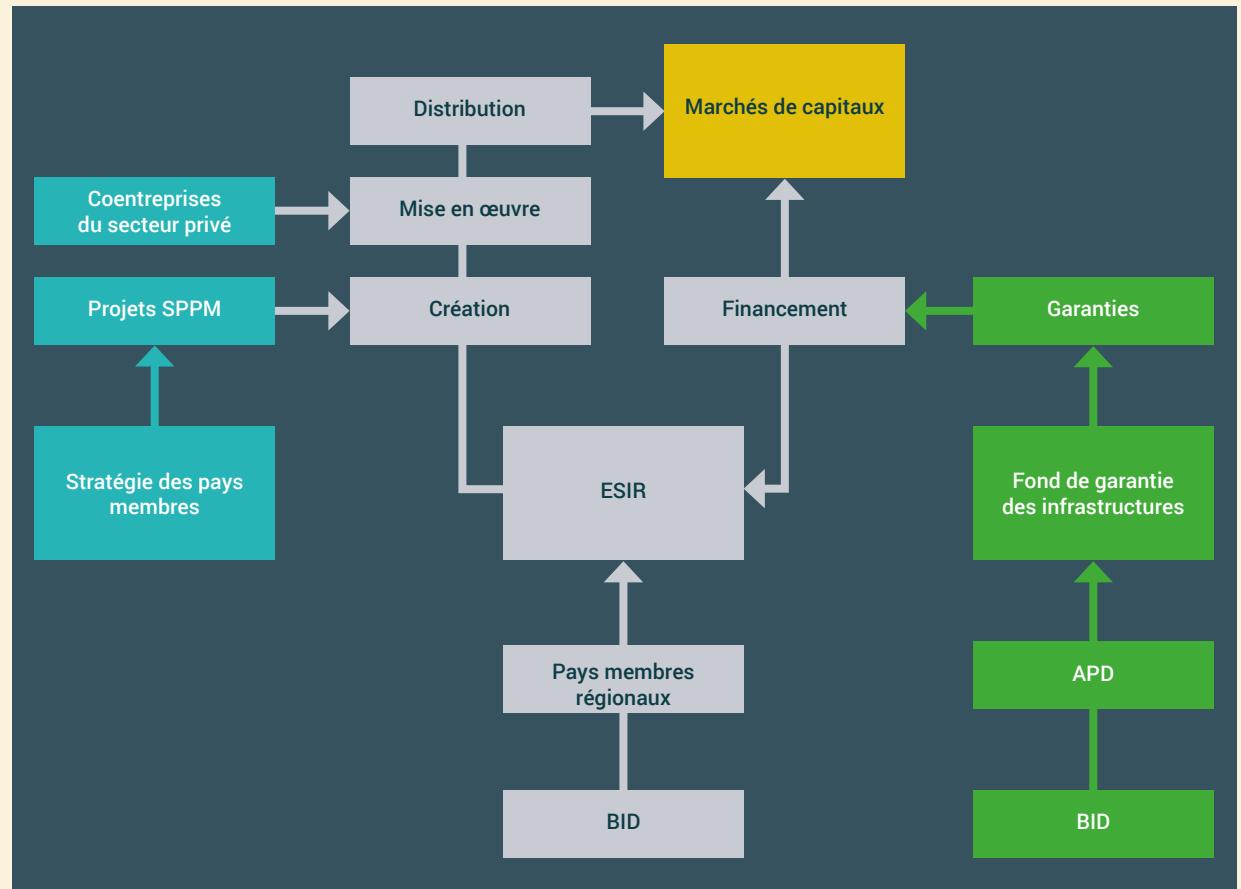
Gardant à l'esprit ses impératifs de durabilité financière et les besoins d'investissement en capital permettant de mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable, la BID a conçu un mécanisme institutionnel innovant qui permet une utilisation plus efficace de ses ressources et la maximisation de leur impact sur le développement. Ce mécanisme est centré autour de la création d'Entreprises Supranationales Islamiques Régionales (ESIR). Au lieu de financer des investissements à travers des ressources ordinaires du capital (ROC), les ESIR institutionnalisent un cadre général de partenariat intégré dans lequel les ROC jouent le rôle de catalyseur de mobilisation des ressources. Ce modèle de partenariat met à profit les atouts de chaque acteur de développement afin de créer d'importantes synergies et d'avoir un impact combiné, qui est considérablement plus important que la somme des capacités de chaque partie prenante.

Une ESIR est un acteur de développement régional spécialisé dans le financement et l'exécution de projets d'infrastructures dont la couverture géographique correspond aux centres régionaux. Chaque ESIR s'adapte à son contexte respectif, complétant les activités des institutions nationales existantes au lieu de les remplacer. Ensemble, les ESIR constituent un réseau très soudé d'acteurs de développement spécialisés présents dans tous les pays membres de la BID.

Fonctionnement

Financement

Les ESIR financent leurs activités en émettant des titres sur les marchés de capitaux nationaux et internationaux. Les risques de ces titres sont minimisés grâce à un mécanisme de garantie qui attire les partenaires du développement par le biais d'un mandat national, régional et mondial. Le mécanisme regroupe les banques nationales de développement, les fonds nationaux de garantie des infrastructures et les ressources de l'Aide Publique au Développement (APD) bilatérales et multilatérales, et alloue les risques résiduels personnalisés à chaque partie prenante.



Entreprises supranationales islamiques régionales en contexte

Création

Fondés sur la stratégie de développement des pays membres et l'approche de la chaîne de valeur mondiale de la BID, les investissements prioritaires d'infrastructure sont préparés jusqu'au stade de « bancabilité » par les ESIR, la BID et les pays membres.

Mise en œuvre

Les ESIR mettent en œuvre les projets créés en travaillant en partenariat avec un développeurs du secteur privé (DSP), en conformité avec les pratiques de passation de marchés des banques multilatérales de développement. Les ESIR fournissent un capital d'amorçage aux différents mécanismes qu'ils élaborent pour leur donner accès aux marchés de capitaux et le DSP mobilise le reste des fonds de manière indépendante.

Distribution

Les projets post-construction sont regroupés selon la diversification géographique et sectorielle, et distribués aux marchés de capitaux. Le bilan des ESIR est ainsi allégé et le cycle du capital écourté au quart de sa durée.

Gouvernance

La structure de gouvernance des ESIR équilibre les intérêts souverains et ceux du secteur privé. L'implication directe dans la mise en œuvre des projets est un dispositif contractuel qui atténue certains des problèmes structurels les plus marquants en matière de passation des marchés publics et de ceux fondés sur des partenariats publics-privés, car elle permet une meilleure harmonisation des incitations entre toutes les parties.



Gestion axée sur les résultats de développement

La Banque continuera à renforcer la gouvernance par le biais d'une délégation accrue de son autorité, d'une efficacité renforcée de la Conseils des Directeurs Exécutifs (BED) et des structures du comité de direction, et veillera à ce que les ressources financières et non financières soient conformes à la stratégie.



Domaine d'intervention 1

Garantir que les performances organisationnelles générales de la BID sont conformes à celles de ses homologues mondiales multilatérales

Domaine d'intervention 2

Préserver la viabilité à long terme des interventions de la BID en impliquant les régulateurs pertinents et les autres parties prenantes clés de l'écosystème des pays membres

Domaine d'intervention 3

Garantir la mise en œuvre efficace des politiques et des procédures nécessaires dans l'ensemble de l'organisation

48 millions d'USD

Avantages financiers internes

Un avantage financier essentiel devra être atteint, à savoir une économie estimée à 48 millions de dollars des États-Unis, dégagée de la prévention des pertes causées par les infractions, telles que celles liées à la cybersécurité et la défaillance des contrôles. Les nouveaux cadres solides de gouvernance comprennent l'intégration de nouvelles politiques d'investissement qui améliorent les retours sur investissement des fonds gérés par la BID.

Cadre de programmation stratégique intégrée¹

Au cours des plus de 40 années de son existence, la Banque Islamique de Développement a contribué de manière significative au développement socio-économique de ses pays membres, ainsi que des communautés musulmanes des pays nonmembres.

Enjeu

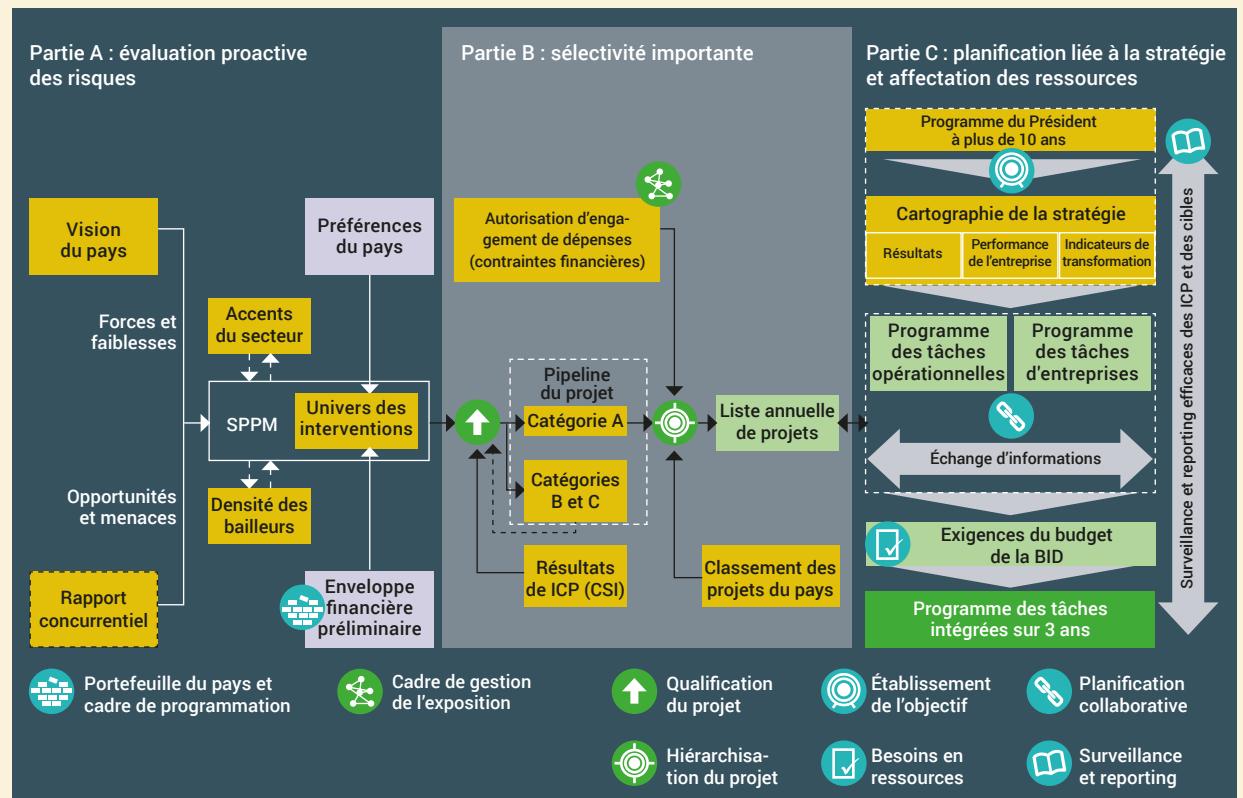
- ◆ La BID a adopté une approche réactive aux interventions, au lieu d'œuvrer de manière proactive avec les pays membres afin d'évaluer les besoins critiques.
- ◆ La sélection des projets ne correspondait pas bien aux besoins des PM (p.ex. le financement des infrastructures est allé aux pays ayant le plus besoin d'un développement de leurs infrastructures).
- ◆ Les allocations des ressources devaient mieux correspondre à la stratégie d'entreprise de la Banque afin de traiter plus efficacement les défis de durabilité opérationnelle, organisationnelle et financière.



Solution

Afin de traiter ces principales lacunes, le programme présidentiel a inauguré un Cadre de programmation stratégique intégrée (CPSI) pour toute l'organisation, qui comprend :

- ◆ Une évaluation proactive des besoins des pays membres afin d'identifier les besoins actuels et de prévoir plus efficacement les besoins futurs, définissant ainsi le programme de transformation de la BID pour ces pays membres.
- ◆ Garantir une sélection efficace des projets par le biais d'une matrice de qualification et de hiérarchisation de projets, qui harmonise la sélection de projets avec les besoins des pays membres et les priorités de la BID.
- ◆ Lier la stratégie et les ressources (c.-à-d. le financement des opérations et le budget administratif) en garantissant une définition solide des cibles et l'ordre des priorités, une approche collaborative et globale de la planification, l'alignement des exigences en matière de ressources avec les cibles et enfin un cadre solide de suivi.



Cadre de programmation stratégique intégrée²



L'OPPORTUNITÉ 1/5/10

Dans la présente section

Compte tenu des millions de nouveaux emplois nécessaires chaque année, la capacité à passer de la stratégie à l'exécution est plus cruciale que jamais. Les pays membres ont une opportunité sans précédente de supprimer les entraves à l'investissement en soutenant les industries conductrices du développement durable.

1 trillion de dollars des États-Unis d'investissement pour les ODD 74

Promouvoir 5 industries à l'échelle mondiale 76

Alimentation et agroalimentaire 76

Industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure 81

Petroleum and chemicals 83

Bâtiment 86

Finance islamique 88

Création de 10 millions de nouveaux emplois décents par an 91

Programmes de la chaîne de valeur de bout en bout en pratique 94

Développer la chaîne de valeur du bois au Gabon 94

Exploitation du potentiel du Gabon dans la chaîne de valeur de l'industrie du manganèse 95



Introduction

Les pays membres de la BID peuvent s'attendre à bénéficier d'une perspective historique de développement : l'opportunité 1/5/10. Ce terme se réfère à la mobilisation de 1 trillion de dollars des États-Unis par le biais de cinq grandes industries afin de prendre le leadership du développement dans les pays membres, générant 10 millions de nouveaux emplois par an d'ici 2030.

Un atout majeur de l'opportunité 1/5/10 est sa capacité à intégrer les sources de financement aux tendances de l'emploi dans les principales industries. L'intégration de ces trois aspects du paysage du développement pourrait complètement révolutionner la manière dont la Banque travaille avec ses pays membres. Le nouveau modèle d'entreprise de la Banque permet aux pays membres de capitaliser sur chacun de ces aspects. Le fait que l'approche de financement de la Banque doit prendre en compte des tendances plus larges et plus diverses fait partie intégrante du nouveau modèle.

Le premier des trois aspects est que selon les estimations, les PM peuvent catalyser, avec l'aide de la Banque, 1 trillion de dollars américains provenant des ressources du marché mondial dans certains des principaux secteurs des Objectifs de Développement Durable (ODD). Deuxième aspect : le succès de la BID et de ses pays membres dépend de leur soutien à cinq industries sélectionnées pouvant jouer un rôle important dans les résultats mondiaux en matière de développement. Troisième aspect : si 10 millions de nouveaux emplois décents par an peuvent être créés (en particulier pour les femmes et les jeunes), les pays membres atteindront plus rapidement leurs objectifs de développement.

L'adoption du nouveau modèle d'entreprise ouvre la voie à un meilleur scénario d'augmentation des capacités financières générales cumulatives de la BID pour atteindre 16,5 milliards de dollars américains entre 2019 et 2021, ce qui représente 50 %, 80 % et 80 % d'augmentation des approbations en 2019, 2020 et 2021, respectivement. Le nouveau modèle d'entreprise pourrait mobiliser 200 milliards de dollars américains provenant de sources nationales et étrangères de financement sur une période de 12 ans. La BID est prête

Une tannerie de cuir traditionnelle dans la vieille médina de Fez au Maroc. L'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure est considérée comme une industrie « naissante » type pour les pays, et la première étape sur l'échelle de l'industrialisation

à collaborer plus étroitement avec ses pays membres afin de transformer les défis historiques actuels en opportunités historiques de croissance et de prospérité.

En exploitant les opportunités 1/5/10, les pays membres se préparent à un avenir meilleur grâce à la combinaison de nombreux facteurs, notamment l'augmentation des capacités et des compétences des industries ; des marchés plus dynamiques liés aux chaînes mondiales de valeur ; la création accélérée d'emplois permettant d'atteindre les objectifs mondiaux. D'autres avantages comprennent l'augmentation des rendements de la valeur ajoutée ; la réduction de la volatilité des prix et des déficits commerciaux ; la baisse de la dette souveraine ; l'augmentation des revenus et de leur équité ; et l'atténuation de la pauvreté.

L'atteinte de niveaux appropriés d'industrialisation dans les pays membres est une facette importante du nouveau modèle d'entreprise de la BID. En gardant cela à l'esprit, la Banque met en avant cinq industries ayant un potentiel important pour faire progresser le processus d'industrialisation dans cinq industries majeures jusqu'aux niveaux propres à la quatrième génération : l'agroalimentaire ; le textile, l'habillement, le cuir et les chaussures ; le pétrole et les produits chimiques ; le bâtiment et la finance islamique.

Étant donné que l'échéance des ODD à l'horizon 2030 correspond à moins de deux cycles de projets souverains, il devient urgent d'explorer les alternatives de financement du développement que la Banque a identifiées pour donner aux pays membres les meilleures chances de réussir. Des changements sont requis, non seulement au niveau de l'approvisionnement, tels que les instruments de mobilisation des ressources, mais également au niveau de la demande, affectant la nature des projets bénéficiant du déploiement du financement mobilisé. Il est nécessaire de réduire de manière significative les cycles de projet afin de réussir à faire le pas de géant requis.

Le nouveau modèle d'entreprise de la Banque traite de ces questions cruciales avec pour objectif de permettre à la BID de faire un pas décisif, passant d'interventions à court terme traitant des points sensibles immédiats et limités à une nouvelle perspective des solutions du développement, accompagnée de l'utilisation des opportunités 1/5/10, afin de surmonter les obstacles à la croissance durable.

1 trillion de dollars des États-Unis d'investissement pour les ODD

Chaque année, les pays membres (PM) de la BID doivent canaliser entre 700 milliards et 1 trillion de dollars américains vers des secteurs essentiels aux Objectifs de Développement Durable (ODD).¹ Les infrastructures sont de loin le secteur le plus demandeur en capital dans ces pays, représentant trois dollars sur quatre (72%) des besoins totaux en financement des ODD.

Les gouvernements nationaux jouent un rôle important dans l'élimination des entraves à l'afflux à la fois d'investissements privés et d'investissements étrangers directs dans le développement. Cela contribuera à mobiliser 1% du marché mondial de capitaux dont les PM ont besoin pour atteindre les ODD.

En mobilisant des fonds des marchés de capitaux, la BID entrevoit une excellente opportunité de tirer parti de ses principaux atouts pour multiplier son effet sur le développement en créant des synergies mondiales

De nouvelles politiques sont nécessaires pour garantir un environnement solide et propice aux affaires. Parallèlement, la BID aura besoin de se concentrer sur le financement des industries dans lesquelles les pays membres ont un avantage comparatif (tel que souligné précédemment), leur permettant de mieux s'intégrer aux chaînes de valeur mondiales.

En mobilisant des fonds des marchés de capitaux, la BID entrevoit une excellente opportunité de tirer parti de ses principaux atouts pour multiplier son effet sur le développement en créant des synergies mondiales. Tout d'abord, la Banque joue le rôle de courtier, rassemblant les ressources des investisseurs privés en palliant le manque de confiance. Le principal facteur freinant les investissements d'infrastructure à long terme est la perception du degré de risque des pays membres. Cette perception est due à des facteurs tels que le manque de familiarité avec les dynamiques locales et les mandats restreints d'investissement. Cependant, l'expérience montre que le niveau de risque d'investissement dans les infrastructures n'est que légèrement plus élevé que celui de transactions comparables dans les pays développés.

Deuxièmement, l'aide privée au développement actuelle provenant de 24 pays est estimée à au moins 44,6 milliards de dollars des États-Unis, soit l'équivalent de plus d'un quart de l'Aide Publique au Développement (APD) accordée aux pays en voie de développement. Les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de la société civile sont les principaux prestataires de l'aide privée au développement, contribuant à hauteur de 53% du total de 44,6 milliards de dollars américains, tandis que les entreprises fournissent 20% du total et les fondations 16%. Il est important de noter que les recettes de certaines de ces ONG sont au même niveau que le PIB de certains pays. De plus, certaines fondations (telles que la



En s'engageant à créer les conditions nécessaires au nouveau modèle d'entreprise, les PM disposent d'une opportunité historique de mobiliser 1 trillion de dollars américains en faveur des principaux secteurs des ODD

Fondation Bill-et-Melinda-Gates) ont fourni plus d'aide privée au développement que l'APD du Danemark et de la Corée du Sud, et un montant équivalent à l'aide de la Suisse. Outre l'aide privée au développement, 16% de l'aide publique est canalisée par les ONG.

La BID aspire à aider les pays membres à créer les conditions nécessaires pour mobiliser 1 trillion de dollars des États-Unis en faveur des principaux secteurs des ODD. Cette aspiration donne le ton du positionnement, de la stratégie et de l'approche de la Banque, mettant l'accent sur la maximisation des ressources, monétaires et en nature, pouvant être investies dans les économies des pays membres. Ce chiffre comprend trois niveaux de canalisation des ressources : directe, indirecte et induite.

Directe

Il s'agit du financement de la BID, du cofinancement, des ressources mobilisées et des investissements privés catalysés qui élargissent les projets de développement, comme ceux des infrastructures, de la santé et de l'éducation. La Banque jouera également un rôle dans la promotion des marchés financiers afin d'accroître la mobilisation des ressources internes pouvant contribuer à de tels investissements. Cela peut se faire par le biais de réformes fiscales, mais l'idée est d'augmenter la capacité d'un pays à mobiliser ses ressources internes. Les ressources en nature, comme la propriété intellectuelle générée par la production participative, la création et le transfert de connaissances et de services à un coût inférieur au cours du marché, comme c'est le cas de la campagne contre la cécité, en font également partie.

Indirecte

Le choix de la Banque de s'appuyer sur le capital-risque et l'industrialisation est à l'origine des ressources indirectes. En accordant la priorité à l'investissement efficace dans la coordination avec le secteur privé dès le départ, la BID garantit que l'investissement privé alimentera les fonds de capital-risque au niveau desquels elle opère. L'approche s'appuie sur la résolution des freins à l'information, à l'infrastructure et au capital humain, tout en traitant des défaillances du marché et de la coordination. Il doit y avoir de sérieuses raisons



Le niveau de risque d'investissement dans les infrastructures n'est que légèrement plus élevé par rapport à celui de transactions comparables dans les pays développés

L'approche s'appuie sur la résolution des freins à l'information, à l'infrastructure et au capital humain, tout en traitant des défaillances du marché et de la coordination

économiques de penser que les secteurs affectés par ces freins peuvent prospérer.

Induite

La BID peut se concentrer sur les secteurs qui ont une propension supérieure à générer des économies et des investissements. La Banque souhaitera générer un cercle vertueux dans lequel l'investissement du secteur privé entraîne une industrialisation et une urbanisation plus poussées, et la création de connaissances et de ressources qui peuvent être réinjectées dans l'économie. Par conséquent, la concentration sur les secteurs qui peuvent générer un niveau supérieur de valeur ajoutée entraînera invariablement l'augmentation du taux d'investissement et donc des ressources réinjectées dans l'économie.

Promouvoir 5 industries à l'échelle mondiale

En tirant parti des ressources naturelles et des avantages comparatifs intrinsèques des pays membres (PM), la Banque peut amorcer un processus de changement structurel pour devenir compétitive au niveau mondial, conformément à l'ODD 9. Ce changement sera géré dans une perspective prospective visant à atteindre les niveaux de productivité et d'innovation de l'Industrie 4.0 pour toutes les chaînes de valeur. La BID est idéalement positionnée pour mettre à profit les investissements privés dans cinq industries : l'agroalimentaire ; le textile, l'habillement, le cuir et les chaussures ; le pétrole et les produits chimiques ; le bâtiment et la finance islamique.

Alimentation et agroalimentaire

La chaîne de valeur de cette industrie s'étend de la culture, l'agriculture et l'élevage, à la consommation finale des produits. La chaîne comprend un large éventail d'acteurs et d'industries, dont les agriculteurs ; les fournisseurs de machines agricoles, de semences, de produits chimiques et de vaccins ; les experts en santé animale ; les fournisseurs de données pour l'agriculture de précision ; et les fournisseurs d'emballage alimentaire.

Les processus agroalimentaires sont les moyens utilisés par l'industrie alimentaire et agroalimentaire pour transformer les produits alimentaires issus d'animaux, tels que les vaches et les poules, ou issus des plantes telles que

Par conséquent, des interventions dans le paysage technologique changeant de la production alimentaire sont primordiales

les céréales, en produits alimentaires fabriqués industriellement pour la consommation humaine. Outre la production agroalimentaire, l'industrie comprend la transformation de produits agricoles, piscicoles et forestiers en produits non alimentaires, comme les biocarburants, les biomatériaux et les biotechnologies industrielles. À en juger par les tendances actuelles, la demande calorique devrait augmenter de 70%, tandis que la demande de consommation humaine et d'alimentation animale devrait augmenter d'au moins 100% d'ici 2050.¹

Afin de déterminer l'orientation de l'industrie agroalimentaire, une compréhension profonde de la géographie des régions, ainsi que des chaînes de valeur complexes, des intrants à la production, la transformation et la vente au détail, est nécessaire. Au niveau mondial, le principal défi réside dans le fait que les organisations du secteur privé, qui peuvent fournir des investissements étrangers directs, ne comprennent pas vraiment la géographie des régions les plus attractives pour l'agroalimentaire, certaines d'entre elles étant situées dans les PM de la BID.

Étant donné les préoccupations grandissantes de la dégradation des conditions environnementales des terres agricoles, à laquelle s'ajoute la croissance de la population, la disponibilité des terres agricoles diminue et les changements climatiques jouent également un rôle négatif. De plus, la bio-ingénierie des aliments constitue une importante préoccupation pour une industrie qui dépend encore de méthodes de culture obsolètes et inefficaces. Par conséquent, des interventions dans le paysage technologique changeant de la production alimentaire sont primordiales.

La culture récente en laboratoire de la viande et des plantes est prometteuse. Si ces



Les champs fertiles d'Azerbaïdjan. À l'échelle mondiale, le principal défi est que les organisations du secteur privé qui peuvent fournir des investissements directs étrangers ne comprennent pas vraiment la géographie des régions les plus attractives pour l'agroalimentaire



Un technicien agricole burkinabé inspecte le coton transgénique. Si ces technologies sont généralisées, elles pourraient entraîner un changement significatif dans les méthodes utilisées par l'industrie agroalimentaire

technologies sont généralisées, elles pourraient entraîner un changement significatif dans les méthodes utilisées par l'industrie agroalimentaire. Premièrement, les technologies peuvent contribuer à promouvoir une nutrition personnalisée, car il sera possible de produire des aliments chez soi. Deuxièmement, ce changement aidera à démystifier le concept d'aliments de synthèse, ce qui est crucial pour permettre à l'humanité de répondre à la demande croissante. Le soutien à cette industrie allège le fardeau de la satisfaction de l'ensemble de la demande et, dans la mesure du possible, interrompt la tendance actuelle en introduisant des solutions non conventionnelles de développement permettant d'accroître l'efficacité et la productivité.

Les technologies peuvent contribuer à promouvoir une nutrition personnalisée, car il sera possible de produire des aliments chez soi



La chaîne de valeur de la mangue exportée ciblant les marchés européens présente un potentiel de valeur ajoutée supérieur pour les agriculteurs locaux

ÉTUDE DE CAS

Exportation de la mangue du Mali

La production annuelle de mangues au Mali s'élève à environ 65 000 tonnes, dont une large proportion est consommée localement. Bien que la chaîne de valeur de la mangue exportée à destination des marchés européens présente un potentiel de valeur ajoutée supérieur pour les agriculteurs locaux, les obstacles quant à l'accès à ces marchés sont multiples du fait des restrictions relatives à la qualité. La certification selon les normes mondiales reconnues permet aux agriculteurs et aux exportateurs d'accéder à ces marchés et, en particulier, de vendre ces produits à un prix plus élevé. Le respect des normes de certification requiert une coopération étroite entre les producteurs de mangues (petite échelle), les transformateurs et les exportateurs (grande échelle), en particulier en ce qui concerne les flux d'informations.

Un groupe de 150 producteurs de mangues du bassin de Sikasso ont formé un partenariat avec trois grands transformateurs de mangues (mangue séchée, jus) et un exportateur de mangues fraîches (Agrumes et Oléagineux du Mali – AOM) afin d'obtenir la certification de plusieurs normes internationales (Tesco, BSCI, Albert Heijn, GlobalGAP et certification biologique). Grâce au coaching et à la formation des producteurs de mangue et des agents de contrôle de la qualité, et aussi à la facilitation du processus officiel d'audit, l'exportateur AOM et les 150 producteurs de mangues associés ont pu obtenir la certification. Grâce à elle, ils ont pu accéder aux marchés européens.

ÉTUDE DE CAS**Accès à l'informatique des petits exploitants agricoles au Nigeria**

Le Nigeria, qui occupe le second rang économique en Afrique, compte environ 30 millions de petits agriculteurs qui fournissent 95% de la production agricole du pays. En raison du manque d'informations et de services de vulgarisation efficaces, la plupart des agriculteurs n'ont pas accès à des informations correctes, à l'image des prévisions météorologiques, de l'approvisionnement des intrants, des cours des produits et des marchés.

Les téléphones portables étant déjà largement répandus dans les zones rurales du Nigeria, les applications mobiles s'avèrent être une manière économique de disséminer des informations aux agriculteurs. Les applications RiceAdvice et MaizeAdvice, développées par l'Initiative Africaine sur le Riz (ARI) et l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA), et l'ISKA, le service de prévision météorologique par SMS, en sont de bons exemples. Après les avoir testées auprès d'environ 2500 agriculteurs pilotes, les applications sont maintenant activement promues par l'IITA et ont jusqu'à présent été utilisées par environ 10 000 agriculteurs. Grâce au réseau international

Des start-ups privées, ainsi que des instituts internationaux de recherche, investissent dans les solutions de TIC ciblant les agriculteurs au Nigeria et dans l'ensemble du continent africain



Les applications sont dorénavant activement promues et ont été, jusqu'à présent, utilisées par environ 10 000 agriculteurs

de l'ARI et de l'IITA, l'innovation peut facilement se propager aux agriculteurs d'autres pays africains.

Cependant, les agriculteurs doivent être formés et encadrés pour utiliser efficacement les applications. C'est le rôle des Programmes de Développement Agricole (ADP) dans le cadre des services publics de vulgarisation de chaque État fédéral du Nigeria. Des liens doivent être établis entre les groupements d'agriculteurs et les services de recherche afin d'ajuster les informations selon les besoins des agriculteurs et les tous derniers résultats de la recherche agricole.

L'utilité des applications peut également être améliorée, par exemple en intégrant des vidéos animées en 3D afin d'illustrer les bonnes pratiques agricoles. À long terme, les solutions des TIC dans l'agriculture (ICT4Ag) peuvent également être élargies aux autres pays africains afin de permettre à chaque petit exploitant agricole de devenir un membre à part entière de la société numérique à l'échelle mondiale.

ÉTUDE DE CAS**Production d'aliments biologiques au Kirghizstan**

L'adhésion du Kirghizstan à la Communauté Économique Eurasiennne (CEEAA) en 2015 a contribué à promouvoir l'agriculture et les exportations alimentaires du pays vers les autres pays membres de la CEEAA. Cependant, l'adhésion à la CEEAA requiert également d'importantes améliorations dans le domaine de la sécurité alimentaire et du contrôle de la qualité alimentaire, afin d'exploiter le potentiel de croissance dérivé de l'élargissement du nombre des opportunités d'exportations.

La concurrence sur la plupart des produits agricoles s'intensifiera probablement à l'avenir,



Les téléphones portables étant déjà largement répandus dans les zones rurales du Nigeria, les applications mobiles s'avèrent être une manière économique de disséminer des informations aux agriculteurs

non seulement de la part des pays de la CEEA, mais également des pays voisins, tels que la Chine, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan.

En réponse à ces défis, le Kirghizstan renforce à présent sa compétitivité dans la production biologique, le pays bénéficiant par ailleurs d'un environnement relativement préservé. Les agriculteurs, ainsi que les transformateurs alimentaires Kirghizes, reçoivent des conseils sur le développement des chaînes de valeur biologiques par le biais de l'introduction et de la facilitation de la certification biologique. Les abricots secs ou les confitures à base de baies sauvages en sont des exemples. Le gouvernement Kirghize soutient la production biologique et a adopté en 2013 le Plan national d'action en faveur de l'agriculture biologique (KONAP). Il a également soutenu la création de la Fédération du mouvement biologique (Bio-KG).

À ce stade, les prix avantageux des produits biologiques sont obtenus principalement dans l'UE et aux États-Unis. La République Kirghize planifie également d'inaugurer de nouveaux marchés d'exportation en Russie et dans le Moyen-Orient, et de renforcer son marché intérieur pour les produits alimentaires biologiques certifiés.



Le Kirghizstan met l'accent sur les niches commerciales qu'il peut desservir en utilisant ses avantages comparatifs

La République Kirghize planifie d'inaugurer de nouveaux marchés d'exportation en Russie et dans le Moyen-Orient, et de renforcer son marché intérieur pour les produits alimentaires biologiques certifiés



Des groupes de jeunes qui sont intéressés bénéficient d'une formation dans des exploitations-écoles et reçoivent des kits de démarrage comprenant des outils agricoles, des semences améliorées et un équipement de transformation après-récolte

ÉTUDE DE CAS

Réhabilitation des plantations de café et de cacao en Sierra Leone

Environ un tiers de la population de Sierra Leone a entre 18 et 35 ans, et 63% d'entre eux ont des possibilités d'emploi et de revenus restreintes. Dans les districts de Kono et de Kailahun dans l'Est du pays, plus de 100 000 hectares sont recouverts de plantations de cacao et de café, qui ont un rendement extrêmement inférieur à leur capacité ou qui ont été négligées pendant la guerre civile. Un programme organisé par le gouvernement national avec l'aide de donateurs internationaux aide à présent les jeunes des zones rurales à devenir cultivateurs de café et de cacao.

Des groupes de jeunes qui sont intéressés bénéficient d'une formation dans des exploitations-écoles et reçoivent des kits de démarrage comprenant des outils agricoles, des semences améliorées et un équipement de transformation après-récolte. Des services privés de vulgarisation sont mis en place pour offrir aux jeunes agriculteurs des formations et des conseils techniques de manière durable.

Un atout majeur de la Sierra Leone est que son café et son cacao sont biologiques par défaut, et la production est fondée sur des variétés et espèces anciennes. Le *Coffea stenophylla* est un exemple d'espèce de caféier qui est particulier à la Sierra Leone et qui est recherché par les cultivateurs de café et les passionnés du monde entier intéressés par les cafés de spécialité en dehors de l'Arabica et du Robusta omniprésents.



La BID peut amener l'Économie Bleue à investir dans les pays qui sont actuellement exclus des initiatives en matière d'investissement.

Investir dans l'Économie Bleue

La navigation et la logistique maritime acheminent 90% du commerce mondial et l'océan est l'une des pierres angulaires de l'économie mondiale¹, avec une contribution d'environ 2,5 trillions d'USD². Il fournit une gamme de produits de base essentiels à la vie humaine, notamment le poisson, les hydrocarbures et les minéraux.

Toutefois, le secteur maritime est confronté à des difficultés croissantes. Le changement climatique nuit à la santé des océans, ce qui a des répercussions sur de nombreux écosystèmes en raison de la hausse des températures des océans, tandis que l'acidification des océans et les plastiques qui les polluent sont des préoccupations majeures. Consciente de l'ampleur gigantesque de ces enjeux, les Nations unies ont créé leur premier Envoyé spécial pour les océans.

Il s'agit de problèmes significatifs pour de nombreux pays membres (PM) de la BID, 85% d'entre eux ayant des côtes océaniques ou des mers intérieures³. Dans un contexte de crise croissante, que ces pays sont susceptibles de rencontrer ou à laquelle ils sont déjà confrontés, la Banque explore le marché de l'investissement maritime, dans le but de créer éventuellement un Fonds d'investissement maritime. L'objectif est de répondre aux besoins identifiés parmi les PM dotés de zones côtières affectées par l'exposition à des effets néfastes.

Par le biais d'un tel Fonds d'investissement maritime, les PM peuvent investir dans des projets maritime à petite et à grande échelles, en utilisant la finance islamique. Arborant le label « Construire la base de l'Économie Bleue » et façonné en partie sur le modèle du Fonds de Transformation, il aura une ambition et une portée mondiales et s'appliquera à l'ensemble du portefeuille de la BID, avec une attention particulière portée aux pays les moins développés. Il investira dans un éventail

Par le biais d'un tel Fonds d'investissement maritime, les PM peuvent investir dans des projets maritime à petite et à grande échelles, en utilisant la finance islamique.

d'activités liées à l'Économie Bleue, notamment l'aquaculture et les produits de la mer, la logistique maritime, l'électricité offshore, ainsi que la science marine et le tourisme maritime.

Un capital considérable sera nécessaire afin de résoudre ces problèmes et d'adapter les industries de la mer pour qu'elles fonctionnent de manière plus efficace. Alors que les industries maritimes restent sous-capitalisées, en raison des risques perçus par les investisseurs commerciaux et du manque d'instruments financiers ciblés, une telle plateforme peut offrir à la BID la possibilité d'assumer le leadership pour les nouveaux investisseurs du secteur.

À ce jour, les fonds d'investissement ciblant l'Économie Bleue se sont concentrés sur les pays développés et, dans une moindre mesure, les pays à revenu faible ou modéré. La BID peut utiliser son mandat eu égard à la réduction de la pauvreté afin d'amener l'Économie Bleue à investir dans les pays qui sont laissés pour compte. Afin de permettre à ces économies de relever leurs défis maritimes, la Banque déploiera une gamme complète de services provenant de tous les départements du groupe de la BID, en partenariat avec des parties prenantes externes, notamment des investisseurs influents, des organisations philanthropiques et des investisseurs commerciaux.

Données maritimes

- ◆ 85% des pays de la BID sont des états côtiers.³
- ◆ Tous les pays de la BID ont des communautés situées le long des rivières et des lacs.
- ◆ L'aquaculture est le segment qui connaît la croissance la plus rapide dans l'industrie agroalimentaire.
- ◆ La contribution des océans envers l'économie mondiale est de l'ordre de 2,5 trillions d'USD.²
- ◆ 90% des pêcheries mondiales sont à leur capacité de reconstitution ou au-delà.¹
- ◆ L'industrie mondiale des produits de la mer génère 350 millions d'emplois⁴, soit 10 à 12 % des emplois à l'échelle mondiale.⁵
- ◆ Un milliard de personnes consomment essentiellement du poisson comme principale source de protéines dans leur régime alimentaire et pour 3,2 milliards de personnes, le poisson représente au moins 20% de leurs apports en protéines animales.⁶
- ◆ Les transports maritimes acheminent 90% du commerce mondial.⁷



Le tissage du coton sur une machine à tisser à jet d'air : une technologie qui a des conséquences économiques considérables pour les pays membres

Industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure

Dans le secteur du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure (THCC), il existe diverses étapes de production, telles que la transformation des matières premières, la conception et l'assemblage de vêtements finis destinés à la vente sur le marché mondial. Ce secteur s'est avéré faire partie intégrante des stratégies de croissance et de développement des pays en voie de développement et est considéré comme étant une industrie « naissante » type à l'aube de l'industrialisation, offrant des emplois de base pour une main-d'œuvre non qualifiée. Au cours de son processus d'expansion, il fournit une base sur laquelle constituer un capital pour des industries plus exigeantes sur le plan technologique. Certains des pays membres de la BID sont les premiers producteurs mondiaux de l'industrie textile, ce qui favorise leurs exportations et génère un grand nombre d'emplois. Toute perturbation de ce secteur pourrait donc avoir des retombées économiques désastreuses.

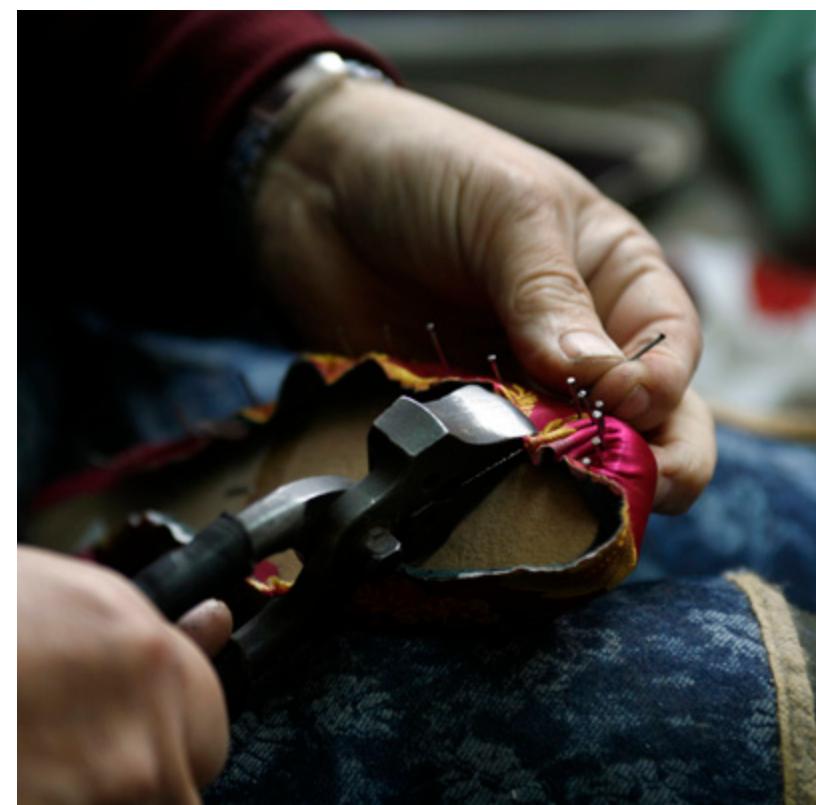
Avec la croissance de la quatrième révolution industrielle (voir page 20), cette industrie pourrait rencontrer des difficultés, car les emplois à forte densité de main-d'œuvre sont remplacés par des machines, notamment quand l'automatisation permet de réaliser des progrès en matière de solutions de fabrication intelligentes pouvant

L'émergence de la technologie des métiers à tisser à jet d'air a augmenté la vitesse de traitement du tissage jusqu'à 1.000%

remplacer les emplois existants dans l'industrie, et ce à grande échelle. Par exemple, l'émergence de la technologie des métiers à tisser à jet d'air a augmenté la vitesse de traitement du tissage jusqu'à 1000%.¹

La nanotechnologie devrait également continuer à transformer l'industrie du textile. Grâce aux nanosciences, des progrès pourront être réalisés dans le domaine du traitement des matériaux et conduire à la conception de matériaux légers et durables. En outre, la nanotechnologie aidera à améliorer l'efficacité de la production, notamment en termes d'économies d'énergie.

Le paysage de l'industrie du THCC évolue inévitablement très rapidement. Il est essentiel de protéger les pays membres contre les effets négatifs, ce qui nécessitera un renforcement important des capacités pour certains d'entre eux, où le THCC constitue le principal secteur de commercialisation. Afin d'introduire une forte valeur ajoutée, il faudra former davantage d'ingénieurs dans les disciplines classiques, telles que la mécanique des matériaux et la thermodynamique, ainsi que dans les nouvelles sciences techniques, telles que celles en lien avec des matériaux composites.



Pantoufles turques fabriquées à Istanbul. La nanotechnologie aidera à améliorer l'efficacité de la production, en particulier dans le domaine des économies d'énergie



Ces dernières années, des initiatives dynamiques ont été mise en place pour des start-ups locales innovantes, spécialisées dans l'industrie du textile et de la mode

ÉTUDE DE CAS

Liens relatifs à l'industrie textile Jordanienne

L'industrie textile jordanienne contribue au système économique du pays avec plus de 50 000 ouvriers dans le secteur au niveau national. En 2016, les articles d'habillement et accessoires vestimentaires, tricotés ou crochetés, représentaient la valeur la plus élevée exportée par l'économie jordanienne, soit 1.13 milliards de dollars des États-Unis. A l'époque, les États-Unis, la Chine, l'Inde et l'Union européenne représentaient les principaux marchés. Il existe également un potentiel d'augmentation en matière d'exportations et d'ouverture de nouveaux marchés.

L'une des difficultés auxquelles le secteur est actuellement confronté est l'incapacité de recruter du personnel local. La main-d'œuvre locale est composée à 30% de Jordaniens et à 70% de migrants.

Le gouvernement a mis en place un programme destiné à encourager les personnes employées dans le secteur du textile et à améliorer leurs conditions de travail. Better Work Jordan est un élément important de ce programme d'action. Créé en 2009, ses actions ont porté principalement sur la mise à niveau sociale et le renforcement de la compétitivité de l'industrie textile.

Ces dernières années, des start-ups locales innovantes, spécialisées dans l'industrie du textile et de la mode, ont elles aussi pris des initiatives. DeZain, l'incubateur dédié aux start-up à Amman, met fortement l'accent sur le renforcement et le développement des capacités des créateurs et des producteurs de textiles jordaniens.

Une approche intégrée est en cours de développement avec pour objectif l'articulation et la promotion des liens entre les enjeux de la production textile et le soutien à apporter aux entrepreneurs du secteur. Cette approche vise à augmenter les échanges de bonnes pratiques pour

Une approche intégrée est en cours de préparation avec pour objectif l'articulation et la promotion des liens entre les défis de la production textile et le soutien à apporter aux entrepreneurs du secteur

accompagner les petites et microentreprises du secteur et pour diversifier la production locale.

Afin que le secteur puisse continuer à intégrer les migrants et les réfugiés, tout en essayant d'accroître les possibilités d'emploi pour les Jordaniens, la mise à niveau sociale est un paramètre fondamental au sein de la chaîne de valeur mondiale pour améliorer les droits et prérogatives des travailleurs.

ÉTUDE DE CAS

L'industrie du ballon de football au Pakistan

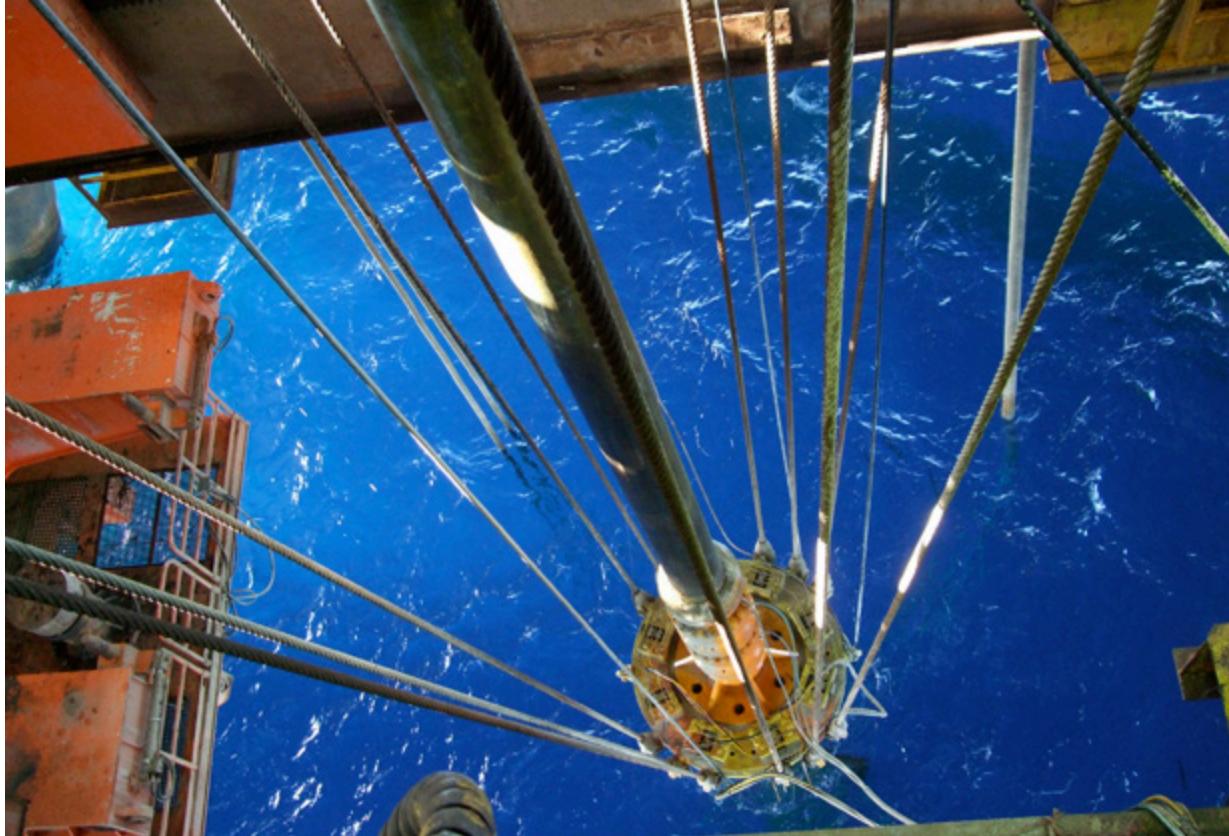
Sialkot, au Pakistan, est un important producteur de ballons de football cousus à la main, avec environ 130 entreprises qui les fabriquent et alimentent toutes les grandes marques.² Le football n'ayant jamais été un sport très populaire dans le pays, l'existence du groupe spécialisé dans la fabrication de ballons de football semble s'opposer à l'effet du marché intérieur, qui veut que les pays tendent à exporter des biens pour lesquels ils ont d'importants marchés intérieurs.

Toutefois, les origines du groupe, qui remontent à la fin du dix-neuvième siècle, suggèrent que l'effet du marché intérieur semble avoir eu de l'importance lors de la création du groupe de par le passé. Les effets d'agglomération et de politique industrielle ont conduit à une croissance continue du secteur. Ceci indique que l'absence de demande locale contemporaine n'est pas en soi un argument contre les effets du marché intérieur.

Cela correspond aussi à l'idée que des contacts étroits avec les consommateurs finaux sont la clé du succès de la fabrication dans les pays en voie de développement, du moins aux premiers stades.³



La production du cuir au Pakistan



Un puits central et une plateforme pétrolière de type semi-submersible. Si ces technologies sont associées à l'évolution du paysage du marché, à l'image de l'intégration de la technologie des bioplastiques et de l'impression 3D, cela génèrera un accroissement de la demande sur des plastiques plus spécialisés

Pétrole et produits chimiques

La chaîne de valeur de l'industrie pétrolière s'étend de l'exploration à la vente au détail et au négoce du pétrole brut et/ou d'autres produits pétroliers. Il existe de nombreuses étapes intermédiaires incluant la production, le stockage, l'expédition et le raffinage ou la transformation des ressources pétrolières en produits utilisables par les industries et les consommateurs privés. Le marché est plus grand que la totalité des marchés des métaux, la plus grande proportion des produits étant le mazout et l'essence.

Cette industrie a le potentiel de créer un volume d'emplois très important, qui exigent un large éventail d'expertises différentes, allant d'emplois hautement qualifiés à des emplois peu qualifiés à haute intensité de main-d'œuvre. Ceci est particulièrement intéressant pour les pays membres de la BID qui ont des profils économiques divers. De nombreux PM sont des producteurs de pétrole et de produits chimiques, un cinquième de leurs emplois étant liés à ces industries.

Les nouvelles technologies susceptibles de perturber ce secteur d'activité peuvent être divisées en deux groupes avec un effet différent pour chacun. D'une part, les nouvelles technologies de forage pourraient multiplier par six l'approvisionnement en pétrole.¹ Cette augmentation exercera d'énormes pressions à la baisse sur les prix des matières premières

Les interventions futures de la Banque devront s'orienter vers le renforcement de la capacité à développer la fabrication en amont de produits pétroliers

pétrolières, ce qui implique que le recours à la vente et à la distribution de produits pétroliers bruts pour financer les budgets nationaux ne constitue plus un problème pour les pays membres.

En conséquence, les interventions futures de la Banque doivent s'orienter vers le renforcement des capacités de développement de la fabrication, en amont des produits pétroliers, et le développement des chaînes de valeur pétrochimiques, en particulier en termes de fabrication en amont et en aval, là où se trouve la majeure partie de la valeur ajoutée. Cette orientation est vitale, car les pays membres producteurs de pétrole pourront ainsi diversifier leur économie. En outre, l'évolution de l'industrie pétrolière et pétrochimique en amont et en aval rendra les pays plus résilients aux chocs des prix des produits pétroliers, en créant des produits tampons.

Outre la pétrochimie, un grand nombre de PM sont également fortement impliqués dans des produits qui alimentent le secteur des produits chimiques industriels, en fournissant des matières premières et des produits élaborés à des fins industrielles, agricoles, horticoles, domestiques et pharmaceutiques. L'importance de l'industrie pour l'économie des PM parle d'elle-même.

D'autre part, de nouvelles technologies telles que la fracturation permettront de s'approvisionner en produits pétroliers à un coût plus compétitif. Si ces technologies sont associées à l'évolution du marché, comme l'intégration de la technologie des bioplastiques et de l'impression 3D, il y aura un accroissement de la demande de thermoplastiques plus spécialisés, notamment de l'acide polylactique biodégradable (APL).²

Tout d'abord, les pays membres doivent par conséquent adapter leurs technologies d'approvisionnement pour rester compétitifs par rapport aux autres acteurs mondiaux. Deuxièmement, l'accroissement futur de la demande pour des plastiques plus complexes peut permettre aux PM d'améliorer leurs chaînes de valeur existantes dans les secteurs du pétrole et des produits chimiques et de se positionner afin de conquérir ces nouveaux marchés.

Bénéficiant d'une plus grande valeur ajoutée dans ces industries à fort impact, les pays membres seront en mesure de changer collectivement de statut et passer de simples pays producteurs de pétrole à celui de développeurs de technologies, tout en se diversifiant dans plusieurs autres gammes de produits.



Le nouveau pipeline desservira le Sud Soudan, l'Ouganda, la Tanzanie et la République Démocratique du Congo et contribuera positivement à l'économie locale

ÉTUDE DE CAS

Recherche en République Démocratique du Congo

En raison du prix élevé payé par les consommateurs finaux en Afrique pour les produits pétrochimiques exploités sur leur propre territoire, il existe un fort besoin de développement d'une industrie pétrochimique présentant une réelle valeur ajoutée sur le continent. Ce fut l'objectif d'un processus de matérialisation qui s'est déroulé sur le graben Albertine, à l'est de la République Démocratique du Congo. Le processus consistait à effectuer des recherches et établir des cartographies sur le terrain, à réaliser des études comportementales sur la population, à préparer des dossiers et des procès-verbaux de conformité des coordonnées géographiques et à déterminer les types ou dimensions des infrastructures à implanter, ainsi que les équipements à utiliser. A cet effet, dans une première phase, du personnel local a été recruté pour un budget de près de 60 000 dollars des États-Unis. Au cours de la deuxième phase, pendant la campagne sismique, plusieurs travaux de grande envergure ont été réalisés avec une main-d'œuvre plus importante, pour un budget total de près de 27 millions de dollars des États-Unis, dont 10% ont été alloués à la population locale. À l'issue de ce processus, un accord pour un projet de construction d'un pipeline a été conclu. Ce pipeline desservira le Sud Soudan, l'Ouganda, la Tanzanie et la République Démocratique du Congo et contribuera positivement à l'économie locale. La mise en place d'une telle industrie nécessite des investissements très importants, c'est la raison pour laquelle les gouvernements des différents pays de la région pourraient envisager d'instaurer une indication de prix lors de la fixation des prix des carburants avec, pour conséquence positive, une réduction progressive des importations de produits raffinés ainsi que des dérivés du pétrole.

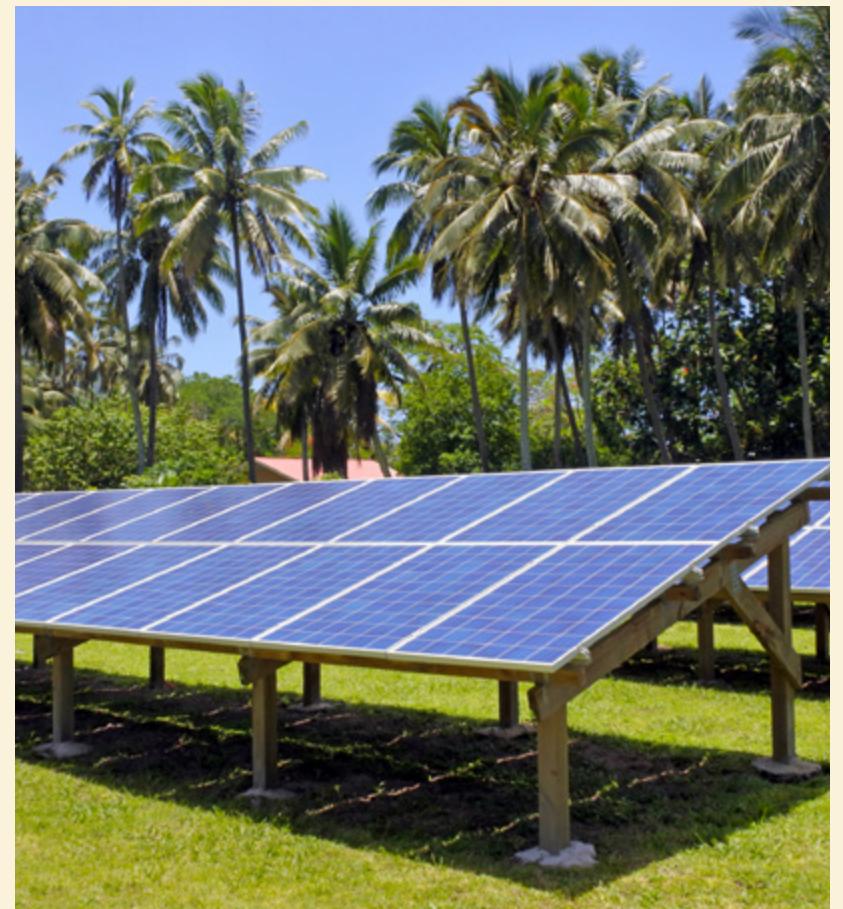
L'accroissement futur de la demande pour des plastiques plus complexes peut permettre aux PM d'améliorer leurs chaînes de valeur existantes dans les secteurs du pétrole et des produits chimiques et de se positionner afin de conquérir ces nouveaux marchés

ÉTUDE DE CAS

Vers un développement durable aux Maldives

Au cours des 40 dernières années, les Maldives ont réussi à plus que doubler leur économie. Au cours des 20 dernières années, le taux de croissance économique a été de 7% par an. Cette évolution régulière est principalement due à l'augmentation du tourisme, secteur qui représente aujourd'hui 28% du PIB total.

Cependant, le tourisme est une industrie ayant une incidence sur l'environnement et qui a besoin de gagner en autonomie en matière de capacités de services et de services publics. Aux Maldives, l'approvisionnement en énergie est largement tributaire des importations de combustibles fossiles. Récemment, le coût de l'énergie a atteint 18% du PIB. Au niveau national, la sécurité énergétique représente 40 millions de dollars américains. Au niveau local, le manque d'approvisionnement énergétique adéquat et abordable peut être un obstacle à la vie quotidienne dans certaines des îles les plus reculées.



La croissance économique basée sur le tourisme s'est accompagnée de coûts et de désavantages importants, d'où la nécessité de fournir des services durables



Les avantages incluent la réduction des émissions en CO₂ en déplaçant 40 000 tonnes d'équivalent CO₂ par an

En 2015, des études ont démontré que des investissements dans l'énergie solaire photovoltaïque, à hauteur de 25 MW, incluant une capacité de stockage de 8 MWh et 44 centrales électriques diesel modernes, pourraient être facilement mis en œuvre au moyen de systèmes installés sur les toits ou de supports fixés au sol dans 166 des 194 îles de l'archipel. Les avantages de ces investissements peuvent se traduire par :

- ◆ La réduction de la consommation générale d'énergie, en diminuant les pertes et les importations d'énergie
- ◆ L'amélioration de la sécurité et de la fiabilité de l'approvisionnement
- ◆ Le renforcement de nouvelles capacités au sein des deux services publics locaux (STELCO et FENAKA)
- ◆ La création de nouveaux emplois au sein des services d'exploitation et de maintenance dans le domaine de la production énergétique et des installations de réseau
- ◆ La contribution à une image plus écologique de l'industrie touristique
- ◆ La réduction des émissions de CO₂, en déplaçant 40 000 tonnes d'équivalent CO₂ par an.

ÉTUDE DE CAS

Les avantages des interconnexions au Nigeria

Le Nigeria dispose d'abondantes ressources naturelles, telles que le gaz et le pétrole, l'industrie énergétique peut donc jouer un rôle majeur dans l'économie nationale. Parallèlement, des pays voisins comme le Bénin, le Niger et le Togo demeurent totalement dépendants des importations d'électricité. Les opérateurs locaux sont souvent obligés de recourir à des méthodes coûteuses (par ex. les générateurs diesel) afin de remédier au manque d'approvisionnement.

Grâce aux effets d'entraînement, rendus possibles par les interconnexions du marché de l'électricité, les avantages se répercuteront sur l'environnement des investissements au Bénin et au Niger

La création du Système d'Échanges d'Énergie Électrique Ouest Africain (SEEEOA), par lequel des pays membres comme le Nigeria, le Bénin, le Niger, le Togo et d'autres sont interconnectés et échangent de l'électricité, contribuera à résoudre ces problèmes régionaux.

À l'heure actuelle, le SEEEOA apporte la touche finale aux interconnexions physiques pour acheminer l'électricité au-delà des frontières. Un ordre de 7% de l'électricité de la région sont actuellement échangés entre les 10 pays déjà connectés.

Les bénéfices économiques du SEEEOA sont estimés à hauteur de 5 à 8 milliards de dollars des États-Unis par an.³ Ils proviennent de coûts d'exploitation plus faibles et de la diminution des coûts de réseau. L'intégration améliorera la fiabilité et rendra l'électricité plus abordable, en permettant à tous les pays de bénéficier de ressources disponibles les moins coûteuses.

Le réseau électrique deviendra également plus résilient grâce une compensation plus simple en cas de pénuries d'énergie imprévues. Le marché non négligeable, créé par l'intégration de ces pays et de celle d'autres pays, sera plus attrayant pour les investissements du secteur privé en matière de production énergétique.

Grâce aux effets d'entraînement, rendus possibles par les interconnexions du marché de l'électricité, l'environnement des investissements au Bénin et au Niger profitera également des interconnexions et du cadre du SEEEOA.



Le Système d'Échanges d'Énergie Électrique Ouest Africain permet aux pays membres, tels que le Nigeria, le Bénin, le Niger et le Togo, de s'interconnecter et d'échanger de l'électricité



Le pont Lekki-Ikoyi au Nigeria. De nouvelles technologies, telles que les mégadonnées et l'Internet des objets, sont largement utilisées dans de nouveaux projets d'infrastructure. Elles ont permis de relier plus facilement les promoteurs de divers actifs d'infrastructure à leurs utilisateurs, ce qui a pour effet d'accroître la capacité à gérer un plus grand nombre de projets d'infrastructure durables

Bâtiment

Le secteur du bâtiment est une industrie d'une importance cruciale qui contribue grandement à la croissance économique d'un pays. Un dixième du PIB mondial repose sur l'industrie du bâtiment. En raison de ses liens étroits avec d'autres industries, l'industrie du bâtiment joue un rôle de premier plan dans la reprise économique de tous les pays. Ce secteur est également un générateur potentiel d'emplois, fournissant un travail à près de 7% de la population active à l'échelle mondiale. D'ici à 2030, l'industrie du bâtiment représentera 14,7% de la production économique mondiale¹. Compte tenu de l'expérience de la BID dans les projets d'infrastructure, il existe plusieurs moyens d'apporter son concours de manière non conventionnelle, notamment en matière de construction et d'infrastructure pour le développement. Par exemple, il est possible pour la Banque, entre autres, de mobiliser les fonds de la Zakat et de l'Awqaf pour financer de petits projets d'infrastructures sociales.

Un dixième du PIB mondial repose sur l'industrie du bâtiment. En raison de ses liens étroits avec d'autres industries, le secteur du bâtiment joue un rôle de premier plan dans le relance économique de tous les pays

Il y existe également de vastes opportunités pour l'industrie du bâtiment au sein de l'économie du partage. Des interventions nouvelles et innovantes pourraient intégrer le développement de l'Internet des objets (IdO), une activité de projet d'infrastructure correspondant à l'acquisition, la fourniture et le partage de l'accès aux biens et aux services, le tout facilité par une plateforme communautaire en ligne. Les nouvelles technologies, telles que les mégadonnées et l'IdO, sont largement utilisées dans les nouveaux projets d'infrastructure. Elles ont permis de relier plus facilement les concepteurs de divers actifs d'infrastructure à leurs utilisateurs, ce qui a pour effet d'accroître la capacité à gérer un plus grand nombre de projets d'infrastructure durables.

L'industrie du bâtiment est essentielle à la prospérité de toute nation et cruciale en matière de développement des infrastructures relatives à la santé, au transport et à l'éducation. Des routes et des bâtiments bien construits créent un environnement de travail sain, augmentant ainsi la productivité et, surtout, la flexibilité de la main-d'œuvre.

ÉTUDE DE CAS**L'industrie du bois dans le Bassin du Congo**

Couvrant 243 millions d'hectares, la forêt du Bassin du Congo est un réservoir de bois et de biodiversité de premier plan. Toutefois, son potentiel économique est sous-exploité, en raison d'une série de contraintes géographiques, logistiques et politiques.

Deux secteurs coexistent : un secteur moderne, dominé par des entreprises étrangères et bien connecté à la chaîne de valeur mondiale (CVM), qui exporte des produits à faible valeur ajoutée vers les marchés européens et asiatiques. Parallèlement, un secteur informel transforme des produits du bois de qualité médiocre à destination des marchés locaux.

La création d'un véritable marché régional, intégrant les marchés nationaux étroits avec une infrastructure et un environnement commercial adaptés, permettrait d'augmenter les capacités de transformation locales, avec un volume plus important de produits locaux sur les marchés locaux et plus de bois, qui seraient transformés plus localement pour les exportations de la région.

Il sera nécessaire de mettre en place des actions dans les domaines des infrastructures, de l'environnement des entreprises et de la formation professionnelle notamment, et d'obtenir un engagement politique fort de la part des autorités locales. Tous les pays du Bassin du Congo font

Le secteur du bâtiment est un générateur potentiel d'emplois, fournissant un travail à près de 7% de la population active à l'échelle mondiale

partie de la Communauté Économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et relèvent d'ores et déjà de réglementations communes. Le potentiel des réglementations (FSC) et des instruments financiers (REDD+) « verts » pourrait également être pris en compte.

Un engagement ferme de la part d'un donateur principal pourrait conduire à des avancées conséquentes, en particulier si ce donateur agissait de manière coordonnée, cohérente et constante.

Comme point de départ, les efforts se concentreront sur la République Démocratique du Congo, et notamment sur la région du Bassin du Congo, où les contraintes, les enjeux et les opportunités sont similaires. Ils pourraient ensuite s'étendre rapidement au niveau régional dans le but de promouvoir une approche régionale de mise à niveau économique de la CVM.

ÉTUDE DE CAS**Le système de construction industrialisée de la Malaisie**

Le système de construction industrialisée (IBS ou Industrialised Building System) est une description locale de la mécanisation, de la préfabrication des composants et de l'utilisation de l'automatisation dans le secteur de la construction en Malaisie. Les composants du système sont fabriqués hors-site et nécessitent peu de travail supplémentaire une fois installés sur le site. De ce fait, les délais de réalisation sont plus courts, la productivité accrue, les déchets moins nombreux, les accidents moins fréquents et les coûts de construction globaux pour le secteur sont plus faibles. Les composants étant fabriqués sur mesure, conformément aux exigences relatives à un environnement d'usine contrôlé, la qualité peut être étroitement suivie et standardisée, réduisant ainsi les défauts de fabrication. Les projets présentant un haut degré de répétabilité sont rentables, car les composants de qualité supérieure peuvent être reproduits plusieurs fois, ce qui réduit le prix à l'unité.

Les solutions de système de construction industrialisée destinées aux entrepreneurs sont utilisées en Malaisie depuis près d'un demi-siècle. La gare de Kuala Lumpur Sentral, le système ferroviaire de la zone métropolitaine de Manille (LRT) et l'aéroport international de Kuala Lumpur ont tous, lors de leur construction, utilisé des composants préfabriqués. Des poutres en acier IBS et des revêtements de sol ont été utilisés pour la construction des tours jumelles Petronas. Lors de leur ouverture, les tours jumelles représentaient le



Le potentiel économique du Bassin du Congo est sous-exploité, en raison des contraintes géographiques, logistiques et politiques



La gare de Kuala Lumpur Sentral a été construite à l'aide du système de construction industrialisée (IBS) de la Malaisie

bâtiment le plus haut au monde, ce qui a encore renforcé la réputation du système IBS auprès des sociétés de promotion immobilière.

Les économies en matière de coûts réalisées grâce au système IBS sont par ailleurs bien documentées. La préfabrication hors site implique une installation plus rapide et une réduction des coûts de main-d'œuvre. Les temps d'arrêt liés aux intempéries sont réduits, car les travailleurs passent moins de temps exposés aux éléments extérieurs sur le site. Un environnement d'usine contrôlé réduit également la quantité de déchets, diminue les coûts des matériaux et permet un suivi beaucoup plus étroit de la consommation d'énergie. Ces avantages pris ensemble, en particulier s'ils se répercutent dans un contexte de constructions multiples, peuvent conduire à des économies budgétaires importantes.

Ces dernières années, la demande de matériaux de construction plus écologiques, par exemple dans le cadre de la fabrication du ciment, l'un des plus gros émetteurs de CO₂, a été l'un des moteurs de la croissance du système de construction industrialisée.

La demande sur des matériaux de construction plus écologiques, par exemple pour la fabrication du ciment, l'un des plus gros émetteurs de CO₂, a été l'un des moteurs de la croissance du système

Le secteur de la finance islamique

Le secteur de la finance islamique souligne l'importance des actifs tangibles qui soutiennent l'économie réelle et décourage par ailleurs la spéculation financière. Ces deux facteurs aident à promouvoir une stabilité financière accrue et font de la finance islamique un outil efficace à travers le monde. Cet outil a le potentiel d'aider à relever deux défis, celui de mettre fin à l'extrême pauvreté et celui d'encourager la prospérité partagée.

La finance islamique sera l'outil le plus important que la BID utilisera pour alimenter les industries et favoriser l'inclusion des secteurs privés de financement, et ce dans le but de déverrouiller le potentiel des pays membres.

Ces dernières années, le secteur de la finance islamique s'est développé pour atteindre 2 trillions de dollars des États-Unis d'actifs financiers conformes à la charia.¹ Ces actifs ont augmenté plus rapidement que l'ensemble des actifs bancaires classiques, avec une augmentation annuelle de 12%. Avec seulement 14% des musulmans qui font appel aux banques aujourd'hui, le potentiel futur du secteur de la finance islamique est évident.

Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) représentent une proportion importante de la main-d'œuvre et des entreprises des PM. Le secteur de la finance islamique est prêt à réaliser son véritable potentiel en répondant aux besoins des MPME par le biais d'une approche de chaîne de valeur. Jusqu'à aujourd'hui, les financements classiques ne se sont pas intéressés aux MPME, les PME étant perçues comme présentant un risque plus élevé et générant un rendement plus faible, ce qui est dû à un manque d'infrastructures et d'accès aux marchés. Par conséquent, l'approche de développement basée sur la chaîne de valeur utilisée pour les MPME permettra de débloquer une source durable de financement pour les PME. Dans le cadre de ce schéma, toute personne sera classée comme un entrepreneur et, par conséquent, comme une connexion à un secteur d'activité plutôt que comme une entreprise isolée.

Pour répondre au mieux aux besoins des marchés, les banques islamiques doivent être en mesure d'adopter les nouvelles technologies. La finance islamique dispose du potentiel nécessaire pour intégrer les développements technologiques tels que l'intelligence artificielle (IA), les mégadonnées



Les services financiers numériques, tels que les portefeuilles mobiles, peuvent être moteurs pour un meilleur accès à l'inclusion financière de base

et la technologie des chaînes de blocs, contribuant à la création d'institutions bancaires à grande échelle, rentables et diverses. Le succès des plateformes de financement participatif montre que la plateforme de la technologie financière pourrait devenir la principale source de financement conforme à la charia pour les micro, petites et moyennes entreprises.

ÉTUDE DE CAS

Les services financiers numériques en Jordanie

Selon les chiffres officiels de l'HCR, plus de 650 000 réfugiés syriens répertoriés vivent en Jordanie, la majorité d'entre eux dans des zones urbaines. Les services financiers numériques peuvent être moteurs en matière d'amélioration de l'accès aux services financiers de base pour ces réfugiés ainsi que pour les Jordaniens à faible revenu.

Le succès du déploiement des services numériques requiert la mise en place d'un cadre réglementaire solide pour un environnement économique favorable. De plus, une stratégie nationale devrait permettre aux prestataires de services financiers de développer des produits financiers numériques basés sur la demande. Pour développer ces produits personnalisés, il faut s'attaquer à des problèmes, tels que le temps et les coûts nécessaires aux transferts d'argent ou au paiement des factures, ou la préférence marquée pour les transactions en espèces et les faibles niveaux d'alphabétisation financière qui pourraient entraîner une adhésion lente aux services. Il est également essentiel d'améliorer la sensibilisation aux questions financières et les niveaux d'alphabétisation financière en recourant à la formation et à des campagnes à l'échelle nationale.

Alors que les services bancaires se concentrent actuellement sur les paiements, l'évolution des opérations transfrontalières, telles que les envois de fonds, recèle un fort potentiel. Ayant déjà été évaluée

La finance islamique est prête à réaliser son véritable potentiel en répondant aux besoins des micro, petites et moyennes entreprises par le biais d'une approche de chaîne de valeur

dans d'autres pays membres de la Banque Islamique de Développement, la numérisation des transactions au sein de différentes chaînes de valeur pourrait également conduire à l'autonomisation économique du groupe cible. Les micro-entrepreneurs, en particulier, pourront alors bénéficier d'une réduction des coûts de transactions ainsi que d'un paiement plus rapide et plus sûr des services, ce qui pourra se traduire par une gestion plus aisée des fonds.

ÉTUDE DE CAS

Takaful : l'assurance islamique en Indonésie

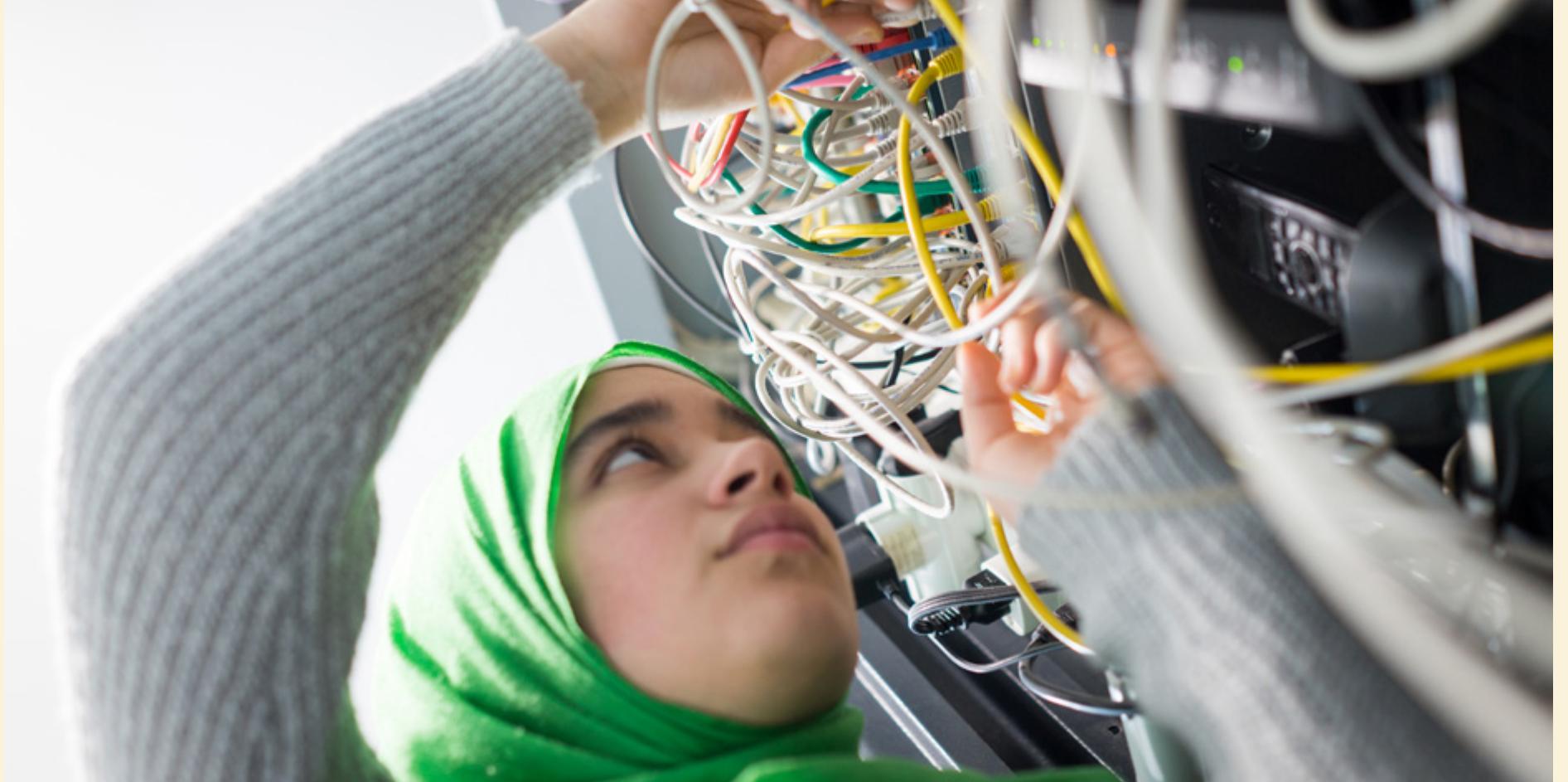
La population de l'Indonésie s'élève à plus de 260 millions d'habitants, dont plus de 85% sont des musulmans. C'est aussi le pays islamique le plus peuplé au monde.

Actuellement, environ 50% de la population dispose d'un compte bancaire classique, contre environ 35% en 2014. Au cours des cinq dernières années, des efforts ont été faits pour instaurer des régimes de micro-assurance, tels que l'assurance vie et l'assurance maladie, mais ils ne répondent toujours pas aux besoins des plus vulnérables.

Le secteur de l'assurance vie Takaful, conforme à la charia, a connu une croissance beaucoup plus rapide, atteignant une moyenne de 26% entre 2011 et 2015, par rapport au secteur de l'assurance vie traditionnelle dont le taux de croissance a été de 12%. Toutefois, l'accessibilité à la gamme de produits pour les citoyens les plus vulnérables (80% des Indonésiens vivent avec moins de 4,50 USD par jour) reste limitée, car les produits d'assurance Takaful courants ne sont pas abordables.



Dans le but d'atteindre les couches les plus vulnérables de la population, les mesures nécessaires ont été prises sur le plan réglementaire, ainsi que sur celui du développement de produits financiers



La finance islamique dispose du potentiel nécessaire pour intégrer les développements technologiques dans les domaines de l'intelligence artificielle et des mégadonnées, contribuant à la création d'institutions bancaires à grande échelle, rentables et diverses

Dans le but d'atteindre les couches les plus vulnérables de la population, les mesures nécessaires ont été prises sur le plan réglementaire, ainsi que sur celui du développement de produits financiers. En outre, des canaux de distribution innovants et bien ciblés ont été créés pour atteindre les clients potentiels, notamment dans les zones rurales.

ÉTUDE DE CAS

Les produits de la finance islamique au Yémen

Créée en 2009, la Bank Al Amal est la première banque de microfinance au Yémen. Elle a été créée

La finance islamique s'est développée jusqu'à atteindre 2 trillions de dollars des États-Unis d'actifs financiers compatibles avec la charia

grâce aux efforts déployés par le gouvernement du Yémen, le Fonds Arabe de Développement du Golfe et le secteur privé, dans le but de fournir des services financiers complets au segment le plus pauvre de la population Yéménite.

Au cours de ses cinq premières années de fonctionnement, la banque a fourni plus de 7670 services de microfinance aux micro-entreprises pour un montant d'environ 1,5 million de dollars des États-Unis. Environ 3700 opportunités d'emplois ont été créées indirectement grâce au soutien des micro-entrepreneurs.

Pour recevoir des fonds d'investisseurs sociaux privés, la banque a créé le Fonds d'investissement Al Amal, dont toutes les transactions sont fondées sur les doctrines et principes de la charia islamique.

Plus de 200 000 microcrédits ont été accordés par l'intermédiaire de 40 agences bancaires, principalement à destination des zones rurales.

Malheureusement, quatre années de guerre au Yémen ont causé des dommages considérables au développement économique et social du pays. La banque met actuellement en œuvre un plan d'urgence et a mis au point un ensemble de services financiers qui visent la mise en œuvre de programmes d'aide humanitaire et de mesures communautaires en faveur de l'emploi.



Environ 3 700 opportunités d'emplois ont été créées indirectement grâce au soutien aux micro-entrepreneurs

Création de 10 millions de nouveaux emplois décents par an

La réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) exige une augmentation significative de la productivité, de l'entrepreneuriat et de l'innovation, ainsi qu'un degré élevé d'adaptation dans tous les pays membres (PM). La jeunesse actuelle de la population, résultat du boom démographique des jeunes, laisse espérer qu'elle aura le degré d'énergie adaptative nécessaire pour œuvrer au développement socioéconomique durable pour une réalisation réussie des objectifs.

La population jeune des pays membres de la BID pourra potentiellement fournir chaque année un réservoir de 10 millions de demandeurs d'emploi et d'entrepreneurs, avec le talent, l'énergie et la capacité d'adaptation nécessaires au développement socioéconomique durable, à une période de mutation et de transformation structurelles à l'ère des ODD et au-delà, et conformes à l'ODD 8.

Les économistes ont qualifié cette opportunité, rendue possible par une population active plus jeune, de « dividende démographique », dans la mesure où l'abondance relative des jeunes en âge de travailler peut se traduire par une augmentation de l'épargne, une productivité accrue et une croissance économique plus rapide.¹ Toutefois, la capacité des pays membres à exploiter cette opportunité dépend essentiellement de leurs investissements dans la création d'emplois liée à la transformation de leurs économies, ainsi que des investissements en capital humain, notamment chez les jeunes prêts à intégrer la population active. Si le marché du travail n'est pas en mesure d'absorber de nouveaux travailleurs, soit en raison de la réticence à transformer les économies pour créer des emplois, soit en raison d'un investissement insuffisant en capital humain, ce dividende démographique pourrait être gaspillé.²

On estime que la population des pays membres augmentera de 500 millions en 15 ans, passant de 1,7 milliard en 2015 à 2,2 milliards en 2030. Pendant ce temps, la population de jeunes actifs, ceux âgés de 15 à 30 ans, qui représentera la grande majorité des nouveaux venus sur le marché du travail, augmentera de 100 millions entre 2015 et 2030. En d'autres termes, la population active de ce groupe d'âge dans les pays membres passera de 26% à 30% du groupe mondial des jeunes actifs entre 2015 et 2030.

Entre aujourd'hui et 2030, il faudra créer 40 millions d'emplois dans le monde et, selon les tendances démographiques, entre 10 et 12 millions d'entre eux se situeront dans les pays membres

On estime également que d'ici 2030, il faudra créer 40 millions d'emplois dans le monde³ et, selon les tendances démographiques, entre 10 et 12 millions d'entre eux se situeront dans les pays membres, totalisant un nombre considérable des emplois requis allant de 130 à 160 millions d'ici 2030⁴

Près de 80% de cette croissance aura lieu dans les zones urbaines, de sorte que la proportion de la population vivant dans ces zones passera de 49% à 56%. On prévoit une augmentation de l'urbanisation allant jusqu'à 10% pour des pays comme l'Albanie, le Burkina Faso, le Bangladesh, l'Indonésie, le Nigeria et le Mali.

En outre, la pauvreté, essentiellement considérée comme un phénomène rural, est de plus en plus urbanisée, en particulier en Afrique où la part croissante de la population urbaine coïncide



Les jeunes au Maroc. Ils sont représentatifs d'un dividende démographique avec la possibilité d'une augmentation de l'épargne, d'une productivité accrue et d'une croissance économique plus rapide

avec une stagnation, voire une diminution du PIB réel par habitant.

Il incombe aux décideurs politiques de concevoir et de mettre en œuvre avec soin les politiques et les plans de développement afin de saisir les opportunités offertes par l'industrialisation, l'urbanisation et l'émergence de liens commerciaux inter-PM de la BID.

Le nombre de jeunes croissant et l'urbanisation, associés à une désindustrialisation prématurée, entraîneront une augmentation de la pauvreté urbaine et, éventuellement, l'érosion des droits des citoyens, conduisant à une marginalisation accrue, des conditions de vie précaires, un coût de la vie élevé et un taux de criminalité en hausse. Ces tendances peuvent converger pour constituer un risque accru en matière de stabilité et de sécurité des pays, en créant des troubles civils et une mobilisation croissante des jeunes pour des activités et des conflits liés au terrorisme.

Une dimension importante liée au genre dans la composante « jeunesse » est le sous-emploi des femmes dans de nombreux pays membres, d'où une opportunité inexploitée et l'incapacité



Les femmes diplômées qui tentent d'entreprendre une carrière ou d'obtenir un diplôme de troisième cycle sont souvent exclues en raison de leur genre

Près de 80% de cette croissance aura lieu dans les zones urbaines, de sorte que la proportion de la population vivant dans ces zones passera de 49% à 56%

d'exploiter la dividende démographique pour la moitié de la population des jeunes actifs. Ce phénomène se produit en dépit du fait que le pourcentage de femmes dans les domaines de l'ingénierie et de la science dans les pays de la région MENA est comparable, voire supérieur, à celui des pays plus développés. En effet, les femmes du Moyen-Orient poursuivant activement des études en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques représentent 59% du total des étudiants inscrits en informatique en Arabie Saoudite, alors que le taux d'inscription des femmes au Royaume-Uni et aux États-Unis était respectivement de 16% et de 14%.⁵ Cependant, l'inscription des femmes en ingénierie et en sciences n'entraîne pas automatiquement une augmentation de leur participation à la population active ou une baisse du chômage féminin. Les femmes diplômées qui tentent d'entreprendre une carrière ou d'obtenir un diplôme de troisième cycle sont souvent exclues en raison de leur genre. Elles sont par conséquent marginalisées et nettement moins susceptibles d'entreprendre une carrière ou de conserver un emploi. Peu d'entre elles occupent des postes de direction, ce qui explique pourquoi la possibilité pour les femmes de participer activement à la population active est perdue.



La pauvreté est de plus en plus urbanisée, notamment en Afrique où la part croissante de la population urbaine coïncide avec la stagnation, voire la diminution du PIB réel par habitant

Opportunité pour 200 000 nouveaux emplois en Arabie Saoudite¹

Le Royaume d'Arabie Saoudite s'est engagé dans une quête de diversification économique qui nécessite une augmentation des revenus non pétroliers de 44 à 207 milliards de dollars des États-Unis. Le pays s'est engagé sur la voie de la transformation de son économie avec la Vision 2030 qui jette des bases solides pour un développement inclusif.

En explorant des secteurs inexploités de son économie par le biais de la spécialisation et d'une approche de la chaîne de valeur du marché, l'Arabie Saoudite se saisit d'opportunités au sein de deux secteurs avec un avantage comparatif révélé. Les industries pétrochimiques et plastiques ont un potentiel de croissance grâce au développement du pays en matière de nouvelles technologies et d'innovation dans des chaînes de valeur ciblées, ce qui devrait ajouter 200 milliards de dollars américains aux exportations de produits non pétroliers et créer 200 000 emplois en ligne avec la Vision 2030 de l'Arabie Saoudite.

En se concentrant sur son avantage comparatif dans les industries où il dispose du potentiel à être un leader mondial, le pays tire le meilleur parti des avancées de la technologie spécialisée. Cela

Le Royaume d'Arabie saoudite s'est engagé dans une quête de diversification économique qui nécessite une augmentation des revenus hors pétrole de 44 à 207 milliards de dollars des États-Unis

permettra au pays de diversifier son économie avec une plus forte valeur ajoutée, tout en créant des emplois de qualité, qui sont essentiels au développement inclusif.

Actuellement, l'Arabie Saoudite a l'une des valeurs d'exportation la plus élevée au monde dans le domaine du plastique, une immense majorité de la valeur des exportations se faisant sous la forme de matières premières. Les principaux acteurs du marché de la chaîne de valeur du plastique sont concentrés dans sa partie amont. Le renforcement de la partie en aval de la chaîne est d'une importance capitale pour réaliser pleinement le

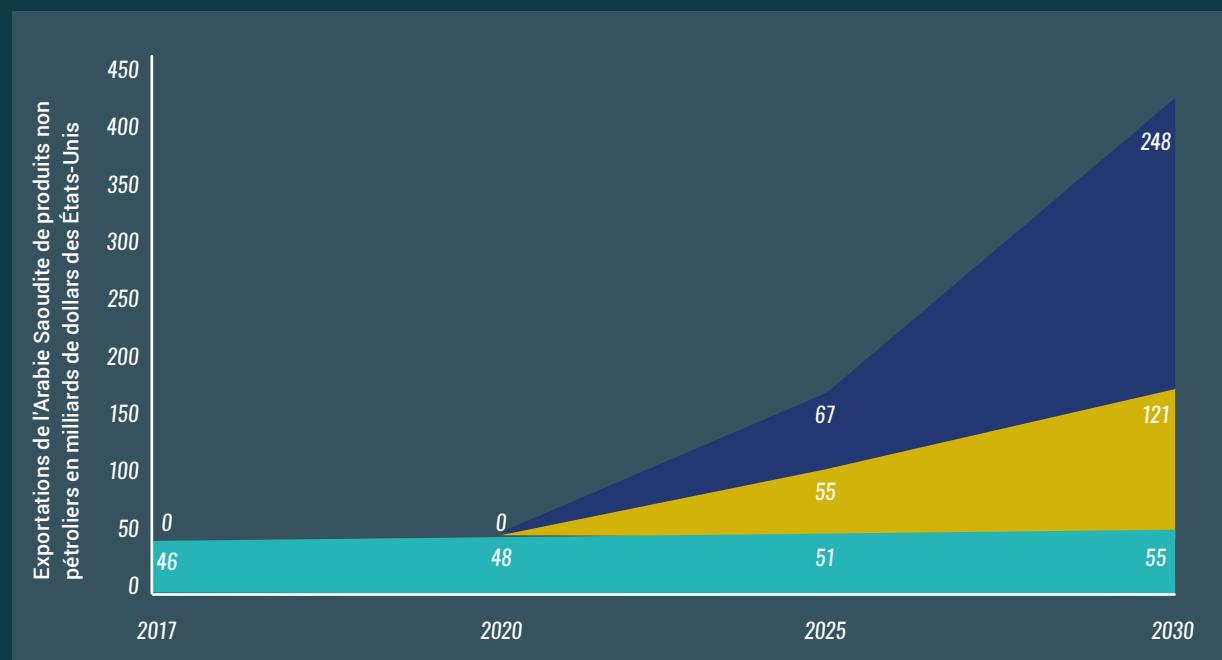
potentiel de l'industrie plastique en Arabie Saoudite, et ce en investissant dans des projets de fabrication de produits spécialisés à base de plastique à destination du consommateur final, incluant des dispositifs médicaux tels que des seringues.

Des investissements ciblés dans le secteur des dispositifs médicaux devraient avoir des effets d'entraînement sur des produits pharmaceutiques plus spécialisés, en raison de l'expansion et du renforcement de la recherche et du développement.

Les ventes de l'industrie chimique mondiale devraient connaître une croissance significative entre 2018 et 2030, la pétrochimie représentant environ 40% de ce marché. La principale chaîne de valeur de l'industrie pétrochimique en Arabie Saoudite est la production d'oléfines telles que le propylène, le méthanol et l'éthylène, qui représentent jusqu'à 75% de la production pétrochimique du pays. L'Arabie Saoudite a le potentiel pour exploiter le manque d'investissement dans les industries de transformation chimique en aval, ce qui entraînera la création d'un grand nombre d'emplois durables dans l'industrie manufacturière du pays.

Avec d'ici 2030, un marché estimé à 800 milliards de dollars des États-Unis pour l'industrie des plastiques et à 1,3 trillion de dollars des États-Unis pour l'industrie pétrochimique, marchés auxquels l'Arabie Saoudite pourra accéder par l'expansion et une plus grande spécialisation dans ces deux industries. Le fait d'avoir une chaîne de valeur forte en amont pour ces deux industries apporte une valeur ajoutée suffisante dans le secteur en aval, en raison de l'avantage lié aux coûts et aux ressources. Dans le même temps, l'expansion de la chaîne de valeur créera des emplois de qualité, en particulier dans le domaine de la recherche et du développement.

Grâce à la transformation proposée des deux chaînes de valeur, le Royaume d'Arabie Saoudite devrait augmenter ses exportations hors pétrole de 248 milliards de dollars américains et créer 200 000 emplois, tout en augmentant le nombre d'emplois à revenu élevé de 23 609 à 114 407 pour ces deux industries d'ici 2030.



L'effet de la transformation proposée de deux chaînes de valeur sur les exportations non pétrolières, en milliards de dollars des États-Unis²

Les programmes de la chaîne de valeur de bout en bout en pratique

La BID aide ses pays membres à respecter leurs engagements envers les Objectifs de Développement Durable (ODD). Les projets clés bénéficient déjà du nouveau modèle d'entreprise de la Banque dans le cadre de l'amélioration de la chaîne de valeur pour certains pays membres. Le Gabon, pays d'Afrique centrale, est un exemple de ce processus. Avec une économie qui repose sur les industries du manganèse et du bois, le Gabon fait face à d'importants défis en matière de chaîne de valeur dans ces deux secteurs. La Banque a procédé à une analyse approfondie de chacune de ces industries, ce qui lui a permis d'acquérir des connaissances qui aideront le pays à progresser plus rapidement et plus efficacement pour atteindre ses objectifs de développement.

Développer la chaîne de valeur du bois au Gabon¹

Le bois est l'une des principales industries qui stimule l'économie Gabonaise en Afrique du Centre-Ouest. Les forêts couvrent environ 22 millions d'hectares dans le pays, dont 12 millions d'hectares sont affectés à des concessions pour la production de bois. Malgré la diminution depuis 2007 de la production totale de grumes pour cette industrie axée sur l'exportation, sa valeur ajoutée dans l'industrie a augmenté en raison de l'augmentation du volume de la production de bois scié, de feuilles de placage et de contreplaqué.

La connexion du Gabon à la chaîne de valeur mondiale (CVM) s'effectue principalement par le biais des exportations et de certaines importations de machines destinées à l'industrie du bois. Depuis 2016, la plupart des produits du bois exportés par le pays ont subi au moins un processus de transformation, grâce au plan de transformation de l'industrie Gabonaise. Le bois scié est le principal produit d'exportation du Gabon, il a enregistré une croissance significative de 8% par an entre 2012 et 2016, avec une valeur à l'exportation de 322,7 millions de dollars des États-Unis.

L'évolution des exportations de bois reflète le changement des politiques destinées à renforcer l'industrie Gabonaise du bois. En 2001, l'introduction du Code forestier a été la première étape vers l'élimination de l'exploitation illégale des forêts. En 2009, le gouvernement a interdit l'exportation de grumes non transformées dans le but de favoriser les produits à plus forte valeur

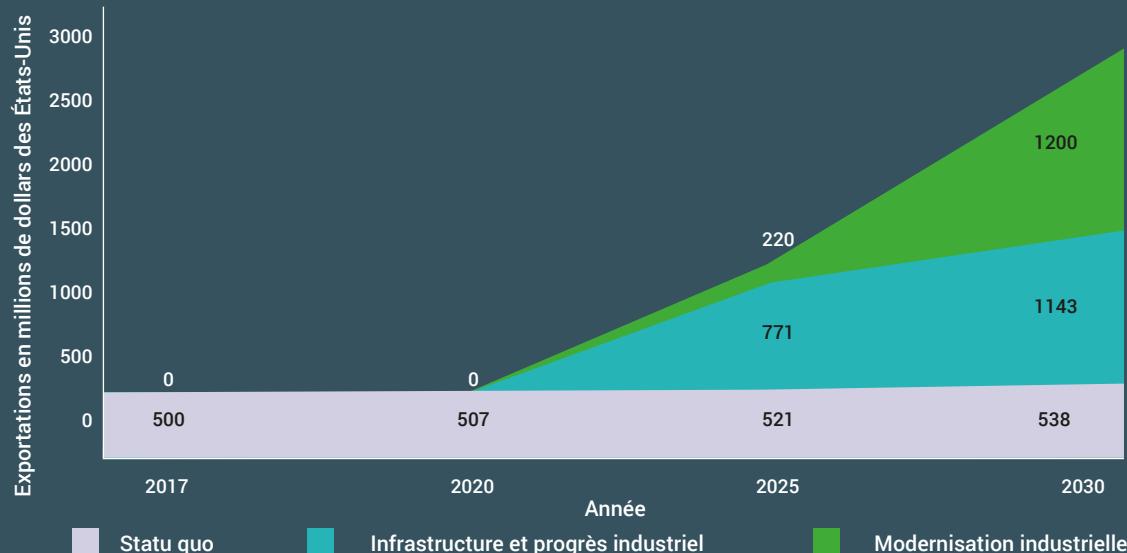
L'amélioration de la chaîne de valeur de l'industrie du bois Gabonais permettrait à ce secteur de créer des produits à plus forte valeur ajoutée et, de ce fait, générer des emplois plus qualifiés

ajoutée. Cette politique a forcé l'industrie du bois à passer d'activités d'exploitation rentables au profit de sous-chaînes à plus forte intensité de capital, à l'image de celle du bois scié. Le redressement de la valeur des exportations depuis 2012 indique que la politique a atteint ses objectifs.

En septembre 2018, le gouvernement Gabonais a instauré une politique exigeant que tous les concessionnaires forestiers opérant au Gabon soient certifiés par le Forest Stewardship Council (FSC), un système international de certification qui préconise une gestion forestière socialement équitable, respectueuse de l'environnement et économiquement viable. En outre, la certification



Les deux principaux problèmes sont le transport entre les sites d'exploitation forestière et l'usine et le transport entre l'usine et le port

Exportations du bois en millions de dollars des États-Unis avec interventions²

stimule la commercialisation des produits du bois Gabonais sur les marchés étrangers.

Une analyse préliminaire de la CVM sur les exportations de bois Gabonais, conduite par la BID, a révélé une forte valeur ajoutée nationale, une faible valeur ajoutée étrangère et une valeur ajoutée indirecte modérée. Ces résultats suggèrent que l'industrie est faiblement liée à la CVM et qu'il existe des opportunités de croissance considérables. L'analyse a également dévoilé de faibles capacités dans le domaine de la recherche et du développement, ainsi que dans celui des chaînes de valeur de la fabrication en aval. L'amélioration de ces chaînes de valeur permettra à l'industrie du bois de créer des produits à plus forte valeur ajoutée et, de ce fait, de créer des emplois plus qualifiés.

Le Gabon dispose de plusieurs atouts importants en termes de capacités élevées d'acquisition de matières premières, domaine dans lequel il possède déjà les ressources, les politiques et les compétences requises. Toutefois, l'industrie manufacturière en amont demeure à un niveau très élémentaire, tandis que l'industrie manufacturière en aval est dans l'incapacité de pénétrer le marché des exportations.

En termes de distribution et de ventes, la BID a constaté que l'amélioration de l'infrastructure du Gabon a contribué à l'exportation de produits du bois dans le monde entier. Cependant, une enquête conduite auprès des principales entreprises de bois a identifié un certain nombre de problèmes qui entraînent des retards dans les exportations ainsi que des coûts élevés.

Faire face aux défis

L'une des contraintes les plus importantes pour la chaîne de valeur du bois est le coût élevé de la logistique (environ 15 à 25% des coûts totaux de production). Les deux principaux problèmes sont

La certification du Forest Stewardship Council stimule la commercialisation des produits du bois Gabonais sur les marchés étrangers

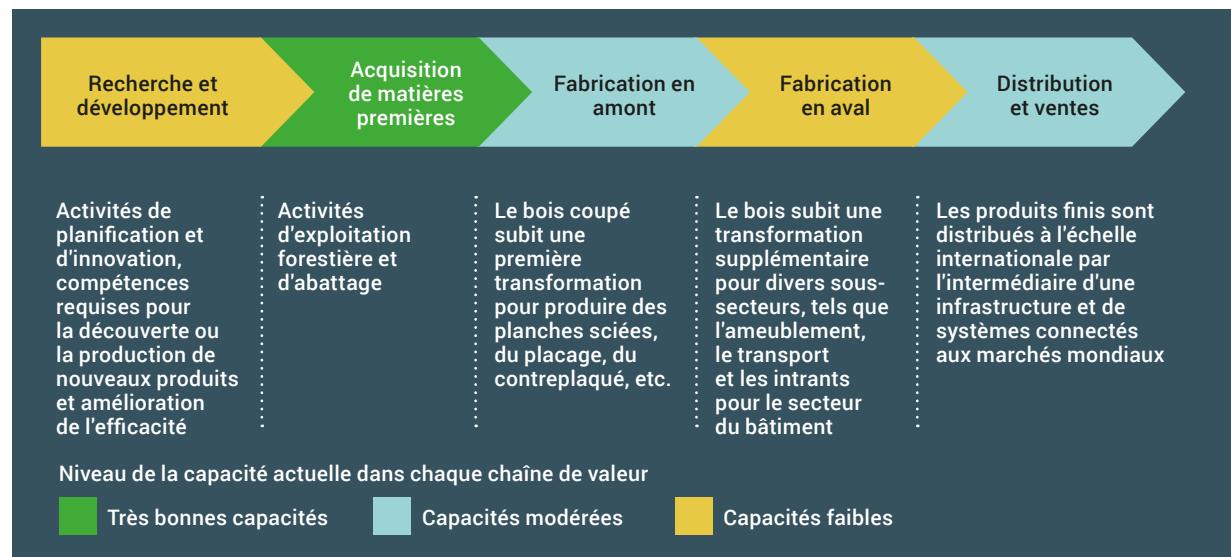
le transport entre les sites d'exploitation forestière et l'usine, et le transport entre l'usine et le port. Il existe d'autres problèmes causés par des routes non pavées, presque impraticables pendant la saison des pluies, ce qui rend l'approvisionnement de grumes imprévisible.

Un autre défi est l'asymétrie de l'information entre les opérateurs, qui se traduit par des retards dans le traitement des marchandises destinées à l'exportation, en raison de l'absence de communication numérique pour le dédouanement des marchandises exportées, ainsi que par des informations manquantes sur les grumes et leur stock. Enfin, les entreprises de l'ensemble de la chaîne de valeur doivent composer avec l'incertitude relative aux politiques et réglementations.

Après son analyse de la chaîne de valeur, la BID a présenté une série d'options que le Gabon pourra choisir pour améliorer sa chaîne de valeur du bois. Ces options comprennent des projets routiers, des infrastructures améliorées et une augmentation du nombre d'industries de soutien.

Mettre à profit le potentiel du Gabon dans chaîne de valeur de l'industrie du manganèse¹

Le Gabon dispose de l'une des réserves de manganèse la plus importante au monde et est un important producteur et exportateur de ce métal depuis le début des années 1960. Le manganèse contribue à l'économie du pays à hauteur de

Évaluation de la chaîne de valeur au niveau macroéconomique³

1,1 milliard de dollars des États-Unis par an, mais l'analyse de la BID a démontré qu'il existe des possibilités de croissance dans divers secteurs de l'industrie.

Dans sa stratégie nationale, « Gabon Emergent 2025 », le gouvernement du Gabon s'est engagé à abandonner l'exportation de minéraux bruts et à développer une chaîne de valeur complète pour toute l'industrie. Dans cette optique, les principaux objectifs comprennent le développement de la transformation du manganèse en amont et la production de produits à plus forte valeur ajoutée.

Les exportations de manganèse ont plus que quintuplé au cours des 10 dernières années, les minerais et concentrés de manganèse représentant la majorité des exportations. Même pendant les périodes où les prix du manganèse et de l'acier ont baissé, le Gabon a continué à augmenter la valeur de ses exportations.

Avec la croissance du marché du manganèse au Gabon et dans le monde, les minerais et les concentrés de manganèse du pays sont très bien placés sur l'Indice des produits champions (Product Champion Index ou PCI) de la BID, qui combine les indicateurs en matière de demande, d'offre, de commerce et de résilience.

Le Gabon dispose d'un fort potentiel de développement, non seulement parce qu'il produit le meilleur minerai au monde sur le plan de la qualité, mais aussi parce qu'il dispose d'une capacité de production élevée grâce à une efficacité accrue

L'analyse de la valeur ajoutée pour le Gabon montre que l'industrie minière a une très forte valeur ajoutée nationale et une valeur ajoutée indirecte, associée à une très faible valeur ajoutée étrangère, ce qui met en évidence à la fois son importance dans l'économie Gabonaise et son potentiel à récupérer la valeur ajoutée transférée depuis d'autres pays. Au cours des 15 dernières années, le Gabon disposait d'un avantage comparatif très élevé pour les minerais, notamment en matière de scories et de cendres, avec un potentiel naturel de pénétration de la CVM.

En dépit de ses capacités élevées quant à l'acquisition de matières premières et de ses capacités modérées dans la fabrication en amont, le Gabon dispose de faibles capacités en matière de recherche et de développement, de fabrication en aval ainsi que dans la vente et la distribution. L'industrie minière Gabonaise est également peu connectée à la CVM, mais il existe un fort potentiel de développement par le biais d'une efficacité accrue.

La chaîne de valeur du manganèse au Gabon comprend trois entreprises principales, toutes axées sur l'extraction et l'exportation du minerai de manganèse : la Compagnie Minière de l'Ogooué, Nouvelle Gabon Mining et la Compagnie Industrielle et Commerciale des Mines de Huazhou. L'industrie génère 4383 emplois, principalement grâce au projet minier du Complexe métallurgique de Moanda de la Comilog et à la concession ferroviaire transgabonaise d'Eramet. Parmi ces emplois, 60% sont associés à l'extraction du minerai de manganèse et 10% à sa transformation en amont. Les 30% d'emplois restants sont des créations d'emplois indirects liés à la logistique.

Problèmes affectant la chaîne de valeur du manganèse

Le minerai de manganèse du Gabon est le plus cher au monde, principalement car il s'agit d'un minerai d'une qualité inégalée au niveau mondial, mais aussi parce que le port principal et les sites miniers sont situés à des centaines de kilomètres les uns des autres. Comme la majeure partie du manganèse extrait au Gabon est directement exportée sans subir aucune transformation, l'industrie ne bénéficie pas d'une forte valeur ajoutée potentielle.

La ligne ferroviaire est le principal moyen de transport pour acheminer le minerai de manganèse du site minier jusqu'aux ports. Une initiative majeure de modernisation des lignes ferroviaires est en cours et devrait être finalisée en 2022.



L'inauguration d'un tronçon ferroviaire transgabonais, maillon essentiel de l'industrie minière Gabonaise

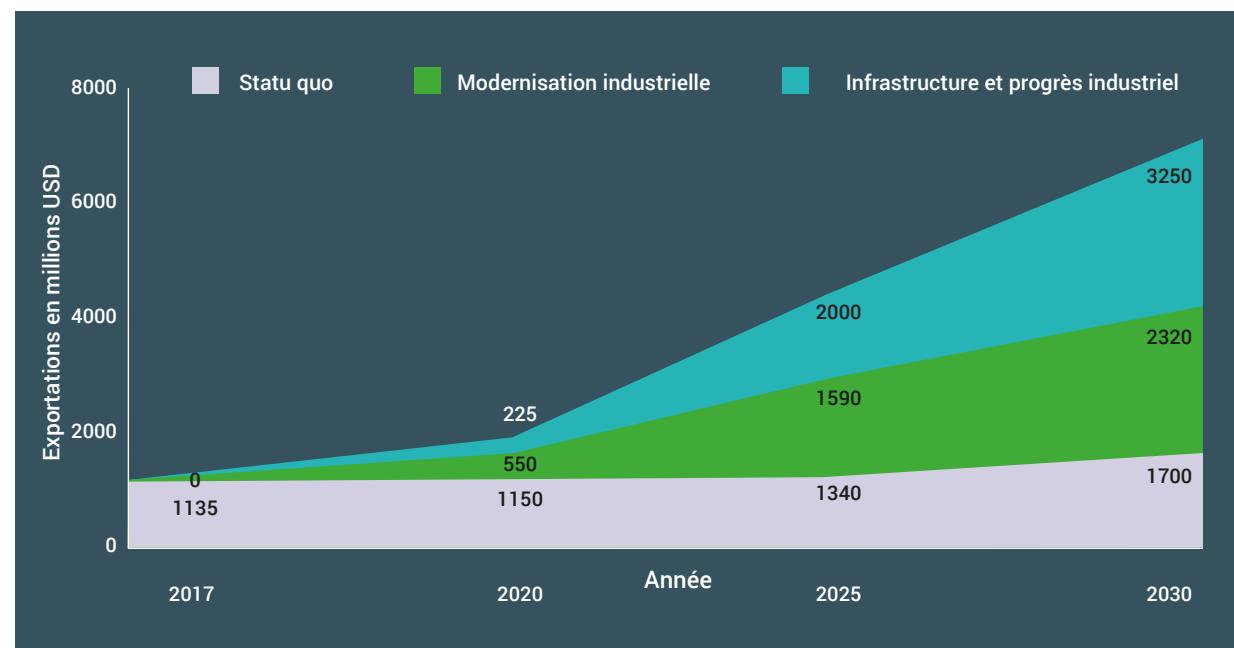
La baisse des coûts liée à cette initiative améliorera la capacité des exportateurs de manganèse à concurrencer ceux des pays voisins.

La fabrication en amont du manganèse consomme beaucoup d'énergie et, pour la rentabiliser, les coûts d'électricité doivent être peu élevés. L'électricité de qualité industrielle moins chère au Gabon provient de l'énergie hydroélectrique produite par deux barrages. Cependant, l'énergie hydroélectrique requise n'est pas disponible près du port utilisé pour les exportations en raison de la faible interconnectivité de l'électricité dans tout le pays. La réduction des coûts énergétiques est d'une importance capitale pour le développement des activités de la chaîne de sous-valeur du manganèse. L'analyse de la BID a révélé que le développement des chaînes de sous-valeur en amont et en aval de l'industrie du manganèse au Gabon nécessitera celui de nombreux secteurs de soutien, tels que le secteur énergétique.

Au regard des liens entre l'industrie et la CVM, l'analyse de la Banque a identifié d'importantes possibilités de renforcement des liens en amont, en se concentrant sur les chaînes de sous-valeur en amont, telles que la transformation du minerai de manganèse en alliage de manganèse. La suppression ou la réduction des contraintes pesant sur l'industrie peut contribuer à élargir la chaîne de valeur des industries en amont et en aval, et peut donc augmenter les exportations à valeur ajoutée ainsi que le nombre d'emplois qualifiés créés.

Création d'emplois au sein de la chaîne de valeur du manganèse

A partir des données sur l'emploi et sur la production des minerais, le nombre d'emplois créés par unité de produit exporté peut être



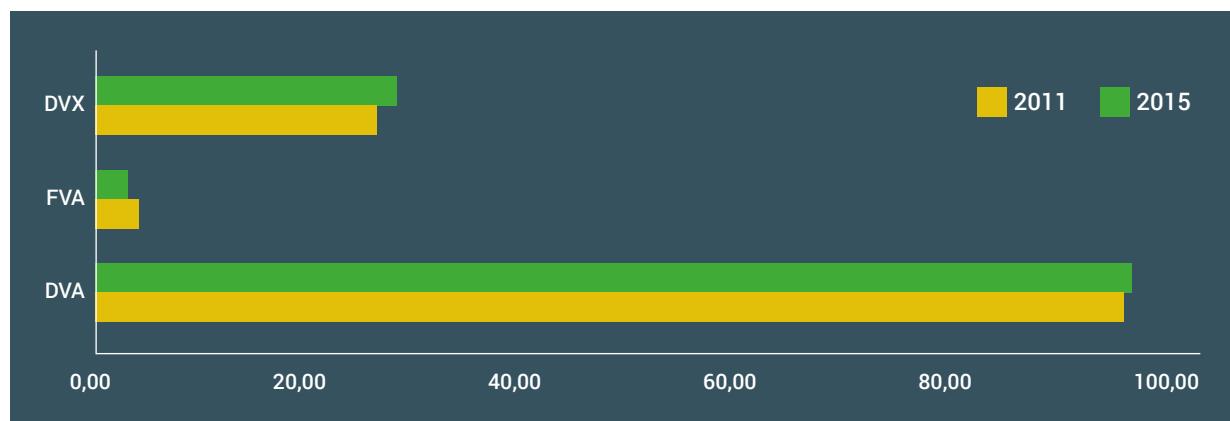
Exportations en millions USD avec interventions²

Il existe un potentiel inexploité considérable pour s'orienter vers la production en amont et en aval, ce qui pourrait générer des emplois plus stables

calculé pour chaque activité de la chaîne de valeur du manganèse au Gabon. Pour l'extraction et la première transformation du minerai de manganèse, il y a cinq emplois créés pour 10 000 tonnes de minerai de manganèse exportées, ce qui est très inférieur au nombre d'emplois créés par unité d'exportation si le manganèse devait être transformé au Gabon. La fabrication en amont pour la transformation du minerai de manganèse en alliage de manganèse crée à elle seule 47 emplois pour 10 000 tonnes d'alliage de manganèse exportées (même s'il est important de garder à l'esprit que la production d'alliage crée des emplois moins bien payés et moins qualifiés que l'extraction du minerai de manganèse).

Compte tenu du taux international de création d'emplois dans ce secteur, la transformation du minerai de manganèse en alliage de manganèse pourrait créer 27 061 emplois. En termes de valeur ajoutée liée à la production d'alliage de manganèse, il existe une possibilité d'atteindre une valeur de 11 milliards de dollars des États-Unis par rapport au 1,1 milliard actuel généré par les exportations.

À l'issue de cette étude, la BID est parvenue à la conclusion qu'en raison de la nature actuelle de l'extraction du minerai et de son orientation vers l'exportation, il existe un potentiel inexploité considérable pour développer la production en amont et en aval, ce qui pourrait générer des emplois plus stables dans le pays.



Valeur de la valeur ajoutée intérieure (DVA), étrangère (FVA) et indirecte (DVX) pour l'exportation brute des mines et carrières³



TOUT RASSEMBLER



Résumé

En devenant plus proactive, adaptative et agile, la BID s'engage à abandonner les investissements réactifs et ponctuels, afin de s'attaquer aux causes profondes qui entravent la croissance durable au sein des pays membres (PM). Au sein de ce processus, la Banque a mis l'accent sur l'aide à apporter aux PM dans le but de renforcer leurs capacités industrielles de diverses manières, notamment en exploitant les dernières opportunités en matière de science, technologie et innovation et en décentralisant les opérations.

Un élément important de ce processus est la promotion de solutions qui offrent aux pays membres les moyens d'agir pour mettre fin à la pauvreté et favoriser le développement durable. Simultanément, la Banque travaille sans relâche afin que les pays membres aient accès aux ressources dont ils ont besoin pour atteindre leurs objectifs. L'objectif global est de garantir un flux de facilités de financement pour que les idées novatrices liées à de véritables solutions de développement puissent progresser.

En suivant la tendance croissante des organisations du monde entier, la BID s'oriente vers une structure organisationnelle simplifiée et des processus opérationnels plus simples. Concrètement, cela implique une plus grande utilisation des technologies et des plateformes basées sur le nuage, ainsi que des investissements destinés à améliorer les capacités de livraison et à créer des entités de livraison dédiées dans les pays membres. En responsabilisant les centres régionaux décentralisés, l'objectif est de permettre l'exécution indépendante de projets visant spécifiquement à répondre aux besoins identifiés dans ces régions.

Il est important de noter qu'en favorisant une approche décentralisée, la BID conserve ses atouts traditionnels en ce qui concerne ses relations solides avec les gouvernements de ses pays membres. En effet, la Banque travaillera de plus en plus souvent avec les gouvernements afin d'identifier conjointement les besoins et les opportunités prioritaires des différents pays membres, et pour mobiliser les ressources nécessaires aux changements résolument indispensables. Elle entreprendra des interventions coordonnées qui stimuleront les investissements des entreprises privées, des organisations philanthropiques, des particuliers, des gouvernements, des organisations non gouvernementales et de la société civile. Ces interventions seront d'autant plus efficaces qu'elles tiendront compte des enjeux locaux et régionaux spécifiques. Par exemple, les investissements dans la science, la technologie et l'innovation (STI) varieront selon la situation géographique d'un pays et ses besoins particuliers.

L'accent sera mis sur la création d'emplois durables en renforçant les chaînes de valeur compétitives sur le plan national et en encourageant les partenariats sur le plan mondial afin de mettre un terme au déficit de financement des Objectifs de Développement Durable (ODD). La BID vise notamment à encourager une meilleure perception de l'impact positif éventuel dû à l'amélioration des perspectives en matière d'emploi des femmes et des jeunes. La Banque s'appuie sur les efforts qu'elle déploie actuellement pour aider les pays membres à cet égard, en donnant la priorité à l'emploi et à l'entrepreneuriat pour ces groupes.

En outre, la Banque établit de solides partenariats public-privé, essentiels à l'atteinte des objectifs du développement durable. Ces initiatives seront soutenues par trois changements stratégiques dans les opérations et la culture de la BID : un leadership proactif, une sélectivité efficace, et une adaptabilité et une agilité organisationnelle.

La création récente de deux instances de haut niveau au sein de la BID, chargées en particulier d'encourager les progrès des STI, consolide le cadre de travail existant de la BID. Chaque instance prodiguera des conseils et des orientations essentiels à la Banque et l'aidera à fixer ses objectifs stratégiques au regard de sa mission de développement.

En entreprenant ces importants changements internes, la BID renforcera son objectif affiché de passer d'une banque de développement à une banque de développeurs. La Banque sera ainsi en mesure de collecter 1 trillion de dollars des États-Unis de financement du développement, de renforcer les chaînes de valeur mondiales de cinq industries majeures et de créer 10 millions de nouveaux emplois par an d'ici 2030.

En retour, les pays membres bénéficieront d'une capacité et de compétences industrielles accrues, ainsi que de liens plus étroits avec des marchés forts et dynamiques et des chaînes de valeur mondiales. Ils seront en mesure de se saisir d'une partie plus importante de la valeur ajoutée de leurs propres produits et de dépendre moins fortement de l'exportation d'un produit unique. Par conséquent, ils bénéficieront d'une moindre volatilité des prix, d'une amélioration plus prononcée de leur balance commerciale et seront moins dépendants de la dette souveraine. La diminution de la pauvreté, l'augmentation des revenus et la sécurité alimentaire sont au cœur des ODD sur lesquels la Banque et ses pays membres se sont engagés.

Des efforts partagés pour des objectifs partagés

Bien qu'ils présentent un large éventail d'approches politiques et sociales, les pays membres de la BID sont tous d'accord quant au besoin urgent de préserver l'avenir de leurs enfants. Pour bâtir un avenir meilleur pour tous, la Banque devra être proactive et un changement de paradigme dans son approche en matière de développement est bel et bien en cours.

L'engagement à mettre en œuvre le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 (comme indiqué dans les Objectifs de Développement Durable ou ODD) est au cœur des activités de la BID, de la même manière que la création de partenariats solides pour atteindre les ODD. La Banque est également déterminée à jouer son rôle auprès des gouvernements des pays membres pour les encourager à créer un environnement favorable où tous les acteurs économiques présents sur le marché seront impliqués dans le développement.

La BID est déterminée à jouer son rôle auprès des gouvernements des pays membres pour les encourager à créer un environnement favorable

Pour que les ODD soient gérés de manière efficace, il est important que toutes les parties concernées fixent des objectifs clairs et mettent en œuvre des systèmes de mesure des progrès. À cet effet, le nouveau modèle d'entreprise de la Banque offre aux pays membres un schéma de bonnes pratiques dès lors qu'il s'appuie sur une approche axée sur les résultats, utilisant des indicateurs clé de performance pour garantir la conformité aux politiques, procédures et directives. De cette manière, la BID peut suivre les progrès par rapport aux buts, aux résultats et aux objectifs de performance de l'entreprise, avec une visibilité claire des résultats, tels que le taux de réduction de la pauvreté dans les pays membres ou le pourcentage des pays membres qui ont bénéficié d'un partenariat à flux inversés de la BID. D'autres facteurs que les indicateurs permettent de surveiller incluent les résultats des interventions de soutien du secteur privé et le nombre total d'emplois créés dans les pays membres à la suite d'initiatives.

Cette approche mesurée permet à la BID d'avoir une compréhension claire de son propre bilan en matière de mobilisation de ressources, grâce à la mise en œuvre efficace de partenariats avec diverses parties prenantes, notamment des facteurs tels que le ratio des projets de la chaîne de valeur, auxquels des acteurs de développement externes ont participé, et les ressources externes mobilisées par rapport aux ressources financières déployées par la Banque. Les informations recueillies sont tout aussi importantes puisqu'elles aident la BID à agir de façon durable en conservant une notation élevée.

Avec pour objectif de donner l'exemple dans la mise en place du programme mondial de développement à l'horizon 2030, la Banque a adopté un Cadre de programmation stratégique intégré. Ce cadre comprend une évaluation proactive des besoins des pays membres pour identifier leurs besoins actuels et futurs. Il met



Un vieil homme en Somalie La BID peut suivre les progrès par rapport aux buts, aux résultats et aux objectifs de performance de l'entreprise, avec une visibilité claire des résultats, tels que le taux de réduction de la pauvreté dans les pays membres



Une jeune fille à Karachi, Pakistan. La volonté de donner de l'autonomie aux personnes et aux collectivités est un aspect clé du nouveau modèle d'entreprise de la Banque

aussi l'accent sur une sélection efficace des projets par le biais d'une matrice de qualification et de hiérarchisation des projets, qui oriente la sélection de projets en fonction des besoins des pays membres et des priorités de la BID. Une approche robuste en matière de définition des objectifs et d'enchaînement des priorités signifie que les besoins en ressources correspondront mieux aux objectifs dans un cadre de suivi solide.

Tenue en 2018, une table ronde de la BID, intitulée « Partenariat pour l'avenir auquel nous aspirons », a clairement défini les orientations de la BID quant à ses priorités stratégiques clés et les enjeux majeurs pour les pays membres. Au cours de cette table ronde, l'accent a été mis sur la nécessité pour la Banque de s'aligner sur les priorités définies, en déployant des efforts concertés pour rendre la BID plus efficace et en renforçant sa capacité en personnel et financière afin de soutenir la réalisation des priorités convenues. Le nouveau modèle d'entreprise répond à ces priorités.

Le nouveau modèle d'entreprise de la Banque s'appuie sur une approche axée sur les résultats et utilise des indicateurs clés de performance pour garantir la conformité aux politiques, procédures et lignes directrices

La Banque a également lancé plusieurs initiatives et campagnes de sensibilisation, visant à souligner la capacité du secteur de la finance islamique à aider les pays membres à apporter leur contribution aux ODD. Dans le cadre de son plan visant à favoriser les partenariats, un « Réseau d'alliances pour l'avenir » a été créé afin de mettre à profit la sagesse collective de la Banque et prendre en compte les futurs possibles des pays membres en cette période de changement. Parallèlement, la BID travaille avec un réseau mondial de groupes de réflexion pour participer au processus d'élaboration de sa stratégie.

Pour « construire l'avenir que nous voulons », une action collective des gouvernements, du secteur privé, des financiers et du troisième secteur est nécessaire afin de tirer parti des opportunités et d'atténuer les menaces qui peuvent survenir. Si toutes les parties prenantes sont prêtes à penser l'impensable, à réimaginer et à envisager d'autres futurs, cela garantira une meilleure prise de décision stratégique au présent.

Notes de fin de texte

Mettre les marchés au service du développement 4

- 1 SESRIC (2018) Perspectives SWOT pour les pays de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) (SWOT Outlook 2018 for OIC Countries)

Un monde en rapides mutations 5

- 1 Oxfam (2018). « Reward work, not wealth » (« Récompenser le travail et non la richesse ») Document d'information Oxfam, 2018.

Introduction 15

- 1 Rapport 2017 de l'OCDE « Coopération pour le développement »

Une urbanisation rapide 16

- 1 SESRIC (2018) Perspectives SWOT pour les pays de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) (SWOT Outlook 2018 for OIC Countries)
- 2 The Pew Research Center - Forum sur la religion et la vie publique (2011), « L'avenir de la population islamique mondiale : projections pour 2010-2030 (The future of the global Muslim population : Projections for 2010-2030) Projet Pew-Templeton sur l'avenir des religions dans le monde.

Le boom démographique des jeunes 18

- 1 SESRIC (2018) Perspectives SWOT pour les pays de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) (SWOT Outlook 2018 for OIC Countries)
- 2 ibid.
- 3 ibid.
- 4 ibid.
- 5 ibid.
- 6 Nations unies (2015) - « Youth population trends and sustainable development ». In Population facts, N°2015/1.
- 7 ibid.
- 8 ibid.
- 9 ibid.
- 10 ibid.
- 11 ibid.

L'Industrie 4.0 20

- 1 Schwab (2015), in Xu, M. et al (2018) - « The Fourth Industrial Revolution - Opportunities and Challenges » (Quatrième révolution industrielle : opportunités et défis) *International Journal of Financial Research*, Vol. 9, N° 2.
- 2 ibid.
- 3 Manyika et al (2017) in Xu, M. et al (2018). « The Fourth Industrial Revolution – Opportunities and Challenges » (Quatrième révolution industrielle : opportunités et défis). *International Journal of Financial Research*, Vol. 9, N° 2.

- 4 Prisecaru (2016) in Xu, M. et al (2018). « The Fourth Industrial Revolution – Opportunities and Challenges » (Quatrième révolution industrielle : opportunités et défis). *International Journal of Financial Research*, Vol. 9, N° 2.

Les technologies favorables à l'Industrie 4.0 21

- 1 Ministère du commerce international et de l'industrie, Malaisie (2018). « Draft National Industry 4.0 Policy Framework » (Cadre de la politique de l'industrie nationale 4.0, version provisoire).

Les nouveaux défis du développement durable 22

- 1 OCDE (2018).
- 2 IsDB Business model to Meet Member Countries 2030 Agenda (Programme 2030 - Modèle d'entreprise de la BID pour rencontrer des pays membres - Document de travail), Annexe 1.
- 3 Source : Banque mondiale, Harmeling et Eckstein (2013). Dans : Economic Impacts of Climate Change : Evidence from OIC Member Countries » (les impacts économiques des changements climatiques : preuve des pays membres de l'OCI) - *Journal of Economics & Development Studies*, décembre 2017, Vol. 5, N°4, pp. 71–78, Germanwatch.

Les impacts économiques des changements climatiques 23

- 1 Sillah, B. (2017) 'Economic Impacts of Climate Change : Evidence from OIC Member Countries (les impacts économiques des changements climatiques : preuve des pays membres de l'OCI). *Journal of Economics and Development Studies*, décembre 2017, Vol. 5, N°4, pp. 71–78.
- 2 ibid.
- 3 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2018) - The State of Food Security and Nutrition in the World (L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde).

Les obstacles à la productivité 23

- 1 ODI et SESRIC (2017).
- 2 SESRIC (2017).

Les réfugiés et la fragilité du système 25

- 1 Banque Islamique de Développement. « Briefing on refugees and forced displacement » (Briefing sur les réfugiés et les déplacements forcés)
- 2 UNHCR : Tendances mondiales du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés : les déplacements forcés en 2017
- 3 Source : « Briefing on refugees and forced displacement » (Briefing sur les réfugiés et les déplacements forcés)

Notes de fin de texte

Le défi de la répartition inégale des richesses 26

- 1 Oxfam (2018). « Reward work, not wealth » (« Récompenser le travail et non la richesse ») Document d'information Oxfam, 2018.
- 2 ibid.
- 3 ibid.

La sécurité alimentaire et les défis dans le domaine de la nutrition 27

- 1 Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (2018). « The state of food security and nutrition in the world : Building climate resilience for food security and nutrition ». pv, Rome, 2018 (L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde : construire la résilience climatique pour la sécurité alimentaire et la nutrition).

La crise persistante touchant les personnes sous-alimentées 28

- 1 Prevalence of Undernourishment (% of Population), 2015 (Prévalence de la sous-alimentation en% de la population). « Food Insecurity as Threat », SWOT Outlook 2018 for OIC Countries (La sécurité alimentaire comme menace - Perspectives SWOT pour les pays de l'Organisation de la coopération islamique (OCI)).
- 2 Source : SESRIC (2018) « Prospects and Challenges of OIC Member Countries » (Prospects et défis des pays membres de l'OCI) SWOT Outlook 2018 for OIC Countries (Perspectives SWOT pour les pays de l'Organisation de la coopération islamique)

L'élargissement du déficit de financement 29

- 1 Gottschalk, R. et Poon, D. (2017) - « Scaling up Finance for the Sustainable Development Goals : Experimenting with Models of Multilateral Development Banking » (Accroissement du financement en faveur des ODD : expérimentations à l'aide de modèles de banques multilatérales de développement) Groupe d'experts intergouvernementaux sur le financement du développement, du 8 au 10 novembre 2017, Genève. CNUCED (2017). Document de travail.

Les lacunes dans le secteur privé et dans le secteur de la finance islamique 30

- 1 « From aid to empowerment : How IsDB helps in making the market work for development » (De l'aide à l'autonomisation : comment la BID aide à préparer le marché au développement). Conférence animée par S.E. DR Bandar Hajjar, Groupe de la Banque Islamique de Développement au Oxford Centre for Islamic Studies, Université d'Oxford, 13 novembre 2018.

Les obstacles aux investissements du secteur privé dans les infrastructures 31

- 1 FEM, OCDE (2015). « A Primer for Development Finance and Philanthropic Funders ». Blended Finance, vol.1. (Guide d'introduction au financement du développement et donateurs philanthropiques).
- 2 CNUCED (2014) « World Investment Report, 2014 ».

L'inclusion par le biais des chaînes de valeur compétitives 36

- 1 Faiz Shaul Hamid, M. et al. « Making Markets Work for Development through Global Value Chains : Methodology and tools to identify and measure highest potential value chains », p18 - (Préparer le marché au développement via les chaînes de valeur mondiales : méthodologie et outils pour identifier et mesurer le potentiel le plus élevée des chaînes de valeur). Banque Islamique de Développement, Département de la stratégie et de la transformation.
- 2 United Nations Conference on Trade and Development (CNUCED) (2013) - (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) *United Nations Trade and Development Report 2013 (Rapport 2013 des Nations unies sur le commerce et le développement)*. New York et Genève : Nations unies.
- 3 OCDE (2013). « Mapping Global Value Chains » (Cartographie des chaînes de valeur mondiales) Paris : Organisation de coopération et de développement économiques.

Paradigmes pour des chaînes de valeur durables 37

- 1 Faiz Shaul Hamid, M. et al. « Making Markets Work for Development through Global Value Chains : Methodology and tools to identify and measure highest potential value chains », p. 19. (Préparer le marché au développement via les chaînes de valeur mondiales : méthodologie et outils pour identifier et mesurer le potentiel le plus élevée des chaînes de valeur). Banque Islamique de Développement, Département de la stratégie et de la transformation.
- 2 ibid.

La coopération en matière d'innovation industrielle verte 38

- 1 Faiz Shaul Hamid, M. et al. « Making Markets Work for Development through Global Value Chains : Methodology and tools to identify and measure highest potential value chains » (Préparer le marché au développement via les chaînes de valeur mondiales : méthodologie et outils pour identifier et mesurer le potentiel le plus élevée des chaînes de valeur). Banque Islamique de Développement, Département de la stratégie et de la transformation.
- 2 Source : ibid. p. 45.
- 3 Source : ibid. p. 45.
- 4 Ibid. p. 20.

Notes de fin de texte

Comprendre l'industrialisation 39

- 1 Faiz Shaul Hamid, M. et al. « Making Markets Work for Development through Global Value Chains : Methodology and tools to identify and measure highest potential value chains, p. 42 (Préparer le marché au développement via les chaînes de valeur mondiales : méthodologie et outils pour identifier et mesurer le potentiel le plus élevée des chaînes de valeur). Banque Islamique de Développement, Département de la stratégie et de la transformation.
- 2 Ibid. p. 43.

Une stratégie de partenariat mondial pour combler le déficit de financement des ODD 42

- 1 Nations unies (2018). « La stratégie du Secrétaire général pour le financement du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 » (2018-2021).

Les producteurs de tapis testent l'accès au marché 45

- 1 Atkin, D. et al (2016). « Exporting and Firm Performance : Evidence from a Randomised Control Trial » (Performance en matière d'exportations et d'entreprises : preuve d'un test de contrôle aléatoire). CDEP-CGEGEG WP, N°23.

Développement durable grâce à la coopération Sud-Sud 47

- 1 Çaglar, O. « South-South Cooperation : a pioneering model for sustainable development in OIC Countries » (Coopération Sud-Sud : un modèle innovant pour le développement durable dans les pays de l'OCI). Centre de Recherches Statistiques, Économique et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), filiale de l'Organisation de la coopération islamique.

Science, technologie et innovation pour le développement durable 49

- 1 « Global Innovation Index Report » . Site internet www.globalinnovationindex.org

Partenariat dans l'investissement d'infrastructure 51

- 1 Al-Manar - Rabi II / Jumada I 1439 17.

Mobiliser le potentiel de la blockchain en vue de l'autonomisation économique 53

- 1 Al-Manar, Dhu Al-Qa,dah / Dhu Al-Hijjah 1439. « Blockchain for economic empowerment : A global platform for social and environmental resilience » (Les chaînes de blocs en vue de l'autonomisation économique : une plateforme mondiale pour la résilience sociale et environnementale).

Plateforme des développeurs de la BID 61

- 1 Source : Document interne de la Banque Islamique de Développement :

Pourquoi décentraliser la BID ? 65

- 1 Source : « Briefing on refugees and forced displacement » (Briefing sur les réfugiés et les déplacements forcés) « Financial impact of a potential rating downgrade » (Impact financier d'une dégradation potentielle de la notation).

Cadre de programmation stratégique intégré 69

- 1 Source : « Briefing on refugees and forced displacement » (Briefing sur les réfugiés et les déplacements forcés) Dans « Financial impact of a potential rating downgrade » (Impact financier d'une dégradation potentielle de la notation).
- 2 Source : « Briefing on refugees and forced displacement » (Briefing sur les réfugiés et les déplacements forcés)

1 trillion de dollars des États-Unis d'investissement pour les ODD 74

- 1 « From aid to empowerment : How IsDB helps in making the market work for development » (De l'aide à l'autonomisation : comment la BID aide à préparer le marché au développement). Conférence animée par S.E. DR Bandar Hajjar, Groupe de la Banque Islamique de Développement au Oxford Centre for Islamic Studies, Université d'Oxford, 13 novembre 2018.

Alimentation et agroalimentaire 76

- 1 McKinsey.

Industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure 81

- 1 American Textile History Museum.
- 2 Atkin, D. et al (2015). « On the origins and development of Pakistan's soccer-ball cluster ». *Economic review*, vol. 30, Numéro/supplément 1, pp. S34-41, Banque mondiale.
- 3 Artopoulos, D. et Hallak, J. (2013). « Export emergence of differentiated goods from developing countries : Export pioneers and business practices in Argentina » (Émergence des exportations des marchandises différenciées depuis les pays en voie de développement : pionniers de l'exportation et pratiques commerciales en Argentine). *Journal of Development Economics*, 105, pp.19–35.

Pétrole et produits chimiques 83

- 1 Lux Research.
- 2 SCBEIC.
- 3 Banque mondiale.

Notes de fin de texte

Bâtiment 86

- 1 « Global Construction 2030 : A global forecast for the construction industry to 2030 » (Construction mondiale 2030 : un prévisionnel mondial pour le secteur du bâtiment jusqu'en 2030). Global Construction Perspectives Limited et Oxford Economics Limited, 2015.

Le secteur de la finance islamique 88

- 1 Banque mondiale (2015) - « Islamic finance brief ».

Création de 10 millions de nouveaux emplois décents par an... 91

- 1 Mason (2005).
- 2 Organisation des Nations unies, 2015.
- 3 World Development Report (2013).
- 4 Chiffres basés sur la proportion de jeunes âgés de 15 à 30 ans dans les pays membres par rapport à la population mondiale de jeunes qui s'élève actuellement à 26% et qui devrait atteindre 30%.
- 5 Islam (2017). UNESCO, Banque mondiale.

Opportunité pour 200 000 nouveaux emplois en Arabie Saoudite 93

- 1 Article publié pour la première fois dans : « Kingdom of Saudi Arabia : Making Markets Work for Development » (Royaume d'Arabie Saoudite : préparer le marché au développement).
- 2 Source : « Briefing on refugees and forced displacement » (Briefing sur les réfugiés et les déplacements forcés)

Développer la chaîne de valeur du bois au Gabon 94

- 1 Banque Islamique de Développement (2018). « Preliminary Global Value Chain Analysis : Wood and Manganese Value Chains in the Republic of Gabon » (Analyse initiale de la chaîne de valeur mondiale : les chaînes de valeur du bois et du manganèse au Gabon) - Novembre 2018.
- 2 ibid.
- 3 ibid.

Mettre à profit le potentiel du Gabon dans la chaîne de valeur de l'industrie du manganèse 95

- 1 Banque Islamique de Développement (2018). « Preliminary Global Value Chain Analysis : Wood and Manganese Value Chains in the Republic of Gabon » (Analyse initiale de la chaîne de valeur mondiale : les chaînes de valeur du bois et du manganèse au Gabon) - Novembre 2018.
- 2 ibid.
- 3 ibid.



NOUS CONTACTER

E-mail : DoST@isdb.org

Site Web : strategy.isdb.org